



(Drapeau de la province de Québec, adopté par arrêté en conseil numéro 72, en date du 21 janvier 1948.)
(Flag of the Province of Quebec, adopted by Order in Council Number 72, bearing date January 21st, 1948)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 21 MAI 1949

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, MAY 21st, 1949

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

délat pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avvertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
23879 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
23879 — 1-52

Lettres patentes

Alexandre Pelletier & Fils Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux avril 1949, constituant en corporation: Alexandre Pelletier, Sabin Pelletier, Savard Pelletier, Renaud Pelletier, négociants en gros, et Dame Blanche Savard Pelletier, commis, tous de Matane, district judiciaire de Rimouski, pour les objets suivants:

Exercer en général et dans toutes spécialités le commerce d'épiciers en gros et de marchands généraux, sous le nom de "Alexandre Pelletier & Fils Inc.", avec un capital de \$80,000, divisé en 800 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Matane, district judiciaire de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux avril 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Letters Patent

Alexandre Pelletier & Fils Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of April, 1949, incorporating: Alexandre Pelletier, Sabin Pelletier, Savard Pelletier, Renaud Pelletier, wholesale merchants, and Dame Blanche Savard Pelletier, clerk, all of Matane, judicial district of Rimouski, for the following purposes:

To carry on generally, in all the specialties thereof, the business of wholesale grocers and of general merchants, under the name of "Alexandre Pelletier & Fils Inc.", with a capital stock of \$80,000, divided into 800 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Matane, judicial district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of April, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Allied Agencies Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deux avril 1949, constituant en corporation: Samuel Berenbaum, marchand, de la cité d'Outremont, George Berenbaum, Ben Berenbaum et Hyman Schnaar, marchands, de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter le commerce de vêtements de toutes sortes pour dames, pour hommes et pour garçons, sous le nom de "Allied Agencies Inc.", avec un capital de \$100,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$100 chacune, et 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le nombre de ses actionnaires sera limité à vingt (20).

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux avril 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Almor Fur Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorze avril 1949, constituant en corporation: Harold S. Freeman, Lewis K. Freedman, avocats, et Florence Klians, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchands de fourrures de toutes sortes, sous le nom de "Almor Fur Company", avec un capital de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires et en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur-général, le quatorze avril 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Alinee Wood Products Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuf avril 1949, constituant en corporation: Louis H. Rohrlick, Manuel Shacter, avocats, Jessie Davine, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, dessiner, sculpter, graver, façonner et autrement fabriquer des meubles, boiseries et toutes sortes d'articles, fournitures et accessoires de maison, soit en bois, métaux et textiles, sous le nom de "Alinee Wood Products Inc.", avec un capital de \$20,000, divisé en 190 actions privilégiées et en 10 actions ordinaires toutes d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à dix.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf avril 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Allied Agencies Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of April, 1949, incorporating: Samuel Berenbaum, merchant, of the City of Outremont, George Berenbaum, Ben Berenbaum and Hyman Schnaar, merchants, of the City of Montreal, Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To deal in all ladies' wearing apparel and men's and boys' wearing apparel, under the name of "Allied Agencies Inc.", with a capital stock of \$100,000, divided into 500 common shares of \$100. each, and 500 preferred shares of \$100. each.

That the number of its shareholders shall be limited to twenty (20).

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of April, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Almor Fur Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of April, 1949, incorporating: Harold S. Freeman, Lewis K. Freedman, advocates, and Florence Klians, secretary, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of dealers in furs of all kinds, under the name of "Almor Fur Company", with a capital stock of \$40,000 divided into 100 common shares and 300 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of April, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Alinee Wood Products Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of April, 1949, incorporating: Louis H. Rohrlick, Manuel Shacter, advocates, Jessie Davine, secretary, spinster, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, design, carve, engrave, mold and otherwise fabricate furniture, woodwork and all kinds of household articles, furnishings and equipment whether in wood, metals, textiles, under the name of "Alinee Wood Products Inc.", with a capital stock of \$20,000 divided into 190 preferred shares and 10 common shares, all of the par value of \$100 each.

The number of shareholders of the company shall be limited to ten.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of April, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

A. Ostroff & Son Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorze avril 1949, constituant en corporation: Benjamin Robinson, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Westmount, Théodore H. Shapiro, avocat, de ville Mont-Royal, et Hilda Christensen, secrétaire, fille majeure, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme commerçants de marchandises sèches, textiles, tissus de toutes sortes, sous le nom de "A. Ostroff & Son Ltd.", avec un capital de \$100,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze avril 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

A. Ostroff & Son Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of April, 1949, incorporating: Benjamin Robinson, advocate and King's Counsel, of the City of Westmount, Théodore H. Shapiro, advocate, of the Town of Mont-Royal, and Hilda Christensen, secretary, spinster, of the City of Montreal, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To act as dealers in dry goods, textiles, fabrics of all kinds, under the name of "A. Ostroff & Son Ltd.", with a capital stock of \$100,000, divided into 500 common shares of a par value of \$100 each, and 500 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of April, 1949.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

Artesian Wells Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-et-un avril 1949, constituant en corporation: Seymour Elkin, notaire, de la cité de Montréal, Ralph C. Tees, officier de compagnie fiduciaire, de la cité de Montréal, et Stanley Stanger, officier de compagnie fiduciaire, de la ville de Hampstead, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Opérer et exercer dans toutes ses branches, le commerce qui consiste à forer, creuser et canaliser des puits artésiens, sous le nom de "Artesian Wells Ltd.", avec un capital de \$5,000, divisé en 1,000 actions de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-et-un avril 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS,

Artesian Wells Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of April, 1949, incorporating: Seymour Elkin, notary, of the City of Montreal, Ralph C. Tees, trust company officer, of the City of Montreal, and Stanley Stanger, trust company officer, of the Town of Hampstead, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To operate and carry on in all its branches the business of drilling, boring and piping artesian wells, under the name of "Artesian Wells Ltd.", with a capital stock of \$5,000, divided into 1,000 shares of \$5 each.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of April, 1949.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

Bérubé & Frères Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf avril 1949, constituant en corporation: Noël Bérubé, industriel, des cité et district judiciaire de Québec, Romuald Bérubé et Ronald Bérubé, tailleurs, tous deux de Rivière-du-Loup, district judiciaire de Kamouraska, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de fourrures et de peaux d'animaux, sous le nom de "Bérubé & Frères Ltée", avec un capital de \$40,000, divisé en 1,600 actions de \$25 chacune.

Le nombre des actionnaires est limité à vingt (20).

Le siège social de la compagnie sera à 116-118, rue Lafontaine, Rivière-du-Loup, district judiciaire de Kamouraska.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf avril 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

Bérubé & Frères Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of April, 1949, incorporating: Noël Bérubé, industrialist, of the city and judicial district of Quebec, Romuald Bérubé and Ronald Bérubé, cutters, both of Rivière-du-Loup, judicial district of Kamouraska, for the following purposes:

To deal in all kinds of furs and animal pelts, under the name of "Bérubé & Frères Ltée", with a capital stock of \$40,000, divided into 1,600 shares of \$25 each.

The number of shareholders is limited to twenty (20).

The head office of the company will be at 116-118 Lafontaine Street, Rivière-du-Loup, judicial district of Kamouraska.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of April, 1949.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

**Bijouterie Ciro's Inc.
Ciro's Jewellers Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un avril 1949, constituant en corporation: Joseph Leibovitz, Charles Marks, marchands, et Myriam Leibovitz, ménagère, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Acquérir, acheter, vendre toutes sortes de bijouteries, sous le nom de "Bijouterie Ciro's Inc." — "Ciro's Jewellers Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un avril 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

**Bijouterie Ciro's Inc.
Ciro's Jewellers Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of April, 1949, incorporating: Joseph Leibovitz, Charles Marks, merchants, and Myriam Leibovitz, housewife, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To acquire, purchase, sell all kinds of jewellery, under the name of "Bijouterie Ciro's Inc." — "Ciro's Jewellery Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Québec, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of April, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Canadian Wiper Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deux avril 1949, constituant en corporation: William Ronald Dwyer, marchand, Harry David Caplan, agent, et Dorothy Oliver, sténographe, veuve de feu William Oliver, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme vendeurs de produits désinfectants et sanitaires de toute sorte et toutes espèces, sous le nom de "Canadian Wiper Corporation", avec un capital de \$50,000, divisé en 200 actions ordinaires de la valeur au pair de \$50 chacune, et 800 actions privilégiées de la valeur au pair de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la ville de Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux avril 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Canadian Wiper Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of April, 1949, incorporating: William Ronald Dwyer, merchant, Harry David Caplan, agent, and Dorothy Oliver, stenographer, widow of the late William Oliver, all in the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of sellers in any and all kinds of disinfecting and sanitary products, under the name of "Canadian Wiper Corporation", with a capital stock of \$50,000, divided into 200 common shares of the par value of \$50. each, and 800 preferred shares of par value of \$50. each.

The head office of the Company will be at the Town of Longueuil, in the Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of April, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

C & G Lingerie Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinq avril 1949, constituant en corporation: Leo Rosentzveig, avocat, de la cité d'Outremont, Manuel Arthur Mendell, conseil en loi du Roi, avocat, de la cité de Montréal, Zeldia Lessor, secrétaire, fille majeure, de la cité de Montréal, et Alice Axelrod, secrétaire, fille majeure, de la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer tous ou chacun des commerces de commerçants de toutes sortes de lingerie, vêtements de sport, et vêtements prêts à porter, et tous autres articles vestimentaires, les textiles et tissus de toutes sortes et descriptions, sous le nom de "C & G Lingerie Co. Ltd." avec un capital de \$40,000, divisé en 200 actions privilégiées de \$100 chacune et 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Les actionnaires de la compagnie seront limités à vingt.

C & G Lingerie Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of April, 1949, incorporating: Leo Rosentzveig, advocate, of the City of Outremont, Manuel Arthur Mendell, King's Counsel, advocate, of the City of Montreal, Zeldia Lessor, secretary, spinster, of the City of Montreal, and Alice Axelrod, secretary, spinster, of the City of Outremont, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on all or any of the business of dealers of all kinds of lingerie, sportswear and ready to wear garments and all other articles of wearing apparel and textiles and fabrics of all kinds and descriptions, under the name of "C & G Lingerie Co. Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 200 preferred shares of \$100. each, and 200 common shares of \$100 each.

The shareholders of the company shall be limited in number to twenty.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq avril 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Colonial Stores Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt avril 1949, constituant en corporation: Samuel E. Selector, marchand, Clarence Rosenhek, avocat, et Georgia M. Smith, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce et le négoce de produits textiles, marchandises en pièces, soieries, fils, vêtements, par-dessus, sous-vêtements, chaussures, fourrures, meubles, articles de ménage, menus objets, cosmétiques, articles de toilette, machineries, produits mécaniques, quincaillerie, outils, articles de sport, les produits et accessoires en métal, bois et plastique s'y rapportant, sous le nom de "Colonial Stores Limited", avec un capital de \$99,000, divisé en 990 actions d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt avril 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS

Dover Textiles Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deux avril 1949, constituant en corporation: Joseph Shapiro, avocat et conseil en loi du Roi, Joseph R. Hoffman, avocat, tous deux de la cité de Montréal, et Théodore H. Shapiro, avocat, de ville Mont-Royal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme commerçants de laine, coton, soie, lin, chanvre, jute, rayon, nylon et autres matières à tissus, sous le nom de "Dover Textiles Ltd.", avec un capital de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$5 chacune, et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux avril 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Ethical Publications Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt avril 1949, constituant en corporation: Bernard Geoffron, publiciste, de Pointe-Claire, Jean Racicot, notaire, et Gisèle Mercier, sténographe, fille majeure, tous deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'éditeur en général, sous le nom de "Ethical Publications Inc.", avec un

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of April, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Colonial Stores Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of April, 1949, incorporating: Samuel E. Selector, merchant, Clarence Rosenhek, advocate, and Georgia M. Smith, secretary, spinster, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To deal in and with all kinds of textiles, piece goods, silks, yarns, clothing, outerwear, underwear, footwear, furs, furniture, household goods, small wares, cosmetics, toilet articles, machinery, mechanical products, hardware, utensils, sporting goods, metal, wood and plastic products and accessories thereof, under the name of "Colonial Stores Limited", with a capital stock of \$99,000 divided into 990 shares of the par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of April, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Dover Textiles Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of April, 1949, incorporating: Joseph Shapiro, advocate and King's Counsel, Joseph R. Hoffman, advocate, both of the City of Montreal, and Theodore H. Shapiro, advocate, of the Town of Mount-Royal, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To act as dealers in wool, cotton, silk, flax, hemp, jute, rayon, nylon and other fabric substances, under the name of "Dover Textiles Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of a par value of \$5. each, and 200 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of April, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Ethical Publications Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of April, 1949, incorporating: Bernard Geoffron, publicists, of Pointe-Claire, Jean Racicot, notary, and Gisèle Mercier, stenographer, spinster, both of the city of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the publishing business in general, under the name of "Ethical Publications Inc.",

capital de \$35,000, divisé en 250 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et 1,000 actions communes d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt avril 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Exdale Provisions Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinq avril 1949, constituant en corporation: Dame Rose Moak, marchande publique, épouse judiciairement séparée de biens de Nathan Postilnick et dûment autorisée par lui, Saul Blanshay et Sam Pinsky, marchands, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'épiciers, bouchers, marchandes de fruits et légumes, vendeurs de provisions, de produits laitiers, boulangers, confiseurs et marchands de tabac, sous le nom de "Exdale Provisions Inc.", avec un capital de \$20,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$50 chacune et 150 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq avril 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Fashion Ambassadors Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuf avril 1949, constituant en corporation: Harry Bernard Zarr, marchand, Eric Hyman Feigelson, avocat, et Irving Zaritzky, marchand, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme manufacturiers de toutes espèces de vêtements pour femmes, sous le nom de "Fashion Ambassadors Corporation", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$50 chacune, et 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf avril 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

F. Williams Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorze avril 1949, constituant en corporation: Thomas Henry Williams, George Williams, plombiers, et Dame Edith Andrews Williams, veuve de feu Frank Williams, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les commerces respectifs de plombiers, manufacturiers, entrepreneurs en plomberie et

with a capital stock of \$35,000, divided into 250 preferred shares of a par value of \$100 each, and 1,000 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of April, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Exdale Provisions Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of April, 1949, incorporating: Dame Rose Moak, marchande publique, and wife judicially separate as to property from Nathan Postilnick, and duly authorized by him, Saul Blanshay and Sam Pinsky, merchants, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of grocers, butchers, green grocers, provisions dealers, dairymen, bakers, confectioners, and tobacconists, under the name of "Exdale Provisions Inc." with a capital stock of \$20,000, divided into 100 common shares of \$50. each and 150 preferred shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, Judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of April, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Fashion Ambassadors Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of April, 1949, incorporating: Harry Bernard Zarr, merchant, Eric Hyman Feigelson, advocate, and Irving Zaritzky, merchant, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a manufacturer of women's wearing apparel of all kinds, under the name of "Fashion Ambassadors Corporation", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 preferred shares of a par value of \$50. each, and 400 common shares of a par value of \$50. each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of April, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

F. Williams Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of April, 1949, incorporating: Thomas Henry Williams, George Williams, plumbers, and Dame Edith Andrews Williams, widow of the late Frank Williams, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the respective business of plumbers, manufacturers, contractors for plumbing and

marchands de fournitures et accessoires sanitaires, sous le nom de "F. Williams Limited", avec un capital de \$20,000, divisé en 20,000 actions de \$1 chacune.

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt (20).

Le siège social de la compagnie sera à 4467A ouest, rue Ste-Catherine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze avril 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Gordon Motors Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq avril 1949, constituant en corporation: Gordon Burnley, garagiste, Maximilien Cormier, gérant, et Robert Hardy, comptable, tous de Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi, pour les objets suivants:

Vendre, et trafiquer des automobiles, machines agricoles, camions, véhicules, moteurs, tracteurs, hélicoptères, tracteurs-automobiles, motocycles, aéroplanes, hydroplanes, sous le nom de "Gordon Motors Incorporated", avec un capital de \$75,000, divisé en 7,500 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq avril 1949.

L'Assistant-procureurgénéral,
L. DÉSILETS.

Hart Motors Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treize avril 1949, constituant en corporation: Joseph Hart, gérant de ventes, de ville Mont-Royal, Philippe Chalifoux, détaillant, et Wilfrid-N. Langevin, avocat, tous deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce en gros et en détail d'automobiles, tracteurs, camions, motocyclettes, aéroplanes, hydroplanes et machinerie de voirie, sous le nom de "Hart Motors Limited", avec un capital de \$40,000 divisé en 160 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 240 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 531 Côte de Liesse, Dorval, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize avril 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Harvine Sportswear Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorze avril 1949, constituant en corporation: Philip Fischel Vineberg, David Goodman, avocats, Yvonne Bélanger,

sanitary fixtures and supplies, under the name of "F. Williams Limited", with a capital stock of \$20,000 divided into 20,000 shares of \$1 each.

The number of shareholders of the company shall be limited to twenty (20).

The head office of the Company will be at 4467A St. Catherine Street West, Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of April, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Gordon Motors Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of April, 1949, incorporating: Gordon Burnley, garage keeper, Maximilien Cormier, manager, and Robert Hardy, accountant, all of Val d'Or, judicial district of Abitibi, for the following purposes:

To sell and deal in automobiles, farm implements, trucks, motor vehicles, motors, tractors, helicopters, motors, tractors, motorcycles, aeroplanes, hydroplanes, under the name of "Gordon Motors Incorporated", with a capital stock of \$75,000, divided into 7,500 common shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company will be at Val d'Or, judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of April, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Hart Motors Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of April, 1949, incorporating: Joseph Hart, sales manager, of the Town of Mount Royal, Philippe Chalifoux, retailer, and Wilfrid-N. Langevin, advocate, both of the City of Montreal, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the wholesale or retail business of automobiles, tractors, trucks, motorcycles, aeroplanes, hydroplanes, roads machinery, under the name of "Hart Motors Limited", with a capital stock of \$40,000 divided into 160 preferred shares of the par value of \$100 each, and 240 common shares of the par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at 531, Côte de Liesse, Dorval, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of April, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Harvine Sportswear Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of April, 1949, incorporating: Philip Fischel Vineberg, David Goodman, advocates, Yvonne Bélanger secretary, and Imelda Langlois, clerk,

secrétaire, et Imelda Langlois, pour les objets suivants:

Faire le commerce général de blouses, robes, costumes, manteaux, vêtements de sport et lingerie pour femmes et, en général, d'habits et vêtements de toutes sortes pour hommes, femmes et enfants, sous le nom de "Harvine Sportswear Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze avril 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Huguenin Watches Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deux avril 1949, constituant en corporation: Camil Noël, Yves Pratte, avocats, et Thérèse Tardif, sténographe, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchands, commerçant dans toutes les classes de marchandises qui constituent ordinairement le fonds de commerce des bijoutiers, orfèvres, horlogers, sous le nom de "Huguenin Watches Ltd."

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 400 actions sans valeur au pair, et le montant de capital avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de \$3,000.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux avril 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

**Laboratoires Choisy Ltée
Choisy Laboratories Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un avril 1949, constituant en corporation: Yvon Trudeau, chimiste, Dame Jeannine Dumouchel, épouse séparée de biens d'Yvon Trudeau, de Louiseville, district judiciaire des Trois-Rivières, et Dalma Trudeau, commerçant, de Saint-Gabriel de Brandon, district judiciaire de Joliette, pour les objets suivants:

Faire des recherches et analyses de toutes sortes pour l'avancement des sciences et faire le commerce de tous les articles et marchandises se rattachant à la chimie industrielle, commerciale, pharmaceutique, sous le nom de "Laboratoires Choisy Ltée" — "Choisy Laboratories Ltd.", avec un capital de \$40,000, divisé en 300 actions privilégiées de \$100 chacune et en 400 actions ordinaires de \$25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Louiseville, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un avril 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

**La Chambre de Commerce des Jeunes de
Rouyn-Noranda**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de

spinsters, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To deal generally in women's blouses, dresses, suits, coats, sportswear and lingerie, and generally in men's, women's and children's clothing and wearing apparel of all kinds, under the name of "Harvine Sportswear Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of April, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Huguenin Watches Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of April, 1949, incorporating: Camil Noël, Yves Pratte, advocates, and Thérèse Tardif, stenographer, all of the City and Judicial District of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as merchants dealing in all classes of merchandise usually carried in stock by jewellers, silversmiths, watchmakers, clock-makers, under the name of "Huguenin Watches Ltd."

The capital stock of the company is divided into 400 shares having no par value, and the amount of the capital stock with which the company will commence its operations will be \$3,000.

The head office of the Company will be at Quebec, Judicial District of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of April, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

**Laboratoires Choisy Ltée
Choisy Laboratories Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of April, 1949, incorporating: Yvon Trudeau, chemist, Dame Jeannine Dumouchel, wife separate as to property of Yvon Trudeau, of Louiseville, judicial district of Trois-Rivières, and Dalma Trudeau, trader, of Saint-Gabriel de Brandon, judicial district of Joliette, for the following purposes:

To undertake research and analyses of all kinds for the advancement of science and deal in all articles and merchandise connected with industrial, commercial and pharmaceutical chemistry, under the name of "Laboratoires Choisy Ltée" — "Choisy Laboratories Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 300 preferred shares of \$100 each and 400 common shares of \$25 each.

The head office of the company will be at Louiseville, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of April, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

**La Chambre de Commerce des Jeunes de
Rouyn-Noranda**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have

Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six avril 1949, constituant en corporation sans-capital-actions: Gaston Parent, commerçant, François St-Laurent, agent, de Noranda, Francis-N. Charlebois, Louis-Philippe Dallaire, Yvan Jacques, Rémi Bachand, commerçants, Gervais Melançon, agent, Paul Matte, commis, et Fernand Larouche, comptable, Henri Bellehumeur, commerçant, tous de Rouyn, tous du district judiciaire de Rouyn-Noranda, pour les objets suivants:

Travailler au bien-être économique, civique et social des cités de Rouyn et de Noranda en particulier, et du comté Rouyn-Noranda en général, et au développement de leurs ressources, sous le nom de "La Chambre de Commerce des Jeunes de Rouyn-Noranda".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$50,000.

Le siège social de la corporation sera à Rouyn, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six avril 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of April, 1949, to incorporate as a corporation without share capital: Gaston Parent, trader, François St-Laurent, agent, of Noranda, Francis N. Charlebois, Louis Philippe Dallaire, Yvan Jacques, Rémi Bachand, traders, Gervais Melançon agent, Paul Matte, clerk, and Fernand Larouche, accountant, Henri Bellehumeur, trader, all of Rouyn, all of the judicial district of Rouyn-Noranda, for the following purposes:

To work for the economic, civic and social welfare of the cities of Rouyn and of Noranda in particular, and of the county of Rouyn-Noranda, in general, and for the development of their resources, under the name of "La Chambre de Commerce des Jeunes de Rouyn-Noranda".

The amount to which the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation will be at Rouyn, judicial district of Rouyn-Noranda.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of April, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

La Compagnie Fauteux & Fils Limitée
Fauteux & Sons Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux avril 1949, constituant en corporation: Maurice-S. Hébert, Réal-G. Gagnon, avocats, et Jean-P. Meunier, courtier en affaires, des cités et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce se rapportant au bois, sous toutes ses espèces et dans toutes ses usages en produits et sous-produits;

de toutes choses dans la fabrication desquelles entre le bois, sous le nom de "La Compagnie Fauteux & Fils Limitée" — "Fauteux & Sons Company Limited", avec un capital de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Benoit, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux avril 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

La Compagnie Fauteux & Fils Limitée
Fauteux & Sons Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of April, 1949, incorporating: Maurice S. Hébert, Réal G. Gagnon, advocates, and Jean P. Meunier, business broker, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the lumber business under all the forms thereof and for all the uses of its products and by-products;

To deal in everything in the manufacturing of which wood may enter, under the name of "La Compagnie Fauteux & Fils Limitée" — "Fauteux & Sons Company Limited", with a capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Saint-Benoit, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of April, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

La Forestière Compagnie Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux avril 1949, constituant en corporation: Louis Baillargeon, notaire, Jules Baillargeon, étudiant en notariat, et Jacques Lemieux, comptable, tous des cités et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer généralement les fonctions et pouvoirs d'une compagnie forestière, sous le nom de "La Forestière Compagnie Ltée", avec un capital de \$20,000, divisé en 150 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune, et 50 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1684, Sheppard, Québec, district judiciaire de Québec.

La Forestière Compagnie Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of April, 1949, incorporating: Louis Baillargeon, notary, Jules Baillargeon, notarial student, and Jacques Lemieux, accountant, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on generally the operations and powers of a lumbering company, under the name of "La Forestière Compagnie Ltée", with a capital stock of \$20,000, divided into 150 common shares of a par value of \$100 each, and 50 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 1684 Sheppard, Quebec, judicial district of Quebec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux avril 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

La Maison Moderne Limitée

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treize avril 1949, constituant en corporation: Pierre Michel, ingénieur, Paul Michel, Jean Paul Cardinal, avocats, tous de la cité de Montréal, Madeleine Pepin, sténographe, de Rosemont, et Françoise Caisse, sténographe, de Verdun, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir, acheter, vendre, aliéner, hypothéquer, gager, nantir et faire le commerce de propriétés immobilières et hypothèques de toute sorte et description et tous droits et privilèges s'y rapportant, sous le nom de "La Maison Moderne Limitée", avec un capital de \$49,000 divisé en 490 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize avril 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Les Compagnons de Notre-Dame du Saguenay Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq avril 1949, constituant en corporation sans capital-actions: René Côté, Lauréat Gagnon, marchands, de Jonquière, et Jean-Paul Vaillancourt, restaurateur, d'Arvida, tous du district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Créer, développer un mouvement éducationnel en faveur des membres de ladite corporation afin de leur inculquer les principes de l'art dramatique et en particulier les instruire et les développer dans le sens du théâtre chrétien et national, sous le nom de "Les Compagnons de Notre-Dame du Saguenay Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$20,000.

Le siège social de la corporation sera à 98, rue de la Fabrique, Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau de Procureur général, le vingt-cinq avril 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Les Hôtes Laurentiens Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt avril 1949, constituant en corporation: Eudore Ouellet, Ovila Ouellet et Antoine Ouellet, hôteliers et restaurateurs, de Baie Comeau, district judiciaire de Saguenay, pour les objets suivants:

Exercer généralement le commerce d'hôtellerie et de restaurant, sous le nom de "Les Hôtes Laurentiens Limitée", avec un capital de \$75,000, divisé en 750 actions de \$100 chacune.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of April, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

La Maison Moderne Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of April, 1949, incorporating: Pierre Michel, engineer, Paul Michel, Jean-Paul Cardinal both advocates, all of the City of Montreal, Madeleine Pepin, stenographer, of Rosemont, and Françoise Caisse, stenographer, of Verdun, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To acquire, buy, sell, alienate, hypothecate, mortgage, pledge and deal in immoveable property and hypothecs of every kind and description and all rights and privileges connected therewith, under the name of "La Maison Moderne Limitée", with a capital stock of \$49,000 divided into 490 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this thirteenth day of April, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Les Compagnons de Notre-Dame du Saguenay Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of April, 1949, to incorporate as a corporation without share capital: René Côté, Lauréat Gagnon, merchants, of Jonquière, and Jean Paul Vaillancourt, restaurant keeper, of Arvida, all of the judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To create and promote an educational movement in favour of the members of the said corporation so as to inculcate in them the principles of dramatic art and in particular to teach them and develop in them an appreciation for christian and national drama, under the name of "Les Compagnons de Notre-Dame du Saguenay Inc."

The amount to which the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$20,000.

The head office of the corporation will be at 98 de la Fabrique street, Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of April, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Les Hôtes Laurentiens Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of April, 1949, incorporating: Eudore Ouellet, Ovila Ouellet and Antoine Ouellet, hotel and restaurant keepers, of Baie Comeau, judicial district of Saguenay, for the following purposes:

To carry on generally the hotel and restaurant business, under the name of "Les Hôtes Laurentiens Limitée", with a capital stock of \$75,000, divided into 750 shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Baie Comeau, district judiciaire de Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt avril 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Merino Textiles Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et un avril 1949, constituant en corporation: Philip Meyerovitch, C. R., Harry Batshaw, C. R. et Hyman Solomon, avocats, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le négoce de soieries, satins, cotonnades, lainages, fils, draps, produits textiles, garnitures, doublures, tissus et marchandises sèches de toute sorte et description utilisés dans la fabrication de vêtements pour hommes et femmes, sous le nom de "Merino Textiles Limited", avec un capital de \$100,000 divisé en 1,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un avril 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Miami Lingerie Distributors Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du six avril 1949, constituant en corporation: Jakub Reichmann, Joseph B. Leigh, administrateurs, June Kirlin secrétaire, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Faire et exercer le commerce de laine, coton, tissus, lainages, soies, toiles, et vêtements de toutes sortes, sous le nom de "Miami Lingerie Distributors Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six avril 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Montreal Elks Club Inc. Club des Élans de Montréal Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinq avril, 1949, constituant en corporation sans capital actions: Norman Boisvert, gérant de ventes, Ernest Marsolais, vendeur, Aaron Goodman, marchand, Omer Surprenant, contremaitre, Robert S. Smith, mécanicien de laboratoire, Joseph T. Boivin, surintendant, et Roland Diamond, notaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Developper, par le précepte et l'exemple, une citoyenneté plus patriotique, plus intelligente, plus altruiste et plus serviable, sous le nom de "Montreal Elks Club Inc." — "Club des Élans de Montréal Inc."

The head office of the company will be at Baie Comeau, judicial district of Saguenay.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of April, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Merino Textiles Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of April, 1949, incorporating: Philip Meyerovitch, K.C., Harry Batshaw, K.C., and Hyman Solomon, advocates, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the trade in silks, satins, cottons, woollens, yarns, clothes, textiles, trimmings, linings, fabrics and dry goods of every kind and description used in men's and women's apparel, under the name of "Merino Textiles Limited", with a capital stock of \$100,000 divided into 1,000 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of April, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General

Miami Lingerie Distributors Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of April, 1949, incorporating: Jakub Reichmann, Joseph B. Leigh, executives, June Kirlin, secretary, spinster, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To deal in or with wool, cotton fabrics, woollens, silks, linens and clothing of every sort, under the name of "Miami Lingerie Distributors Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100, each.

The head office of the company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of April, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Montreal Elks Club Inc. Club des Élans de Montréal Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, Letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of April, 1949, incorporating without share capital: Norman Boisvert, sales manager, Ernest Marsolais, salesman, Aaron Goodman, merchant, Omer Surprenant, foreman, Robert S. Smith, laboratory Mechanic, Joseph-T. Boivin, superintendent, and Roland Diamond, notary, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To develop by precept, and example, a more patriotic, intelligent, altruistic and serviceable citizenship, under the name of "Montreal Elks Club" Inc." — "Club des Élans de Montréal Inc."

Le montant auquel est limité le revenu annuel de la propriété immobilière que la corporation peut posséder, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq avril 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Nu-Borne Appliances Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorze avril 1949, constituant en corporation: Roy Cunningham, marchand, Ethel Merle Cunningham, épouse séparée de biens de Roy Cunningham et Clarence Arless, opérateur de cinéma, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme manufacturiers, marchands en gros et détaillants d'appareils électriques, sous le nom de "Nu-Borne Appliances Inc.", avec un capital de \$10,000 divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze avril 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Parkway Automobiles Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-trois avril 1949, constituant en corporation: Myer Gameraff, conseil en loi du Roi, Seymour Norman Fenster, avocat, et Anne Goldenblatt, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'automobiles, parties et accessoires d'automobiles, sous le nom de "Parkway Automobiles Limited", avec un capital de \$40,000, divisé de 150 actions privilégiées, d'une valeur au pair de \$100 chacune et 250 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1812 rue Ste-Catherine-ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois avril 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Radio Groupe Trans Québec Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit avril 1949, constituant en corporation: Roger Bergeron, dessinateur, Bernadette Bouliane, secrétaire, et Jeannine Raymond, sténographe, filles majeures, tous des cité et district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'agents ou représentants de personnes, firmes ou corporations, faisant affaires dans l'industrie de la radio ou dans toutes industries connexes ou subsidiaires, soit pour la

The amount to which the annual revenue from the immoveable property which the corporation may possess, is to be limited, is \$50,000.

The head office of the Corporation will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of April, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Nu-Borne Appliances Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of April, 1949, incorporating: Roy Cunningham, merchant, Ethel Merle Cunningham, wife separate as to property of Roy Cunningham, and Clarence Arless, movie-operator, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers, wholesalers, and retailers in electrical appliances, under the name of "Nu-Borne Appliances Inc.", with a capital stock of \$10,000 divided into 100 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of April, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Parkway Automobiles Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of April, 1949, incorporating: Myer Gameraff, Kings' Counsel, Seymour Norman Fenster, advocate, and Anne Goldenblatt, secretary, spinster, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To deal in automobiles, automobile parts and accessories, under the name of "Parkway Automobiles Limited", with a capital stock of \$40,000, divided into 150 preferred shares of a par value of \$100, each, and 250 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at 1812 St. Catherine St. West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of April, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Radio Groupe Trans Québec Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of April, 1949, incorporating: Roger Bergeron, draughtsman, Bernadette Bouliane, secretary, and Jeannine Raymond, stenographer, spinsters, all of the city and judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on business as agents or representatives of persons, firms or corporations carrying on the radio industry, or any allied or subsidiary industries, either for the sale or purchase of radio

vente ou pour l'achat de programmes radiophoniques, sous le nom de "Radio Groupe Trans Quebec Inc."

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 500 actions sans valeur au pair ou nominale, et le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de \$2,500:

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit avril 1949.

L'Assistant-procureur général,

L. DÉSILETS.

R. Godbout Ltée

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorze avril 1949, constituant en corporation: Paul St-Georges, expéditeur, Richard Talbot, commis, Alfred Massé, inspecteur, et Paul Langevin, contremaître, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchands et négociants de fruits, légumes et produits alimentaires de toutes sortes, sous le nom de "R. Godbout Ltée", avec un capital de \$40,000 divisé en 300 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze avril 1949.

L'Assistant-procureur général,

L. DÉSILETS,

Richard Shoe Co. Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorze avril 1949, constituant en corporation: Moses Samuel Yelin, Hyman Carl Goldenberg, avocats, et Esther Monson, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce ou le négoce de chaussures et d'articles en cuir, sous le nom de "Richard Shoe Co. Ltd", avec un capital de \$40,000 divisé en 250 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 150 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt (20).

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze avril 1949.

L'Assistant-procureur général,

L. DÉSILETS.

Rose Jobbing Co. Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorze avril 1949, constituant en corporation: Joseph Rosenblatt,

programmes, under the name of "Radio Groupe Trans Quebec Inc."

The capital stock of the company will be divided into 500 shares without par or nominal value, and the amount of capital with which the company shall begin its operations is \$2,500.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of April, 1949.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

R. Godbout Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of April, 1949, incorporating: Paul St-Georges, shipper, Richard Talbot, clerk, Alfred Massé, inspector, and Paul Langevin, foreman, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of merchants and dealers in fruits, vegetables, foodstuffs of all kinds, under the name of "R. Godbout Ltée", with a capital stock of \$40,000 divided into 300 common shares of the par value of \$100 each, and 100 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of April, 1949.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

Richard Shoe Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of April, 1949, incorporating: Moses Samuel Yelin, Hyman Carl Goldenberg, advocates, and Esther Monson, secretary, spinster, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To deal in or with footwear and leather goods, under the name of "Richard Shoe Co. Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 250 common shares of the par value of \$100 each, and 150 preferred shares of the par value of \$100 each.

The number of shareholders of the company shall be limited to twenty (20).

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this fourteenth day of April, 1949.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

Rose Jobbing Co. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of April, 1949, incorporating: Joseph Rosenblatt, merchant, Dame Rhoda Dinovitzer, house-

marchand, Dame Rhoda Dinovitzer, ménagère, épouse séparée de biens de Joseph Rosenblatt et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes et Jack Rosenblatt, manufacturier, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter, vendre, négocier, faire le commerce, importer et exporter, en gros et en détail, les marchandises sèches et vêtements pour dames, hommes et enfants, sous le nom de "Rose Jobbing Co. Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions privilégiées et en 200 actions ordinaires, toutes d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires sera limité à vingt (20).

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze avril 1949.

L'Assistant-procureur général,

L. DÉSILETS.

Rosita and Deno Dance Studio Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinq avril 1949, constituant en corporation: Max Bernfeld, avocat et conseil en loi du Roi, Milton Lowen Klein, avocat, et Arthur Daniel Ruby, comptable, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter le commerce d'un studio de danse, sous le nom de "Rosita and Deno Dance Studio Incorporated", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq avril 1949.

L'Assistant-procureur général,

L. DÉSILETS.

Roy Marchand Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorze avril 1949, constituant en corporation: Ernest William Mockridge, gérant, Alexander Gordon Yeoman et William Patrick Creagh, commis en loi, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Diriger les commerces, industries et activités de marchands d'articles de quincaillerie, de plomberie et d'électricité en général, sous le nom de "Roy Marchand Limited", avec un capital de \$50,000 divisé en 500 actions d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le nombre de ses actionnaires sera limité à vingt (20).

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze avril 1949.

L'Assistant-procureur général,

L. DÉSILETS.

Ste-Thérèse Tracteur Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

wife, wife separate as to property of Joseph Rosenblatt, and by the latter duly authorized for purposes hereto, and Jack Rosenblatt, manufacturer, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To buy, sell, trade, deal in, import and export, wholesale and retail, drygoods, ladies', men's and children's clothing, under the name of "Rose Jobbing Co. Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 200 preferred shares and 200 common shares, all of the par value of \$100 each.

The number of shareholders of the company shall be limited to twenty (20).

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this fourteenth day of April, 1949.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

Rosita and Deno Dance Studio Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Gouverneur of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of April, 1949, incorporating: Max Bernfeld, advocate and King's Counsel, Milton Lowen Klein, advocate, and Arthur Daniel Ruby, accountant, all of the City of Montreal, Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a dance studio, under the name of "Rosita and Deno Dance Studio Incorporated", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-fifth day of April, 1949.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

Roy Marchand Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of April, 1949, incorporating: Ernest William Mockridge, manager, Alexander Gordon Yeoman and William Patrick Creagh, law clerks, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To conduct the businesses, trades and activities of general hardware, plumbing and electrical merchants, under the name of "Roy Marchand Limited", with a capital stock of \$50,000 divided into 500 shares of the par value of \$100 each.

The number of its shareholders shall be limited to twenty (20).

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this fourteenth day of April, 1949.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

Ste-Thérèse Tracteur Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un avril 1949, constituant en corporation: J.-Henri Gingras, garagiste, Rosario Fournier, industriel, et Paul Larose, avocat, tous de Sainte-Thérèse, district judiciaire de Terrebonne, pour les objets suivants:

Trafiquer des automobiles, camions, véhicules, moteurs, tracteurs, hélicoptères, tracteurs automobiles, machines aratoires, motocycles, bateaux, aéroplanes, hydroplanes, sous le nom de "Sainte-Thérèse Tracteur Limitée", avec un capital de \$40,000, divisé en 600 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$50 chacune et 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Thérèse, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un avril 1949.

L'Assistant-procureur général,

L. DÉSILETS.

St-Basile Plywood Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt avril 1949, constituant en corporation: Juliette Turcotte, secrétaire, de Giffard, Pauline Boily, secrétaire, de Québec, et Louis Dussault, procureur, de Sillery, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Acheter et vendre toute chose se rapportant ou toute chose incidente au commerce de bois, sous le nom de "St-Basile Plywood Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Basile, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt avril 1949.

L'Assistant-procureur général,

L. DÉSILETS.

Sol Wood (Originals) Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorze avril 1949, constituant en corporation: Lew Shedlack, manufacturier, Madge Johnson, épouse séparée de biens de Lew Shedlack et dûment autorisée par lui, et Samuel Stein, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tuniques, jupes, gilets et blouses, vêtements de sport pour dames et demoiselles, robes, costumes et manteaux pour dames et demoiselles et manufacturer des vêtements de toute description quelconque pour femmes, sous le nom de "Sol Wood (Originals) Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le nombre de ses actionnaires sera limité à vingt (20).

Le siège social de la compagnie sera à Montréal district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze avril 1949.

L'Assistant-procureur général,

L. DÉSILETS.

issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of April, 1949, incorporating: J. Henri Gingras, garage keeper, Rosario Fournier, industrialist, and Paul Larose, advocate, all of Sainte-Thérèse, judicial district of Terrebonne, for the following purposes:

To deal in automobiles, trucks, vehicles, motors, tractors, helicopters, automobile trailers, farm implements, motorcycles, boats, aeroplanes, hydroplanes, under the name of "Sainte-Thérèse Tracteur Limitée", with a capital stock of \$40,000 divided into 600 preferred shares of a par value of \$50 each and 2,000 common shares of a par value of \$5 each.

The head office of the company will be at Saint-Thérèse, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of April, 1949.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

St-Basile Plywood Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of April, 1949, incorporating: Juliette Turcotte, secretary, of Giffard, Pauline Boily, secretary, of Québec, and Louis Dussault, barrister, of Sillery, all in the Judicial District of Québec, for the following purposes:

To purchase and sell anything connected with or anything incidental to the lumber business, under the name of "St-Basile Plywood Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the Company, will be at St-Basile, Judicial District of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of April, 1949.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

Sol Wood (Originals) Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of April, 1949, incorporating: Lew Shedlack, manufacturer, Madge Johnson, wife separate as to property of Lew Shedlack and duly authorized by him, and Samuel Stein, Advocate, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To deal in ladies' and misses' jackets, skirts, jumpers and blouses, sportswear, ladies' and misses' dresses, suits, coats and manufacture of women's wearing apparel of any description whatsoever, under the name of "Sol Wood (Originals) Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 200 common shares of a par value of \$100 each, and 200 preferred shares of a par value of \$100 each.

That the number of its shareholders shall be limited to twenty (20).

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this fourteenth day of April, 1949.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

The M. Smith Company Limited
La Cie M. Smith Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq avril 1949, constituant en corporation: Michael Smith, commerçant en gros, Charles-Robert Smith voyageur de commerce, Raymond-Alban Smith, agent à commission, et Wilbrod Smith, agent à commission, tous de Chandler, district, judiciaire de Gaspé, pour les objets suivants:

Acquérir par achat ou autrement comme entreprises en cours et continuer tous commerces d'épicerie, confiseries, conserves, tabacs, farines, grains, engrais, sous le nom de "The M. Smith Company Limited"—"La Cie M. Smith Limitée", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chandler, district judiciaire de Gaspé.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-cinq avril 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

**The Quebec Society of Plastic and
Reconstructive Surgery**
**La Société de Chirurgie Plastique et
Reconstructive de Québec**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et un avril 1949, constituant en corporation sans capital-actions: John Wilfrid Gerrie, Jean Gérard Hébert, Georges-Emile Cloutier, Frederick Myles Woolhouse et Hamilton Baxter, tous médecins en chirurgie plastique, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Perfectionner l'art et la science de la chirurgie plastique et reconstructive et promouvoir ses intérêts en rapport avec la médecine, sous le nom de "The Quebec Society of Plastic and Reconstructive Surgery"—"La Société de Chirurgie Plastique et Reconstructive du Québec."

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$25,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un avril 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Triple A Supply Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deux avril 1949, constituant en corporation: Alex Renaud, constructeur, de Verdun, Adolphe Guitard, entrepreneur plombier, de Lachine, et Alfred Langevin, administrateur financier, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes espèces de quincaillerie, équipement de construction et de mécanique, machinerie, instruments, roulant et fournitures en général, soit comme mandants ou comme agents, sous le nom de "Triple A Supply

The M. Smith Company Limited
La Cie M. Smith Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of April, 1949, incorporating: Michael Smith, wholesaler, Charles Robert Smith, commercial traveller, Raymond Alban Smith, commission agent, and Wilbrod Smith, commission agent, all of Chandler, judicial district of Gaspé, for the following purposes:

To acquire by purchase or otherwise, as a going concern, and to continue any business, whether grocery, confectionery, canned goods, tobacco, flour, grain, fertilizers, under the name of "The M. Smith Company Limited"—"La Cie M. Smith Limitée", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Chandler, judicial district of Gaspé.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of April, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

**The Quebec Society of Plastic and
Reconstructive Surgery**
**La Société de Chirurgie Plastique et
Reconstructive de Québec**

Notice is hereby given that under the Provisions of Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of April, 1949, incorporating without share capital: John Wilfrid Gerrie, Jean-Gérard Hébert, Georges-Emile Cloutier, Frederick Myles Woolhouse and Hamilton Baster, all plastic surgeons, of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To advance the art and science of Plastic and Reconstructive Surgery and to promote its interests in relation to Medicine, under the name of "The Quebec Society of Plastic and Reconstructive Surgery"—"La Société de Chirurgie Plastique et Reconstructive du Québec."

The amount to which the value of the immoveable property which the Corporation may hold shall be limited to \$25,000.

The head office of the Corporation will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of April, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Triple A Supply Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of April, 1949, incorporating: Alex Renaud, constructor, of Verdun, Adolphe Guitard, plumbing contractor, of Lachine, and Alfred Langevin, financial Executive, of the City of Montreal, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To deal in any and all kinds of hardware, construction and mechanical equipment, machinery, implements, rolling stock, and supplies generally, whether as principals or as agents, under the name of "Triple A Supply Limited", with a capi-

Limited", avec un capital de \$40,000, divisé en 1,600 actions de \$25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur-général, le vingt-deux avril 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Valcartier Autobus Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onze avril 1949, constituant en corporation: Stanley Robert Dacres, industriel, Eva Paquet Dacres, épouse de S. R. Dacres et dûment autorisée par lui, et Elton Dacres, commis, tous du village de Valcartier, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exploiter un service d'autobus entre Valcartier, Rivière aux Pins, Valcartier Ski Lodge et Québec, sous le nom de "Valcartier Autobus Limited", avec un capital de \$10,000 divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le onze avril 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Westbury Development Co. Limited

Avis est par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douze avril 1949, constituant en corporation: Samuel Chait, Harry Lyon Aronovitch, avocats, et Freda Pomerance, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux, sous le nom de "Westbury Development Co. Limited", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze avril 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

W. H. Adam, Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et un avril 1949, constituant en corporation: Armand Rousseau, avocat, conseil en loi du Roi, Wesley Hyndman Bradley, avocat, et Douglas Stevens Howard, avocat, tous de la cité de Sherbrooke, district judiciaire de St-François, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'importateurs, exportateurs, producteurs, commerçants, raffineurs, entreposeurs, transporteurs, vendeurs, fournisseurs et distributeurs de pétrole et produits et sous-produits pétroliers d'aucune sorte et description, sous le nom de "W. H. Adam, Inc." avec un capital de \$100,000 divisé en 1,000 actions d'une valeur au pair de \$100 chacune.

tal stock of \$40,000, divided into 1,600 shares of \$25. each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of April, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Valcartier Autobus Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of April, 1949, incorporating: Stanley Robert Dacres, industrial, Eva Paquet Dacres, wife of S. R. Dacres, and duly authorized by him, and Elton Dacres, clerk, all of Valcartier Village, Judicial District of Quebec, for the following purposes:

To operate autobus service between Valcartier, Rivière aux Pins, Valcartier Ski Lodge and Quebec, under the name of "Valcartier Autobus Limited", with a capital stock of \$10,000 divided into 100 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Quebec, Judicial District of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General this eleventh day of April, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Westbury Development Co. Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of April, 1949, incorporating: Samuel Chait, Harry Lyon Aronovitch, advocates, and Freda Pomerance, secretary, spinster, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors, under the name of "Westbury Development Co. Limited", with a capital stock of \$40,000 divided into 200 common shares of the par value of \$100 each, and 200 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twelfth day of April, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

W. H. Adam, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of April, 1949, incorporating: Armand Rousseau, advocate, King's Counsel, Wesley Hyndman Bradley, advocate, and Douglas Stevens Howard, advocate, all of the City of Sherbrooke, Judicial District of St. Francis, for the following purposes:

To carry on the business of importers, exporters, producers, traders, refiners, storers, transporters, marketers, suppliers and distributors of petroleum and petroleum products and by-products of every kind and description, under the name of "W. H. Adam, Inc.", with a capital stock of \$100,000 divided into 1,000 shares of a par value of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un avril 1949.

L'Assistant-procureur général,
24939 L. DÉSILETS.

The head office of the Company will be at Sherbrooke, Judicial District of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-first day of April, 1949.

L. DÉSILETS,
24939-o Deputy Attorney General.

Actions en séparation de biens

Canada, Province de Québec, district des Trois-Rivières, Cour Supérieure, N° 9798. Dame Marguerite Boutet, de la Cité du Cap de la Madeleine, épouse commune en biens d'Albert Lebeuf, demanderesse, vs Albert Lebeuf, de la dite Cité du Cap de la Madeleine, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 8 juillet 1949.

Trois-Rivières, le 2 avril 1949.
Le Procureur de la demanderesse,
24940-o J. A. CAMBRAY.

Province de Québec, district d'Arthabaska, Cour Supérieure. N° 5791. Dame Emma Landry, épouse commune en biens de Henri Leroux, garagiste, de la paroisse de St-Paul de Chester, district d'Arthabaska, a formé contre son mari une demande de séparation de biens.

Arthabaska, P.Q. ce 11 mai, 1949.
Le Procureur de la demanderesse,
24951-o J.-F. WALSH.

Actions for separation as to property

Canada, Province of Quebec, District of Trois-Rivières, Superior Court, No. 9798. Dame Marguerite Boutet, of the City of Cap de la Madeleine, wife common as to property of Albert Lebeuf, of the same place, plaintiff, vs Albert Lebeuf, of the said City of Cap de la Madeleine, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case on the 8th day of July 1949.

Trois-Rivières, April 2nd 1949.
J. A. CAMBRAY,
24940-o Attorney for Plaintiff.

Province of Quebec, District of Arthabaska, Superior Court. No. 5791. Dame Emma Landry, wife common as to property of Henri Leroux, garagiste, of the parish of St. Paul de Chester, district of Arthabaska, has taken against her husband an action in separation as to property.

Arthabaska, P.Q., May 11th, 1949.
J. F. WALSH,
24951-o Attorney for plaintiff.

Arrêtés en Conseil

**ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

—
Numéro 814

—
Québec, le 12 mai 1949.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

—
Section "A"

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la construction dans les comtés de Abitibi-Est, Abitibi-Ouest, Charlevoix, Chicoutimi, Lac St-Jean, Roberval, Rouyn-Noranda et Saguenay.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts révisés de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), l'Association des Constructeurs, Saguenay Lac St-Jean, inc. et le Conseil régional Saguenay Lac St-Jean des Syndicats nationaux des Métiers de la Construction inc. ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier le décret numéro 1743 du 11 juillet 1941 et ses amendements, relatif à l'industrie de la construction dans les comtés de Abitibi-Est, Abitibi-Ouest, Charlevoix, Chicoutimi, Lac-St-Jean, Roberval, Rouyn-Noranda et Saguenay;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 2 avril 1949;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail;

Orders in Council

**ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER**

—
Number 814

—
Quebec, May 12, 1949.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

—
Part "A"

CONCERNING amendments of the decree relating to the construction industry in the counties of Abitibi-East, Abitibi-West, Charlevoix, Chicoutimi, Lake St. John, Roberval, Rouyn-Noranda and Saguenay.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), "L'Association des Constructeurs, Saguenay Lac St-Jean, inc." and "Le Conseil régional Saguenay Lac St. Jean des Syndicats nationaux des Métiers de la Construction inc." have submitted to the Minister of Labour a request to amend the decree number 1743 of July 11, 1941, and its amendments, relating to the construction industry in the counties of Abitibi-East, Abitibi-West, Charlevoix, Chicoutimi, Lake St. John, Roberval, Rouyn-Noranda and Saguenay;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of April 2, 1949;

WHEREAS no objection has been made against its approval;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

QUE ledit décret, numéro 1743, soit modifié comme suit:

1° Les sous-paragraphes suivants sont ajoutés au paragraphe "i" de l'article I:

"y) Le terme "poseur de linoléum" désigne tout salarié qui mesure la surface propre à recevoir le linoléum, le coupe et le pose."

"z) Le terme "vérificateur de matériel" désigne tout salarié qui reçoit les matériaux ou l'outillage nécessaire à un chantier de construction, les classe, les livres et fait tout autre travail de même nature ou connexe."

"aa) Le mot "pointeur" désigne tout salarié chargé de vérifier la présence des ouvriers sur un chantier de construction; il prend note des heures de travail et fait tout autre travail de même nature ou connexe."

2° Les dispositions suivantes sont ajoutées à la suite de la description de la zone I, à l'article II:

"Cependant, la juridiction territoriale ci-dessus ne comprend pas le rayon de deux (2) milles lorsqu'il s'agit de travaux de voirie."

3° Le premier alinéa du paragraphe "a" de l'article V est remplacé par le suivant:

"a) Les taux minima de salaires suivants doivent être payés pour chacun des métiers ci-dessous décrits, dans les limites de la juridiction territoriale du présent décret. Ces taux doivent, toutefois, être modifiés d'accord avec les fluctuations de l'indice fédéral du coût de la vie, de la manière suivante, en prenant comme base de calcul 160 points: A chaque dix (10) points d'augmentation ou de diminution du coût de la vie, selon ledit indice, les taux horaires minima payables seront de 0.05 supérieurs ou inférieurs suivant le cas:"

4° Tous les taux de salaires minima fixés pour la zone I, au paragraphe "a" de l'article V, sont majorés de \$0.05 l'heure.

5° Les quatre taux fixés à l'article V pour les préposés aux grues à vapeur, etc..., dans la zone I, sont portés à \$1.15 l'heure.

6° Les classifications suivantes et les taux de salaires correspondants sont ajoutés à l'échelle de salaires apparaissant au paragraphe "a" de l'article V:

	<i>Zone I</i>
	<i>l'heure</i>
Poseur de linoléum	\$1.00
Préposé aux monte-charge	1.00
	<i>Par semaine</i>
Pointeur	\$35.00
Vérificateur de matériaux	35.00

Le paragraphe "f" suivant est ajouté à l'article V:

"f) Pendant la période des vacances, les étudiants employés comme pointeur ou vérificateur de matériaux peuvent bénéficier de conditions différentes de celles prévues au présent article (cédule des salaires), pourvu toutefois que ces conditions aient été préalablement approuvées par le comité paritaire."

7° L'article VII est remplacé par le suivant: "VII. Dispositions particulières relatives à l'industrie du fer structural, aux mécaniciens de machines à vapeur et aux chaudronniers en construction.

a) *Travailleur en fer structural*: Le travail de cette catégorie de salariés comprend toute opération exécutée sur l'emplacement de toute construction existante ou future, comportant le montage (ou la fabrication) de fer structural pour bâtiments, ponts, etc..., et doit être rémunéré au taux horaire minimum d'un dollar et trente-cinq cents (\$1.35).

La démolition ou le démontage de fer structural doit être rémunéré au même taux que le montage.

THAT the said decree, number 1743, be amended as follows:

1. The following paragraphs are added to subsection "i" of section I:

"y) The words "linoleum layer" mean any employee who measures the surface on which linoleum is to be laid, cuts and lays same."

"z) The words "material checker" mean any employee who receives the material or the tools required on a construction operation, classifies and delivers same, and does any other work of the same nature or connected therewith."

"aa) The word "checker" means any employee entrusted with the checking of the employees' presence on a construction operation, he takes note of the hours of work and does any other work of the same nature or connected therewith."

2. The following provisions are added after the description of zone I, in section II:

"However, the territorial jurisdiction above described does not include the two-mile radius in the case of road operations."

3. The first paragraph of subsection "a" of section V is replaced by the following:

"a) The following minimum wage rates shall be paid for each one of the trades hereunder mentioned within the limits of the territorial jurisdiction of the present decree. They shall, however, be amended in pursuance of the fluctuations of the Federal cost of living index as follows, taking 160 points as a calculation basis: For each ten point increase or decrease in the cost of living, as per the index, the hourly minimum rates payable shall be \$0.05 higher or lower, as the case may be."

4. All minimum wage rates established in subsection "a" of section V, for zone I, are increased by \$0.05 per hour.

5. The four rates established in section V for crane operators, steam, etc..., in zone I, are increased to \$1.15 per hour.

6. The following classifications and the wages rates pertaining thereto are to the wage scale contained in subsection "a" of section V:

	<i>Zone I</i>
	<i>per hour</i>
"Linoleum layer	\$ 1.00
Freight elevator operator	1.00
	<i>per week</i>
Checker	\$35.00
Material checker	35.00

The following subsection "f" is added to section V:

"f) During the vacation period, students employed as checkers or material checkers may benefit by conditions different from those provided for in section V (wage scale) providing, however, that such conditions have previously been approved by the Parity Committee."

7. Section VII is replaced by the following: "VII. *Special provisions respecting the structural iron industry, steam generation mechanics and construction boilermakers*:

a) *Structural steel worker*: The operations of a structural steel worker shall include all the work performed on the site of any proposed or existing structure involving the erection (or fabrications) of structural steel for buildings, bridges, etc., and shall be remunerated at a wage rate of not less than one dollar and thirty-five cents (\$1.35).

The demolition or dismantling of structural steel shall bear the same rate as the erection thereof.

Il peut y avoir un apprenti par cinq (5) travailleurs en fer structural employés sur tout chantier ou un apprenti si le nombre de travailleurs en fer structural employés est inférieur à cinq (5).

b) *Mécanicien de machines à vapeur: Etendue du travail:* Le travail du mécanicien de machines à vapeur comprend toute opération se rapportant à l'installation et à l'alignement d'appareils à mouvement alternatif ou rotatif, tels qu'éventails, moteurs, pompes, pulvérisateurs, foyers mécaniques et toute machine à combustion ou autre utilisée pour la production de la vapeur.

Les aides peuvent assister ces mécaniciens dans les différentes opérations concernées, mais ils doivent toujours travailler sous leur surveillance. Dans cette catégorie, il peut y avoir un (1) aide par mécanicien.

La démolition de l'appareillage ci-dessus mentionné ou son démontage pour fins de réinstallation doit être rémunéré au même taux que le montage.

c) *Mécanicien d'installations à vapeur ou à l'eau chaude:* Nonobstant les dispositions des alinéas précédents, les salariés préposés à l'installation des foyers mécaniques (stokers) dans les fournaies dont la surface horizontale de chauffe est de vingt (20) pieds ou moins doivent recevoir un taux horaire minimum de \$1.05 et leur durée hebdomadaire de travail doit être de cinquante-cinq (55) heures sans limite journalière. Les aides doivent recevoir \$0.80 l'heure et il peut y avoir un (1) aide pour chaque ouvrier qualifié.

d) *Chaudronnier en construction:* Le travail du chaudronnier en construction comprend toute opération se rapportant à l'installation de chaudières, le montage de pièces métalliques, le posage d'accessoires sur des bases ou supports, le posage et le roulage de conduite ainsi que l'assemblage de toutes pièces sous pression ou non.

Il comprend, en plus, le montage de cheminées ou de conduits d'échappement de fumée, de trémies, de chargeurs automatiques, de réservoirs et d'autre métal laminé. La mise en place et l'installation de chaudières portatives ou de réservoirs fait également partie du travail du chaudronnier.

Dans cette catégorie, il peut y avoir un aide-apprenti par cinq (5) ouvriers qualifiés.

e) *Taux de salaires:* Les taux de salaires minima sont les suivants pour chacun des métiers ci-après:

Métiers	Salaires horaires
Peintre (fer structural).....	\$1.25
Monteur et soudeur de fer structural (toutes catégories).....	1.35
Chaudronnier en construction, monteur, mécanicien de machines à vapeur et soudeur.....	1.35
Aide-chaudronnier en construction, monteur, mécanicien de machines à vapeur et soudeur.....	1.00

f) *Apprentissage:* Le salaire des apprentis est le suivant par rapport aux taux mentionnés ci-haut:

1ère année.....	50%
2ième année.....	85%

8° Le sous-paragraphe 1 du paragraphe "b" de l'article XII est remplacé par le suivant:

"1. Dans le but d'encourager l'apprentissage des métiers du bâtiment, tout employeur est tenu d'employer au moins un apprenti par dix (10) compagnons du même métier, mais pas plus d'un apprenti par deux (2) compagnons."

9° L'alinéa suivant est ajouté au paragraphe "c" de l'article XII:

It is permissible to use apprentices on the basis of one for every five structural steel workers employed on any job, or one apprentice when the number of structural steel workers employed is less than five (5).

b) *Steam generation mechanics: Scope of work:* The operations of steam generation mechanics shall comprise all work involved in the installation and lining up of reciprocating and rotating equipment such as fans, motors, pumps, pulverizers, stokers and all fuel burning and other equipment used in the generation of steam.

Helpers may assist such mechanics in the various operations involved but they shall at all time work under the supervision of the mechanic. The ratio of helpers to mechanics in this category of work shall be one to one.

The demolition of the above equipment or the dismantling thereof for the purpose of re-installation shall bear the same rate as erection.

c) *Steam and hot water generation mechanics:* Notwithstanding the provisions of preceding subsections, workers installing stokers in furnaces with a horizontal heating surface of 20 feet or less shall be paid an hourly minimum rate of \$1.05 and their weekly duration of labour shall be fifty-five (55) hours without daily limitation. Their helpers shall be paid \$0.80 per hour and the ratio of helpers to qualified workers shall be one to one.

d) *Construction boilermakers:* The operations of construction boilermakers shall include all work in connection with the installation of boilers, the erection of steel, the placing of equipment on foundations or supports, the fitting and rolling of tubes and the fitting of all pressure and non-pressure parts.

It shall also comprise the erection of smoke boxes and stacks, hoppers, bunkers conveyors, tanks and other plate work. The placing and installation of portable boilers or tanks shall also be considered as boilermaker's work.

The ratio of helper-apprentices in this category of work shall be one to five (5) mechanics.

e) *Rates of wages:* The minimum rates of wages are as follows for each one of the trades mentioned hereinafter:

Trades	Rates per hour
Painter (structural iron).....	\$1.25
Structural iron erector and welder (all categories).....	1.35
Construction Boiler-maker, steam generation mechanic and erector, welder	1.35
Construction Boiler-maker's, erector's, welder's and steam generation mechanic helper.....	1.00

f) *Apprenticeship:* The wages of the apprentices are established as follows in respect of the rates hereabove mentioned:

1st year.....	50%
2nd year.....	85%

8. Paragraph 1 of subsection "b" of section XII is replaced by the following:

"1. For the purpose of encouraging the apprenticeship in the building trades, every employer shall employ a minimum of one apprentice to each ten (10) journeymen of the same trade, but not more than one apprentice to every two (2) journeymen."

9. The following paragraph is added to subsection "c" of section XII:

"Cependant, pour les métiers de plombier, de poseur d'appareils de chauffage et d'électricien, les taux horaires des apprentis sont les suivants, par rapport à ceux des ouvriers qualifiés:

1ère année	40%
2ième année	50%
3ième année	60%
4ième année	75%

10° L'article XIV est remplacé par le suivant:

"XIV. *Durée du décret:* Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 1er avril 1951. Il se renouvelle automatiquement, d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai que ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours, avant le 1er avril de l'année 1951 ou avant le 1er avril de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail."

11° L'alinéa suivant est ajouté au paragraphe "a" de l'article III:

"Le lavage et le nettoyage préparatoires aux travaux de peinture et de décoration faits à l'extérieur ou à l'intérieur des églises, chapelles, ainsi qu'à tout autre édifice public, sont assujettis au présent décret et les salariés qui y sont employés sont considérés comme des journaliers, lorsque tels travaux sont exécutés par des employés du sexe masculin."

(Document "A" annexé à l'arrêté)

24957-o A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF

Numéro 814

Québec, le 12 mai 1949.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "E"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux rouliers publics dans l'Île de Montréal.

ATTENDU que conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux rouliers publics dans l'Île de Montréal, rendue obligatoire par le décret numéro 913 du 16 juin 1948, corrigé par l'arrêté numéro 971-F du 30 juin 1948, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier ledit décret;

ATTENDU que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 2 avril 1949;

ATTENDU que les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail;

Que ledit décret, numéro 913, soit modifié comme suit:

1° Les lettres "& T.L.C." sont ajoutées après les lettres "F.A.duT." mentionnées à l'énumération des parties contractantes de deuxième part.

2° Le premier alinéa de l'article I est remplacé par le suivant:

"I. *Juridiction territoriale et industrielle:* Le décret s'applique et s'étend à tous les employeurs professionnels, employeurs et artisans de l'industrie du camionnage qui détiennent ou non un permis de la Régie Provinciale des Transports

"For the plumbing, steamfitting and electrical trades, the hourly rates of apprentices shall be as follows with respect to those of the skilled workers:

1st year	40%
2nd year	50%
3rd year	60%
4th year	75%

10. Section XIV is replaced by the following:

"XIV. *Duration of the decree:* The present decree remains in force until April 1, 1951. It then renews itself automatically from year to year unless one of the contracting parties notifies the other party, in writing, to the contrary within a period of not more than sixty (60) days, nor less than thirty (30) days, prior to April 1st of the year 1951, or prior to April 1st of any subsequent year. Such a notice must also be forwarded to the Minister of Labour."

11. The following paragraph is added to subsection "a" of section III:

"Washing and cleaning done prior to painting and decorating operations inside or outside churches, chapels or any other public building are governed by the present decree and the employees committed thereto are considered as labourers when such operations are done by male employees."

(Document "A" annexed to the Order)

24957-o A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 814

Quebec, May 12, 1949.

Present: The Lieutenant Governor in Council.

Part "E"

CONCERNING amendments of the decree relating to common carriers in the Island of Montreal.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the common carriers in the Island of Montreal, rendered obligatory by the decree number 913 of June 16, 1948, corrected by Order number 971-F of June 30, 1948, have submitted to the Minister of Labour a request to amend the said decree;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of April 2, 1949;

WHEREAS the objections made have been considered in pursuance of the Act;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

That the said decree, number 913, be amended as follows:

1. The letters "& T.L.C." are added after the letters "A.F. of L." mentioned in the enumeration of the contracting parties of the second part.

2. The first paragraph of section I is replaced by the following:

"I. *Territorial and industrial jurisdiction:* The present decree extends and applies to all professional employers, employers or artisans in the cartage industry with or without a permit from the Transportation and Communication

et Communications, en vertu du chapitre 143 des Statuts refondus de Québec, 1941, et qui ont leur place d'affaires ou d'activités dans la Cité de Montréal ou dans aucune des cités et villes situées sur l'Île de Montréal, y compris, et sans restriction, la cité de Lachine, mais à l'est seulement de la cité de Lachine. Le présent décret ne régit pas, cependant, le transport, du lieu de l'exécution du contrat au lieu de décharge, des déblais ou de la pierre d'excavation et des matériaux enlevés ou démolis."

3° Les paragraphes "c" et "d" de l'article III sont remplacés par les suivants:

"c) Tous les salariés sont payés au taux régulier à compter du temps où ils sont requis de se présenter à l'établissement de l'employeur, et ce, aux heures régulières et normales déterminées de gré à gré par l'employeur et les salariés; tout le temps pris à huiler, à faire le plein d'essence, à attendre les instructions et à tous autres devoirs requis par l'employeur doit être payé au taux régulier et le temps ainsi employé est censé faire partie de la journée d'ouvrage."

"d) Le travail supplémentaire exécuté après les dix (10) heures régulières de travail de chaque journée est considéré comme temps supplémentaire et est payé au taux de salaire et demi jusqu'à concurrence de six (6) heures, après quoi, il doit être payé au taux de salaire double pour les prochaines huit (8) heures ou plus; une fois le travail supplémentaire terminé, le salarié doit jouir d'une période de repos d'au moins huit (8) heures consécutives avant de reprendre son travail."

4° Le paragraphe "a" de l'article IV est remplacé par le suivant:

"a) Les taux de salaires minima suivants doivent être payés aux salariés ci-après, à compter du 21 mars 1949.

	A l'em- bauchage	Après 2 mois
"Aide-junior	\$0.45	\$0.50

Est considéré comme "aide junior" une personne de pas plus de 18 ans qui surveille mais ne transporte pas de marchandises pesant plus de 60 livres.

	A l'em- bauchage	Après 2 mois	Après 6 mois
Aide (général)	\$0.62	\$0.65	\$0.67
Manuteneur de fret	0.72	0.75	0.77
Homme d'entrepôt	0.72	0.75	0.77
Vérificateur	0.72	0.75	0.77
Chauffeur	0.73	0.76	0.78
Chauffeur-Semi-remorque	0.78	0.81	0.83"

5° L'article V est remplacé par le suivant:

"V. Congés statutaires: a) Les jours suivants sont considérés comme congés statutaires et aucun travail ne doit être fait ces jours-là.

Tous les dimanches, le Premier de l'An, le Vendredi-Saint, le jour de la St-Jean-Baptiste, le jour de la Confédération, la fête du Travail et le jour de Noël.

La fête du Travail, le jour de Noël et le Premier de l'An sont des congés payés.

b) Tout travail requis d'un salarié par l'employeur de minuit à minuit les jours ci-haut mentionnés doit être payé au taux de salaire double.

c) Tous les salariés doivent être payés pour chaque jour de fête pourvu qu'ils aient été au service de l'employeur pendant au moins 30 jours avant ces fêtes.

d) Un jour de congé payé signifie le paiement d'une journée complète."

6° Le paragraphe "a" de l'article VIII est remplacé par le suivant:

"a) Tout salarié portant une arme à feu et faisant le transport de monnaies, titres et valeurs

Board, under chapter 143 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, and who have their place of business and or operating in the city of Montreal or in anyone of the cities and towns situated on the Island of Montreal including, and without restriction, the city of Lachine, but East of the said city of Lachine only. The present decree does not apply, however, to the transportation of excavated soil and rock, and materials excavated or demolished, from the site of the contract to the place of disposal."

3. Subsections "c" and "d" of section III are replaced by the following:

"c) All employees shall be paid at regular rates from the time they are asked or required to report for duty on the premises of the employer, and this at the regular or normal hours mutually agreed upon by the employer and his employees; all time spent by an employee in oiling, gasing, awaiting despatches, and at any other duties required by the employer, shall be paid at regular rates and such time shall be deemed to be part of the work day."

"d) Time worked in excess of the regular ten hours in anyone day shall be considered as overtime and shall be paid for at the rate of time and one half, to the extent of six hours, after which it shall be paid double time for the next eight hours or more; after the overtime work has terminated the employee shall be entitled to a rest of eight consecutive hours."

4° Subsection "a" of section IV is replaced by the following:

"a) The following minimum wage rates shall be paid to the employees hereafter mentioned from March 21, 1949.

	Start	2 months
"Junior Helper	\$0.45	\$0.50

A junior helper shall be a person of not more than eighteen years of age and engaged in watching but not handling commodities over sixty pounds.

	Start	2 months	6 months
Helper (General)	\$0.62	\$0.65	\$0.67"
Dockman	0.72	0.75	0.77
Warehouseman	0.72	0.75	0.77
Checker	0.72	0.75	0.77
Chauffeur	0.73	0.76	0.78
Chauffeur — Semi-Trailer	0.78	0.81	0.83"

5. Section V is replaced by the following:

"V. Statutory holidays: a) The following days are considered as statutory holidays and no work shall be executed on these days:

All Sundays, New Year's Day, Good Friday, St. Jean Baptiste, Dominion Day, Labour Day, Christmas.

Labour Day, Christmas and New Year's Day shall be holidays with pay.

b) Any work which will be required from an employee by the employer from midnight to midnight on the above listed holidays shall be paid for at the rate of double time.

c) Every employee shall be paid for each holiday providing he has been in his employer's service for a period of at least 30 days preceding said holiday.

d) A paid holiday means payment for a full day."

6. Subsection "a" of section VIII is replaced by the following:

"a) Employees carrying fire arms and engaged in carrying monies, securities and valuables

doit recevoir les taux de salaires suivants, à compter du 21 mars 1949.:

	<i>l'heure</i>
Assistant-caissiers	\$1.30
Messagers	1.20
Chauffeurs	1.10
Gardes	1.00

7° Le premier alinéa du paragraphe "h" de l'article VIII est remplacé par le suivant:

"h) *Vacances*: Tout salarié régulier et permanent qui a été au service de l'employeur pendant une année sans interruption, doit bénéficier d'une semaine de vacances payées, et tout salarié régulier et permanent qui a été au service de l'employeur pendant une période de deux années ou plus, sans interruption, doit bénéficier de deux semaines de vacances payées."

8° Le paragraphe "1" suivant est ajouté à l'article VIII:

"1) Pour les fins du présent article, le terme "salarié régulier et permanent" désigne un salarié qui a été à l'emploi de son employeur pour une période d'au moins 90 jours et qui a travaillé pas moins de 32 heures par semaine, en moyenne."

(Document "E" annexé à l'arrêté)
 A. MORISSET,
 24961-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
 CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 814

Québec, le 12 mai 1949.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "D"

CONCERNANT une modification du décret relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans les comtés de Hull, Gatineau, Papineau, Témiscamingue, Pontiac et Labelle.

ATTENDU que conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Ministre du Travail a donné avis de son intention de proposer l'approbation d'une modification au décret numéro 968 du 3 juin 1938 et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans les comtés de Hull, Gatineau, Papineau, Témiscamingue, Pontiac et Labelle;

ATTENDU que ledit avis a été publié dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 9 avril 1949;

ATTENDU que les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail;

Que ledit décret, numéro 968, soit modifié comme suit:

Le paragraphe "e" suivant est ajouté à l'article II dudit décret:

"e) Nonobstant les dispositions précédentes, les travaux visés par l'ordonnance numéro 39 de la Commission du salaire minimum, notamment et y compris la construction de routes, camps et autres aménagements nécessaires aux opérations forestières, tels que digues, écluses, estacades, dalles, etc., ne sont pas assujettis au présent décret."

(Document "D" annexé à l'arrêté)
 A. MORISSET,
 24960-o Greffier du Conseil Exécutif.

shall receive the following rates of pay from March 21, 1949:

	<i>per hour</i>
Assistant Cashier	\$1.30
Messenger	1.20
Chauffeur	1.10
Guard	1.00"

7. The first paragraph of subsection "h" of section VIII is replaced by the following:

"h) *Vacation*: All regular full time employees who have been continuously employed for a period of one year shall be given a vacation of one week with pay, and all regular employees who have been continuously employed for a period of two years or longer shall be given a vacation of two weeks with pay."

8. The following subsection "1" is added to section VIII:

"1) For the purpose of the present section, the words "regular full time employee" mean an employee who has been in the employ of his employer for a period of not less than 90 days and who has worked an average of not less than 32 hours per week."

(Document "E" annexed to the Order)
 A. MORISSET,
 24961-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
 EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 814

Quebec, May 12, 1949.

Present: The Lieutenant Governor in Council.

Part "D"

CONCERNING an amendment of the decree relating to the construction industry and trades in the counties of Hull, Gatineau, Papineau, Témiscamingue, Pontiac and Labelle.

WHEREAS, pursuant to the procedure provided for under section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour has given notice of his intention to recommend the approval of an amendment to the decree number 968 of June 3, 1938, and amendments, relating to the construction industry and trades in the counties of Hull, Gatineau, Papineau, Témiscamingue, Pontiac and Labelle;

WHEREAS the said notice has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of April 9, 1949;

WHEREAS the objections set forth have been considered in pursuance of the Act;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

That the said decree, number 968, be amended as follows:

The following subsection "e" is added to section II of the said decree:

"e) Notwithstanding the foregoing provisions, all operations governed by Ordinance number 39 of the Minimum Wage Commission, specially and including the construction of roads, camps and other improvements required in forest operations, such as dikes, dams, piers, booms, flumes or chutes, etc. are not governed by the present decree."

(Document "D" annexed to the Order)
 A. MORISSET,
 24960-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 814

Québec, le 12 mai 1949.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "B"

CONCERNANT une modification du décret relatif à l'industrie de la construction dans les comtés de Abitibi-Est, Abitibi-Ouest, Charlevoix, Chicoutimi, Lac St-Jean, Roberval, Rouyn-Noranda et Saguenay.

ATTENDU que conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le ministre du Travail a donné avis de son intention de proposer l'approbation d'une modification au décret numéro 1743 du 11 juillet 1941 et amendements, relatif à l'industrie de la construction dans les comtés de Abitibi-Est, Abitibi-Ouest, Charlevoix, Chicoutimi, Lac St-Jean, Roberval, Rouyn-Noranda et Saguenay;

ATTENDU que ledit avis a été publié dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 9 avril 1949;

ATTENDU que les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail;

Que ledit décret, numéro 1743, soit modifié comme suit:

L'alinéa suivant est ajouté au paragraphe "b" de l'article III dudit décret:

"Notwithstanding the provisions of the paragraph précédent, les travaux visés par l'ordonnance numéro 39 de la Commission du salaire minimum, notamment et y compris la construction de routes, camps et autres aménagements nécessaires aux opérations forestières, tels que digues, écluses, estacades, dalles, etc., ne sont pas assujettis au présent décret."

(Document "B" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

24958-o

Greffier du Conseil Exécutif.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 814

Quebec, May 12, 1949.

Present: The Lieutenant Governor in Council.

Part "B"

CONCERNING an amendment of the decree relating to the construction industry in the counties of Abitibi-East, Abitibi-West, Charlevoix, Chicoutimi, Lake St. John, Roberval, Rouyn-Noranda and Saguenay.

WHEREAS, pursuant to the procedure provided for under section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour has given notice of his intention to recommend the approval of an amendment of the decree number 1743 of July 11, 1941, and amendments, relating to the construction industry in the counties of Abitibi-East, Abitibi-West, Charlevoix, Chicoutimi, Lake St. John, Roberval, Rouyn-Noranda and Saguenay;

WHEREAS the said notice has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of April 9, 1949;

WHEREAS the objections made have been considered in pursuance of the Act;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

That the said decree, number 1743, be amended as follows:

The following paragraph is added to subsection "b" of section III of the said decree:

"Notwithstanding the provisions of the foregoing subsection, all operations governed by Ordinance number 39 of the Minimum Wage Commission, specially and including the construction of roads, camps and other improvements required in forest operations, such as dikes, dams, booms, piers, flumes or chutes, etc. are not governed by the present decree."

(Document "B" annexed to the Order)

A. MORISSET,

24958-o

Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 814

Québec, le 12 mai 1949.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "C"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux métiers de plombier et poseur d'appareils de chauffage, dans les comtés de Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac, Labelle et Témiscamingue.

ATTENDU que conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Comité conjoint des Métiers de la construction du district de Hull, a présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier le décret numéro 749 du 27 mai 1948, relatif aux métiers de plombier et poseur d'appa-

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 814

Quebec, May 12, 1949.

Present: The Lieutenant Governor in Council.

Part "C"

CONCERNING amendments of the decree relating to the plumbing and steamfitting trades in the counties of Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac, Labelle and Temiscamingue.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Building Trades Joint Committee for Hull District has submitted to the Minister of Labour a request to amend the decree number 749 of May 27, 1948, relating to the plumbing and steamfitting trades in the counties of Hull,

reils de chauffage dans les comtés de Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac, Labelle et Témiscamingue;

ATTENDU que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 2 avril 1949;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail;

Que ledit décret, numéro 749, soit modifié comme suit:

1° Les mots "à l'eau chaude ou à la vapeur" sont ajoutés au paragraphe "b" de l'article II, après les mots "poseurs d'appareils de chauffage".

2° Les mots ("Plombier, poseur d'appareils de chauffage à l'eau chaude ou à la vapeur") sont ajoutés après les mots "Compagnon senior" et après les mots "Compagnon junior" apparaissant à l'échelle de salaires, article III. (Document "C" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

Greffier du Conseil Exécutif.

24959-o

Gatineau, Papineau, Pontiac, Labelle and Témiscamingue;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of April 2, 1949;

WHEREAS no objection has been made against its approval;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

That the said decree, number 749, be amended as follows:

1. The words "(hot water or steam)" are added after the word "steamfitting" mentioned in subsection "b" of section II.

2. The words "(Plumbers, steamfitters hot water or steam)" are added after the words "Senior journeyman" and after the words "Junior journeyman" mentioned in the wage scale, section III. (Document "C" annexed to the Order)

A. MORISSET,

Clerk of the Executive Council.

24959-o

Avis divers

AVIS

THE BRITISH AMERICAN PIPE LINE COMPANY

Avis est, par les présentes, donné qu'une demande sera faite au Parlement du Canada à sa présente ou prochaine session afin d'obtenir la passation d'un bill privé constituant en corporation une compagnie sous le nom de "The British American Pipe Line Company" dans le but d'acquiescer, construire et exploiter des oléoducs au Canada ou ailleurs pour le transport de l'huile, comprenant les hydrocarbures liquides et ses produits dérivés liquides, sujet aux dispositions et avec tels pouvoirs additionnels qui peuvent être conférés à des compagnies d'oléoducs par toute législation générale concernant les oléoducs qui peuvent être décrétés par le Parlement du Canada. Les requérants demanderont qu'il soit accordé à la compagnie tous les pouvoirs, privilèges et immunités accordés par toute législation générale concernant ces oléoducs qui peuvent être décrétés par le Parlement du Canada et, de plus, demanderont tels autres pouvoirs et dispositions corporatives qui peuvent être jugés nécessaires à l'exercice des objets de la compagnie.

Daté à Toronto, Ontario, ce premier jour d'avril 1949.

Les Procureurs des requérants,

RAYMOND L. HUGHES.

706, Royal Bank Building,
Toronto, Ontario.

24776-17-4

Avis est, par les présentes, donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire de St-Eugène de Granby", en date du 4 avril 1949, dont le siège social est situé à Granby, comté de Shefford, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 4 mai 1949.

Le Sous-secrétaire de la Province,

JEAN BRUCHÉSI.

24941-o

Miscellaneous Notices

ADVERTISEMENT

THE BRITISH AMERICAN PIPE LINE COMPANY

Notice is hereby given that an application will be made to the Parliament of Canada at the present or next following session thereof for a Private Bill incorporating a company under the name of "The British American Pipe Line Company" for the purpose of acquiring, constructing and operating pipes lines within and/or outside Canada for the transportation of oil, including liquid hydrocarbons and liquid derivative products thereof, subject to the provisions of and with such additional powers as may be conferred on pipe line companies by any general legislation respecting pipe lines which may be enacted by the Parliament of Canada. The applicants will request that the company shall have all the powers, privileges and immunities conferred by any general legislation affecting such pipe lines which may be enacted by the Parliament of Canada and further will request such other powers and corporate provisions as may be deemed necessary for the carrying out of the objects of the company.

Dated at Toronto, Ontario, this 1st day of April, 1949.

RAYMOND L. HUGHES,

Solicitor for the Applicant.

706, Royal Bank Building,
Toronto, Ontario.

24776-17-4-o

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire de St-Eugène de Granby", under date the fourth day of April, 1949, whereof the head office is at Granby, county of Shefford, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this fourth day of May, 1949.

JEAN BRUCHÉSI,

Under Secretary of the Province.

24941

CORPORATION MUNICIPALE DE CHANDLER
GASPÉ

Tirage d'obligations.

Les obligations suivantes, émises sous l'autorité du règlement N° 63, ont été tirées au sort: Dénomination de \$100.00: Nos 25, 41, 46, 60, 65, 86, 103, 115, 130, 131, 148, 158, 183, 213, 226; Dénomination de \$500.00: Nos 37, 51, 124, 140.

Lesdites obligations sont remboursables le 1er juillet 1949, date à laquelle elles cessent de porter intérêt.

Le Secrétaire-trésorier,
WILBROD LUCAS.
24942-o

MUNICIPAL CORPORATION OF CHANDLER
GASPÉ

Drawing of bonds

The following bonds, issued under authority of By-law No. 63, have been drawn by lots:

Denominations of \$100: Nos: 25, 41, 46, 60, 65, 86, 103, 115, 130, 131, 148, 158, 183, 213, 226; Denominations of \$500: Nos 37, 51, 124, 140.

The said bonds will be redeemable on the 1st of July, 1949, the date upon which they shall cease to bear interest.

WILBROD LUCAS,
Secretary-Treasurer.
24942

L'INSTITUT PSYCHO-SOCIAL DES TROIS-RIVIÈRES

Extrait du Règlement N° 1 de la corporation ci-haut mentionnée, tel qu'adopté à l'assemblée du 3 février 1949, concernant l'augmentation du nombre des directeurs de trois à cinq:

"Règlement N° 1 — Directeurs — 6. Les affaires de la Corporation seront administrées par un bureau de direction composé de cinq (5) membres."

Certifié conforme,
Le Président,
CHS-E. BOURGEOIS, ptr.
24943-o

L'INSTITUT PSYCHO-SOCIAL DES TROIS-RIVIÈRES

Excerpt from By-law No. 1 of the above mentioned, corporation, as adopted at the meeting of the 3rd of February, 1949, concerning the increase in the number of directors from three to five:

"By-law No. 1 — Directors — 6. The affairs of the Corporation will be managed by a board of directors composed of five (5) members.

Certified True Copy.
CHS. E. BOURGEOIS, Priest,
President.
24943

WALT-SHER REALTIES INCORPORATED

Avis est, par les présentes, donné que le règlement spécial N° 7W a été décrété par les directeurs de la compagnie Walt-Sher Realities Incorporated, de Dorion-Vaudreuil, P.Q., le 26 avril 1949, conformément aux dispositions de l'article 90 de la Loi des compagnies de Québec pourvoyant à la distribution de l'actif de la compagnie entre ses actionnaires.

Montréal, 11 mai 1949.
WALT-SHER REALTIES INCORPORATED,
Le Procureur de la Compagnie,
LIONEL A. SPERBER, C.R.
24944

WALT-SHER REALTIES INCORPORATED

Notice is hereby given that special By-law No. 7W was enacted by the Directors of Walt-Sher Realities Incorporated, of Dorion-Vaudreuil, P.Q., on April 26, 1949, under the provisions of section 90 of the Quebec Companies' Act, providing for the distribution of the assets of the Company among its shareholders.

Montreal, May 11, 1949.
WALT-SHER REALTIES INCORPORATED,
LIONEL A. SPERBER, K.C.,
Attorney for the Company.
24944-o

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire Dorset", en date du 1er mars 1949, dont le siège social est situé à St-Hilaire de Dorset, comté de Frontenac, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 14 mars 1949:
Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.
24948-o

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire de Dorset" under date the 1st day of March, 1949, whereof the head office is at St-Hilaire de Dorset, county of Frontenac, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of March, 1949.
JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.
24948

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Coopérative d'Habitation du Sacré-Cœur de Chicoutimi", en date du 24 avril 1949, dont le siège social est situé à Chicoutimi, comté de Chicoutimi, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 11 mai 1949.
Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.
24949-o

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Coopérative d'Habitation du Sacré-Cœur de Chicoutimi" under date the 24th day of April, 1949, whereof the head office is at Chicoutimi, county of Chicoutimi, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of May, 1949.
JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.
24949

PAROISSE DE ST-CAMILLE DE LELLIS
(Bellechasse)

TIRAGE D'OBLIGATIONS

Les obligations suivantes, émises sous l'autorité du règlement no 99, ont été tirées au sort: *Dénomination de \$100.00*—Nos 8, 20, 34, 39, 97; *Dénomination de \$500.00*—Nos 26, 29, 36.

Lesdites obligations au total de \$2,000.00 sont remboursables le 1er juillet 1949, date à laquelle elles cessent de porter intérêt.

16 mai 1949.

Le Secrétaire-trésorier,
E.-A. MORIN.

24952-o

PARISH OF ST-CAMILLE DE LELLIS
(Bellechasse)

DRAWING OF BONDS

The following bonds, issued under authority of By-law No. 99, were drawn by lots:

Denominations of \$100.00—Nos: 8, 20, 34, 39, 97; *Denominations of \$500.00*—Nos: 26, 29, 36.

The said bonds to the total amount of \$2,000.00 will be redeemable on the 1st of July, 1949, the date upon which they will cease to bear interest.

May 16, 1949.

E. A. MORIN,
Secretary-treasurer.

24952

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat Coopératif Figüery des Producteurs de Lait", en date du 31 janvier 1949, dont le siège social est situé à St-Marc-de-Figüery, comté d'Abitibi-Est, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 11 mai 1949.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

24953-o

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat Coopératif Figüery des Producteurs de Lait" under date the 31st day of January, 1949, whereof the head office is at St-Marc-de-Figüery, county of Abitibi-East, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of May, 1949.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

24953

ASSOCIATED BROADCASTING COMPANY
LIMITED

Extrait des minutes d'une assemblée du bureau de direction de la compagnie Associated Broadcasting Company Limited dûment convoquée et tenue le 4 avril 1949.

Règlement N° 13

1. Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de trois (3) à quatre (4) dont deux (2) formeront quorum.

2. Que les règlements de la compagnie soient et ils sont, par les présentes, modifiés en conséquence.

Montréal, 4 avril 1949.

Vraie copie certifiée.

(Sceau) Le Secrétaire,
YVONNE BÉLANGER.

24956

ASSOCIATED BROADCASTING COMPANY
LIMITED

Extract from minutes of meeting of the Board of directors of Associated Broadcasting Company Limited duly called and held on the 4th day of April, 1949.

By-Law No. 13

1. The number of the Directors of the Company be and they are hereby increased from Three (3) to Four (4), whereof Two (2) shall constitute a quorum.

2. The By-laws of the Company be and they are hereby amended accordingly.

Montreal, April 4th, 1949.

Certified a true copy.

(Seal) YVONNE BÉLANGER,
Secretary.

24956-o

L'ASSOCIATION DES GARDE-BÉBÉS
DE NOTRE-DAME DE LIESSE

Extrait des règlements de la corporation précitée, tels qu'adoptés à l'assemblée tenue le 2 mars 1949, concernant l'augmentation du nombre de ses directeurs de trois à sept:

"Article 7. *Section deuxième—Conseil d'administration: 1° Composition: Le Conseil d'administration comprend ordinairement 7 membres.*"

La secrétaire,
24962-o (Signé) GABRIELLE DUFOUR, g.b.L'ASSOCIATION DES GARDE-BÉBÉS
DE NOTRE-DAME DE LIESSE

Excerpt from the by-laws of the aforesaid corporation, as adopted at the meeting held on the 2nd of March, 1949, concerning the increase in the number of directors from three to seven:

"Article 7. *Second section—Board of Directors: 1. Composition: The Board of directors will consist ordinarily of 7 members.*"

(Signed) GABRIELLE DUFOUR, g.b.,
Secretary.

24962

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a approuvé, le 13 mai 1949, les règlements comprenant les articles 1 à 9 inclusivement de "L'Association des Garde-Bébés de Notre-Dame de Liesse", tels qu'adoptés à une assemblée régulière tenue le 2 mars 1949, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec (S.R.Q.

Notice is given that upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary, on May 13, 1949, approved the by-laws including articles 1 to 9 inclusively of "L'Association des Garde-Bébés de Notre-Dame de Liesse", as adopted at a regular meeting held on the 2nd of March, 1949, and such, pursuant to the Provisions of section 225 of the Quebec Companies Act (R.S.Q., 1941, chapter

1941, chapitre 276), telles que modifiées par 10, George VI, chapitre 20, article 5.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 14 mai 1949.

Le Sous-secrétaire de la province,
24963-o JEAN BRUCHÉSI.

276), as amended by 10 George VI, chapter 20, section 5.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of May, 1949.

JEAN BRUCHÉSI,
24963 Under Secretary of the Province.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat industriel de St-Casimir", en date du 9 mai 1949, dont le siège social est situé à Saint-Casimir, comté de Portneuf, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 18 mai 1949.

Le Sous-secrétaire de la Province,
24974-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat Industriel de St-Casimir", under date the 9th day of May, 1949, whereof the head office is at Saint-Casimir, county of Portneuf, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of May, 1949.

JEAN BRUCHÉSI,
24974 Under Secretary of the Province.

Chartes — Abandon de

WALT-SHER REALTIES INCORPORATED

La compagnie, Walt-Sher Realities Incorporated, de Dorion-Vaudreuil, P.Q., donne, par les présentes, avis qu'elle s'adressera au Procureur général, en vertu des dispositions de l'article 26 de la Loi des compagnies de Québec, pour obtenir l'abandon de sa charte à compter d'une date devant être fixée par le Procureur général.

Montréal, 11 mai 1949.

WALT-SHER REALTIES INCORPORATED,
Le Procureur de la compagnie,
24945 LIONEL A. SPERBER, C.R.

WALT-SHER REALTIES INCORPORATED

Walt-Sher Realities Incorporated, of Dorion-Vaudreuil, P.Q., hereby gives notice that it will make application to the Attorney-General, under the provisions of Section 26 of the Quebec Companies' Act, for the acceptance of the surrender of its Charter on and from a date to be fixed by the Attorney-General.

Montreal, May 11, 1949.

WALT-SHER REALTIES INCORPORATED,
LIONEL A. SPERBER, K.C.,
24945-o Attorney for the Company.

CANADIAN ROCK PRODUCTS LIMITED

AVIS

Prenez avis que la compagnie demandera la permission d'abandonner sa charte.

Le Secrétaire,
24965 L. P. FLORENT GUÉRIN.

CANADIAN ROCK PRODUCTS LIMITED

NOTICE

Take notice that the Company will make application for leave to surrender its Charter.

J. P. FLORENT GUÉRIN,
24965-o Secretary.

Avis est donné que la Compagnie portant le nom corporatif "La Société Educationnelle de la Plomberie Sanitaire", formée en vertu de la troisième partie de la Loi des Compagnies de Québec, demandera à l'honorable Procureur-Général de la Province de Québec, la permission d'abandonner sa charte, ayant été constituée en corporation par lettres patentes, en date du 15 décembre 1944.

Conséquemment, la dite compagnie entend procéder à sa dissolution, payer ses dettes et obligations, partager son actif, et demander incessamment par la suite, par requête, l'abandon de sa charte et la fixation d'une date pour sa dissolution.

Québec, le 12 mai 1949.

Le Procureur de la Société,
24980-o UBALD DÉSILETS.

Notice is given that the company bearing the corporate name "La Société Educationnelle de la Plomberie Sanitaire", formed under Part III of the Quebec Companies Act, will apply to the Honourable the Attorney General of the Province of Quebec, for leave to surrender its charter, having been incorporated by letters patent, bearing date the 15th day of December, 1944.

Consequently, the said company intends to proceed with its winding-up, pay its debts and liabilities, distribute its assets, and then immediately apply for the surrender of its charter and fixation of the date of its dissolution.

Québec, May 12, 1949.

UBALD DÉSILETS,
24980 Attorney for the Society.

Département de l'Instruction publique

N° 1095-48.

Québec, le 6 mai 1949.

Demande est faite d'annexer à la municipalité scolaire du village de Saint-Gabriel-de-Brandon,

Department of Education

No. 1095-48.

Québec, May 6, 1949.

Application is made to annex to the school municipality of the village of Saint-Gabriel-de-

dans le comté de Berthier, la partie du lot N° 536, qui est limitée au sud par la cour du collège, à l'est par le lot N° 535-35p, au nord par le résidu du lot 536 et à l'ouest par le lot N° 537, qui devra être détaché de la municipalité scolaire de la paroisse de Saint-Gabriel-de-Brandon, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
24910-19-2 O. J. DESAULNIERS.

N° 494-46.

Québec, le 6 mai 1949.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Chambly paroisse, dans le comté de Chambly, le territoire ci-dessous décrit, et l'annexer à la municipalité scolaire catholique de Chambly Bassin, dans le même comté, savoir:

Les lots 130, 131 et 132 et leurs subdivisions; les lots 129-1 à 129-24 inclusivement, 128-1 à 128-9 inclusivement, 129-26 à 129-36 inclusivement, 129-94 à 129-112 inclusivement, 129-114 à 129-126, inclusivement, 128-10 à 128-24 inclusivement, 128-90 à 128-107 inclusivement, 128-109 à 128-124 inclusivement, 128-198 à 128-214 inclusivement, 128-252 à 128-272 inclusivement, 128-273 à 128-292 inclusivement, 128-292-A et 128-293, 129-355 à 129-362 inclusivement, 129-461 à 129-510, inclusivement, 129-537 à 129-560 inclusivement.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
24909-19-2 O. J. DESAULNIERS.

N° 486-44.

Québec, le 11 mai 1949.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de l'Île Bouchard, dans le comté de l'Assomption, les lots 783 à 808 inclusivement du cadastre officiel de la paroisse de Verchères, et de les annexer à la municipalité scolaire du village de Verchères, dans le comté de Verchères.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
24923-19-2 O. J. DESAULNIERS.

N° 486-49.

Québec, le 10 mai 1949.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Antoine-de-Pontbriand, dans le comté de Mégantic, le lot 9-A et la partie du lot 9-B, appartenant à Monsieur P. Poirier et les lots 7-B et 8-A, tous du rang IV du canton de Leeds, et de les annexer à la municipalité scolaire de Leeds-Sud, même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
24936-19-2 O. J. DESAULNIERS.

N° 493-49.

Québec, le 12 mai 1949.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Wakefield-Nord, dans le comté de Gatineau, le lot 1-A du rang VII du canton de Wakefield, et de l'annexer à la municipalité scolaire de Masham, même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
24969-20-2 O. J. DESAULNIERS.

N° 715-48.

Québec, le 11 mai 1949.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 5 mai 1949, de détacher de la municipalité scolaire de Nelson, dans le comté de Mégantic, le lot 1383, appartenant à Monsieur Ephrem Gingras et de l'annexer à la municipalité scolaire de Ste-Anastasia-de-Nelson, dans le même comté.

Brandon, in the county of Berthier, that part of lot N° 536 which is bounded on the south by the college yard, on the east by lot N° 535-35p, on the north by the residue of lot 536, and on the west by lot No. 537, which shall be detached from the school municipality of the parish of Saint-Gabriel-de-Brandon, in the same county.

O. J. DESAULNIERS,
24910-19-2 Superintendent of Education.

No. 494-46.

Quebec, May 6, 1949.

Application is made to detach from the school municipality of Chambly Parish, in the county of Chambly, the territory hereinafter described, and to annex it to the Catholic School Municipality of Chambly Basin, in the same county, to wit:

Lots 130, 131 and 132 and their subdivisions; lots 129-1 to 129-24 inclusively, 128-1 to 128-9 inclusively, 129-26 to 129-36 inclusively, 129-94 to 129-112 inclusively, 129-114 to 129-126 inclusively, 128-10 to 128-24 inclusively, 128-90 to 128-107 inclusively, 128-109 to 128-124 inclusively, 128-198 to 128-214 inclusively, 128-252 to 128-272 inclusively, 128-273 to 128-292 inclusively, 128-292-A and 128-293, 129-355 to 129-362 inclusively, 129-461 to 129-510, inclusively, 129-537 to 129-560 inclusively.

O. J. DESAULNIERS,
24909-19-2 Superintendent of Education.

No. 486-44.

Quebec, May 11, 1949.

Application is made to detach from the school municipality of Ile Bouchard, in the county of l'Assomption, lots 783 to 808 inclusively, of the official cadastre for the parish of Verchères, and to annex them to the school municipality of the village of Verchères, in the county of Verchères.

O. J. DESAULNIERS,
24923-19-2 Superintendent of Education.

No. 486-49.

Quebec, May 10, 1949.

Application is made to detach from the school municipality of Saint-Antoine-de-Pontbriand, in the county of Mégantic, lot 9-A and part of lot 9-B, belonging to Mr. P. Poirier, and lots 7-B and 8-A, all of range IV of the township of Leeds, and to annex them to the school municipality of Leeds-South, same county.

O. J. DESAULNIERS,
24936-19-2 Superintendent of Education.

No. 493-49.

Quebec, May 12, 1949.

Application is made to detach from the school municipality of North Wakefield, in the county of Gatineau, lot 1-A of range VII of the township of Wakefield, and to annex it to the school municipality of Masham, same county.

O. J. DESAULNIERS,
24969-20-2 Superintendent of Education.

No. 715-48.

Quebec, May 11, 1949.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated May 5, 1949, to detach from the school municipality of Nelson, in the county of Mégantic, lot 1383, belonging to Mr. Ephrem Gingras, and to annex it to the school municipality of Ste-Anastasia-de-Nelson, in the same county.

Cet arrêté ministériel prendra effet le premier juillet 1949.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
24973-o O. J. DESAULNIERS.

N° 552-46.

Québec, le 18 mai 1949.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Sylvestre-Sud, dans le comté de Lotbinière, les lots 125, 126, 215, 216 et 217, du cadastre officiel de Saint-Sylvestre, et de les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Patrice-de-Beaurivage, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
24971-20-2-o O. J. DESAULNIERS.

N° 450-49.

Québec, le 18 mai 1949.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de la paroisse de Longueuil, dans le comté de Chambly, le territoire suivant, et de l'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "La municipalité scolaire de Mackayville", dans le même comté, qui sera renfermée dans les limites suivantes, savoir:

1. Partant du coin sud du lot 233 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil; de là, en se référant au susdit cadastre officiel, passant par les lignes et démarcations suivantes en continuité les unes des autres; la ligne sud-ouest du lot 233, le côté sud-est d'un chemin limitant au nord-ouest ledit lot 233 jusqu'au prolongement à travers ledit chemin de la ligne séparative des lots 235 et 236, ledit prolongement de ladite ligne prolongée à travers le chemin Saint-Charles, le côté sud-ouest du chemin de la côte Noire jusqu'à l'axe d'un ruisseau séparant les lots 245-A et 246 d'un côté du lot 246-A de l'autre côté, ledit axe jusqu'au côté sud du lot 307 (Chemin de fer Central Vermont), ledit côté sud dudit lot 307, le prolongement à travers le lot 307 de la ligne nord-ouest du lot 198 et ladite ligne allant vers le nord-est, la ligne séparant les lots 198 et 199 d'un côté des lots 125 et 123 de l'autre côté, la ligne séparative des lots 123 et 200 prolongée à travers le no 316 (Chemin de fer Montréal-Portland et Boston), le côté nord-est dudit lot 316 une ligne séparant les lots 113 à 121 inclusivement d'un côté des lots 200 à 211 de l'autre côté et limitant au nord-est les lots 211 et 212, la ligne séparative des lots 212 et 213, le côté nord-est d'un chemin public et le prolongement à travers ledit chemin public de la ligne sud-est du lot 233 et ladite ligne jusqu'au point de départ.

2. Toute cette partie du lot 225 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil située au sud-est de la limite actuelle de la ville de Greenfield Park.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
24970-20-2-o O. J. DESAULNIERS.

Québec, le 19 mai 1949.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de la paroisse de Laprairie, dans le comté de Laprairie, le territoire ci-dessous décrit et de l'ériger en municipalité scolaire distincte sous le nom de "La paroisse de la Nativité de Laprairie", même comté.

Ce territoire est situé dans la municipalité scolaire de la paroisse de Laprairie et comprendra en référence au cadastre officiel de la Paroisse de Laprairie de la Magdeleine, comté de Laprairie, les lots originaires, les parties de lots originaires ainsi que les lots de subdivision et de redivision de ces derniers, compris dans les limites ci-dessous décrites:

This Order in Council will take effect on the first of July, 1949.

O. J. DESAULNIERS,
24973 Superintendent of Education.

No. 552-46.

Quebec, May 18, 1949.

Application is made to detach from the school municipality of Saint-Sylvestre-Sud, in the county of Lotbinière, lots 125, 126, 215, 216 and 217, of the official cadastre for Saint-Sylvestre, and to annex them to the school municipality of Saint-Patrice-de-Beaurivage, in the same county.

O. J. DESAULNIERS,
24971-20-2 Superintendent of Education.

No. 450-49.

Quebec, May 18, 1949.

Application is made to detach from the school municipality of the parish of Longueuil, in the county of Chambly, the following territory, and to erect it into a separate school municipality, under the name of "The School Municipality of Mackayville", in the same county, which shall be enclosed within the following boundaries, to wit:

1. Starting from the South corner of lot 233 of the official cadastre for the parish of Saint-Antoine de Longueuil; thence, with reference to the aforesaid official cadastre, passing through the following lines and demarcations successively; the southwest line of lot 233, the southeast side of a road, bounding, on the northwest said lot 233 as far as the prolongation, across the said road, of the division line of lots 235 and 236, the said prolongation and the said line prolonged across the St. Charles road, the southwest side of the road "de la côte Noire" as far as the axis of a stream separating lots 245-A and 246 on one side from lot 246-A on the other side, the said axis as far as the south side of lot 307 (Central Vermont Railway), the said south side of said lot 307, the prolongation through lot 307 of the northwest line of lot 198, and the said line, running northeast, the line dividing lots 198 and 199 on one side from lots 125 and 123 on the other side, the division line of lots 123 and 200 prolonged across No. 316 (Montreal, Portland and Boston Railway) the northeast side of lot 316 a line separating lots 113 to 121 inclusively from one side of lots 200 to 211 on the other side and limiting on the northeast lots 211 and 212, the division line of lots 212 and 213, the northeast side of a public road and the prolongation across the said public road of the southeast line of lot 233 and the said line as far as the starting point.

2. All that part of lot 225 of the official cadastre for the parish of Saint-Antoine de Longueuil, situate on the southeast of the actual limit of the town of Greenfield Park.

O. J. DESAULNIERS,
24970-20-2 Superintendent of Education.

Quebec, May 19, 1949.

Application is made to detach from the school municipality of the parish of Laprairie, in the county of Laprairie, the territory hereinafter described and to erect it into a separate school municipality under the name of "The Parish of La Nativité de Laprairie", same county.

The said territory is situate in the school municipality of the parish of Laprairie and will contain, with reference to the official cadastre of the Parish of Laprairie de la Magdeleine, county of Laprairie, the original lots, the parts of original lots as well as the subdivision and redivision lots of these latter, contained within the limits hereinbelow described:

“Commençant à un point situé à l'intersection de la limite nord-ouest du lot numéro 599 et du Fleuve St-Laurent;

De là prenant une direction sud-ouest en suivant la limite ouest du lot originaire 599 jusqu'à un point situé à l'intersection des limites nord-ouest et sud-ouest du même lot 599;

De là prenant une direction sud-est en suivant la limite sud-ouest du même lot originaire 599 jusqu'à un point situé à l'intersection des limites sud-ouest et nord-ouest dudit lot originaire 599;

De là prenant une direction sud-est en suivant la limite nord-ouest du même lot 599 jusqu'à un point situé à l'intersection du prolongement de ladite limite avec la limite sud-ouest d'un chemin public;

De là prenant une direction ouest en suivant ladite limite sud-ouest du chemin public et du lot originaire 597 jusqu'à un point situé à l'intersection de la limite nord-ouest du lot 597 avec la limite sud-ouest du chemin public;

De là prenant une direction sud-ouest en suivant la limite nord-ouest dudit lot originaire 597 jusqu'à un point situé à l'intersection des limites nord-ouest et nord du lot originaire 597;

De là prenant une direction ouest en suivant la limite nord dudit lot 597 jusqu'à un point situé à l'intersection des limites nord et nord-ouest dudit lot 597;

De là prenant une direction sud-ouest en suivant la limite nord-ouest du lot 597 jusqu'à un point situé à l'intersection des limites nord-ouest et sud-ouest du lot 597;

De là prenant une direction sud-est en suivant la limite sud-ouest du lot 597 jusqu'à un point situé à l'intersection de la limite sud-ouest du lot 597 avec la limite nord-ouest du lot 596;

De là prenant une direction sud-ouest en suivant la limite nord-ouest des lots 596, 595, 593, 592, 591, 590, 589 jusqu'à l'intersection de la limite nord-ouest de ces dits lots avec la limite sud-ouest du lot 589;

De là prenant une direction sud-est en suivant la limite sud-ouest des lots 589, 586, 585, 676, 584 jusqu'à un point situé à l'intersection des limites sud-ouest et sud-est du lot 584;

De là prenant une direction nord-est en suivant la limite sud-est du lot 584 jusqu'à un point situé à l'intersection des limites sud-est et nord-est dudit lot 584;

De là prenant une direction nord-ouest en suivant la limite nord-est dudit lot 584 jusqu'à un point situé à l'intersection de la limite nord-est dudit lot 584 avec la limite sud-est du lot 583;

De là prenant des directions nord-est, nord, nord-ouest en suivant la limite sud-est des lots 583, 582, 579, 578, 577, 576, 574, 573, 572, 571, 570, 569, 568 jusqu'à un point situé à l'intersection de la limite sud-est du lot 568 avec la limite sud-ouest du lot 548;

De là prenant une direction sud-est en suivant la limite sud-ouest du lot 548 jusqu'à un point situé à l'intersection des limites sud-ouest et sud-est dudit lot 548;

De là prenant une direction nord-est en suivant la limite sud-est des lots 548, 547, 546 jusqu'à un point situé à l'intersection des limites sud-est et sud-ouest du lot 546;

De là prenant une direction sud-est jusqu'à un point situé à l'intersection des limites sud-est et sud-ouest dudit lot 546;

De là prenant des directions nord-est, sud-est et nord-ouest en suivant la limite sud-est des

Starting from a point situate at the intersection of the northwest limit of lot No. 599 and the St. Lawrence River;

Thence taking a southwesterly direction and following the west limit of original lot 599 up to a point situate at the intersection of the northwest and southwest limits of lot 599;

Thence taking a southeasterly direction following the southwest limit of the same original lot 599 up to a point situate at the intersection of the southwest and northwest limits of said original lot 599;

Thence taking a southeasterly direction and following the northwest limit of the same lot 599 up to a point situate at the intersection of the prolongation of the said limit with the southwest limit of a public road;

Thence taking a westerly direction and following the said southwest limit of the public road and of original lot 597 up to a point situate at the intersection of the northwest limit of lot 597 with the southwest limit of the public road;

Thence taking a southwesterly direction and following the northwest limit of said original lot 597 up to a point situate at the intersection of the northwest and north limits of original lot 597;

Thence taking a westerly direction and following the north limit of lot 597 up to a point situate at the intersection of the north and northwest limits of said lot 597;

Thence taking a southwesterly direction and following the northwest limit of lot 597 up to a point situate at the intersection of the northwest and southwest limits of lot 597;

Thence taking a southeasterly direction and following the southwest limit of lot 597 up to a point situate at the intersection of the southwest limit of lot 597 with the northwest limit of lot 596;

Thence taking a southwesterly direction and following the northwest limit of lots 596, 595, 593, 592, 591, 590 and 589 up to the intersection of the northwest limit of the said lots with the southwest limit of lot 589;

Thence taking a southeasterly direction and following the southwest limit of lots 589, 586, 585, 676, 584, up to a point situate at the intersection of the southwest and southeast limits of lot 584;

Thence taking a northeasterly direction and following the southeast limit of lot 584 up to a point situate at the intersection of the southeast and northeast limits of said lot 584;

Thence taking a northwesterly direction and following the northeast limit of lot 584 up to a point situate at the intersection of the northeast limit of said lot 584 with the southeast limit of lot 582;

Thence taking northeasterly, northerly, northwesterly directions and following the southeast limit of lots 583, 582, 579, 578, 577, 576, 574, 573, 572, 571, 570, 569 and 568 up to a point situate at the intersection of the southeast limit of lot 568 with the southwest limit of lot 548;

Thence taking a southeasterly direction and following the southwest limit of lot 548 up to a point situate at the intersection of the southwest and southeast limits of said lot 548;

Thence taking a northeasterly direction and following the southeast limit of lots 548, 547, 546 up to a point situate at the intersection of the southeast and southwest limits of said lot 546;

Thence taking a southeasterly direction up to a point situate at the intersection of the southeast and southwest limits of said lot 546;

Thence taking northeasterly, southeasterly and northwesterly directions and following the

lots 546, 545, 544, 543 jusqu'à un point situé à l'intersection de la limite sud-est du lot 543 avec la limite sud-ouest du lot 673;

De là prenant une direction sud-est en suivant la limite sud-ouest des lots 673, 517, 516, 513 jusqu'à un point situé à l'intersection des limites sud-ouest et sud-est du lot 513;

De là prenant une direction nord-est en suivant la limite sud-est des lots 513 et 512 jusqu'à un point situé à l'intersection des limites sud-est et nord-est dudit lot 512;

De là prenant une direction nord-ouest en suivant la limite nord-est dudit lot 512 jusqu'à un point situé à l'intersection de la limite nord-est du lot 512 avec la limite est du lot 511;

De là prenant des directions nord, nord-ouest, ouest et nord-est en suivant la limite est des lots 511, 509, 508, 507, 506, 505, 504, 503, 502, 500, 499, 498, 496, 495, 494, 493, 492, 486, 485, 484, 483, 482, 481, 480, 479, 476 et la limite sud-est des lots 469 et 468 jusqu'à un point situé à l'intersection des limites sud-est et nord-est dudit lot 468;

De là prenant une direction nord-ouest en suivant la limite nord-est des lots 468, 465, 466 jusqu'à un point situé à l'intersection de la limite nord-est du lot 466 et de la limite sud du lot 467;

De là prenant une direction est en suivant la limite sud du lot 467 jusqu'à un point situé à l'intersection des limites sud et nord-est dudit lot 467;

De là prenant une direction nord en suivant la limite nord-est des lots 467, 398, 397, 396, 395, la limite sud-est du lot 184 et la limite est des lots 184, 183, 182 jusqu'à un point situé à l'intersection des limites est et nord-est dudit lot 182;

De là prenant une direction nord-ouest en suivant la limite nord-est des lots 182, 181, 180, 179 jusqu'à un point situé à l'intersection des limites nord-est et est dudit lot 179;

De là prenant une direction nord-est en suivant la limite sud-est des lots 179, 178 jusqu'à un point situé à l'intersection de la limite sud-est dudit lot 178 avec la limite sud-ouest du lot 177;

De là prenant une direction nord-est en suivant la limite sud-est dudit lot 177 jusqu'à un point situé à l'intersection des limites sud-est et nord-est dudit lot 177;

De là prenant une direction nord-ouest en suivant la limite nord-est des lots 177, 176, 175, 174, 173, 172, 171, 170, 168, 167, 166, 165, 163, 162, 161, 159, 158, 157, 156, 155, 154, 153, 152, 151, 150, 149, 148, 147, 146, 144, 143, 142, 141, 140, 139, 138, 137, 136, 135, 134 jusqu'à un point situé à l'intersection des limites nord-est et nord-ouest dudit lot 134;

De là prenant une direction sud-ouest en suivant la limite nord-ouest dudit lot 134 jusqu'à un point situé à l'intersection de la limite nord-ouest du lot 134 avec la limite du chemin public;

De là prenant une direction nord-ouest en suivant la limite nord-est du chemin public jusqu'à un point situé à l'intersection de la limite nord-est de ce chemin public avec la limite sud-est du lot 127;

De là prenant une direction nord-est en suivant la limite sud-est dudit lot 127 jusqu'à un point situé à l'intersection des limites sud-est et nord-est dudit lot 127;

De là prenant une direction nord-ouest en suivant la limite nord-est des lots 127, 126, 124, 122, 121 jusqu'à un point situé à l'intersection

southeast limit of lots 546, 545, 544, 543 up to a point situate at the intersection of the southeast limit of lot 543 with the southwest limit of lot 673;

Thence taking a southeasterly direction and following the southwest limit of lots 673, 517, 516, 513 up to a point situate at the intersection of the southwest and southeast limits of lot 513;

Thence taking a northeasterly direction and following the southeast limit of lots 513 and 512 up to a point situate at the intersection of the southeast and northeast limits of said lot 512;

Thence taking a northwesterly direction and following the northeast limit of said lot 512 up to a point situate at the intersection of the northeast limit of lot 512 with the east limit of lot 511;

Thence taking northerly, northwesterly, westerly and northeasterly directions and following the east limit of lots 511, 509, 508, 507, 506, 505, 504, 503, 502, 500, 499, 498, 496, 495, 494, 493, 492, 486, 485, 484, 483, 482, 481, 480, 479, 476 and the southeast limit of lots 469 and 468 up to a point situate at the intersection of the southeast and northeast limits of said lot 468;

Thence taking a northwesterly direction and following the northeast limit of lots 468, 465, 466 up to a point situate at the intersection of the northeast limit of lot 466 and the south limit of lot 467

Thence taking an easterly direction and following the south limit of lot 467 up to a point situate at the intersection of the south and northeast limits of said lot 467;

Thence taking a northerly direction and following the northeast limit of lots 467, 398, 397, 396, 395, the southeast limit of lot 184 and the east limit of lots 184, 183, 182 up to a point situate at the intersection of the east and northeast limits of said lot 182;

Thence taking a northwesterly direction and following the northeast limit of lots 182, 181, 180, 179 up to a point situate at the intersection of the northeast and east limits of said lot 179;

Thence taking a northeasterly direction and following the southeast limit of lots 179, 178 up to a point situate at the intersection of the southeast limit of said lot 178 with the southwest limit of lot 177;

Thence taking a northeasterly direction and following the southeast limit of said lot 177 up to a point situate at the intersection of the southeast and northeast limits of said lot

Thence taking a northwesterly direction and following the northeast limit of lots 177, 176, 175, 174, 173, 172, 171, 170, 168, 167, 166, 165, 163, 162, 161, 159, 158, 157, 156, 155, 154, 153, 152, 151, 150, 149, 148, 147, 146, 144, 143, 142, 141, 140, 139, 138, 137, 136, 135, 134 up to a point situate at the intersection of the northeast and northwest limits of said lot 134;

Thence taking a southwesterly direction and following the northwest limit of said lot 134 up to a point situate at the intersection of the northwest limit of lot 134 with the limit of the public road;

Thence taking a northwesterly direction and following the northeast limit of the public road up to a point situate at the intersection of the northeast limit of the said public road with the southeast limit of lot 127;

Thence taking a northeasterly direction and following the southeast limit of said lot 127 up to a point situate at the intersection of the southeast and northeast limits of said lot 127;

Thence taking a northwesterly direction and following the northeast limit of lots 127, 126, 125, 124, 122, 121 up to a point situate at the intersec-

des limites nord-est et nord-ouest dudit lot 121; tion of the northeast and northwest limits of said lot 121;

De là prenant une direction sud-ouest en suivant la limite nord-ouest dudit lot 121 jusqu'à un point situé à l'intersection du prolongement de la limite nord-ouest dudit lot 121 avec la limite sud-ouest d'un chemin public;

Thence taking a southwesterly direction and following the northwest limit of said lot 121 up to a point situate at the intersection of the prolongation of the northwest limit of said lot 121 with the southwest limit of a public road;

De là prenant une direction nord-ouest en suivant la limite nord-est du lot 90 jusqu'à un point situé à l'intersection des limites nord et nord-est dudit lot 90;

Thence taking a northwesterly direction and following the northeast limit of lot 90 up to a point situate at the intersection of the north and northeast limits of said lot 90;

De là prenant une direction ouest en suivant la limite nord des lots 90 et 1 jusqu'à un point situé à l'intersection de la limite nord du lot 1 avec la ligne des hautes-eaux du Fleuve St-Laurent avant débordement;

Thence taking a westerly direction and following the north limit of lots 90 and 1 up to a point situate at the intersection of the north limit of lot 1 with the highwater mark of the St. Lawrence River before overflow;

De là prenant une direction sud en suivant la ligne des hautes-eaux du Fleuve St-Laurent qui se trouve être la limite ouest des lots 672 et 44 jusqu'à un point situé à l'intersection de la Rivière St-Jacques et de la ligne des hautes-eaux du Fleuve St-Laurent;

Thence taking a southerly direction and following the highwater mark of the St. Lawrence river which is the west limit of lots 672 and 44 up to a point situate at the intersection of the St-Jacques River and the highwater mark of the St. Lawrence river;

De là prenant une direction généralement est en suivant le centre de la Rivière St-Jacques, qui se trouve être la limite nord de la Ville de Laprairie et la limite sud des lots 44, 43, 42, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252 et 253 jusqu'à un point situé à l'intersection des limites nord-ouest et nord-est du lot 316;

Thence in a general easterly direction following the middle of the St-Jacques River, which is the north limit of the Town of Laprairie and the south limit of lots 44, 43, 42, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252 and 253 up to a point situate at the intersection of the northwest and northeast limits of lot 316;

De là prenant une direction sud-ouest en suivant la limite nord-ouest dudit lot 316 jusqu'à un point situé à l'intersection des limites nord-ouest et sud-est dudit lot 316;

Thence taking a southwesterly direction, following the northwest limit of said lot 316 up to a point situate at the intersection of the northwest and southeast limits of said lot 316;

De là prenant une direction sud-ouest en suivant la ligne limitative entre la Ville de Laprairie et la Paroisse de Laprairie à travers le lot 673 jusqu'à un point situé à l'intersection de la limite entre ces deux municipalités et la limite nord-est du lot 552;

Thence taking a southwesterly direction, following the division line between the Town of Laprairie and the Parish of Laprairie across lot 673 up to a point situate at the intersection of the limit between these two municipalities and the northeast limit of lot 552;

De là prenant une direction nord-ouest en suivant la limite nord-est des lots 552, 551 et 550 avec la ligne des hautes-eaux du Fleuve St-Laurent;

Thence taking a northwesterly direction, following the northeast limit of lots 552, 551 and 550 with the highwater mark of the St-Lawrence River;

De là prenant une direction généralement ouest en suivant la limite nord-ouest des lots 550, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 559 et 560 et la limite nord des lots 561, 562, 563, 564, 565, 566, 567 et 599 jusqu'au point de départ."

Thence in a general westerly direction, following the northwest limit of lots 550, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 559, and 560 and the north limit of lots 561, 562, 563, 564, 565, 566, 567 and 599 up to the starting point.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
24972-20-2-o O.-J. DESAULNIERS.

O. J. DESAULNIERS,
24972-20-2 Superintendent of Education.

Département de l'Agriculture Industrie Laitière

Department of Agriculture Dairy Industry

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Ordonnance N° 77-49

Order No. 77-49

Extrait des procès-verbaux des séances de la
Commission de l'Industrie Laitière de la
province de Québec.

Excerpt from the proceedings of the meetings
of the Dairy Industry Commission of the
Province of Québec.

Séance du mercredi, 18 mai 1949, tenue au
bureau de la Commission de l'Industrie Laitière,
à Québec, à 10 heures du matin.

Meeting of Wednesday May 18, 1949, held
in the office of the Dairy Industry Commission,
in Québec, at 10 o'clock in the morning.

Présent: MM. Dr Émile Nadeau, président,
Joseph Hébert, Omer-E. Milot, commissaires,
Alphonse Savoie, secrétaire.

Present: Messrs. Dr. Émile Nadeau, President,
Joseph Hébert, Omer-E. Milot, Commissioners,
Alphonse Savoie, Secretary.

Après avoir considéré les conditions de l'in-
dustrie laitière dans la région de Disraeli;

Considering the conditions of the dairy indus-
try within the region of Disraeli.

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1° La présente ordonnance s'applique à toute
personne qui, directement ou indirectement, vend

1. The present order is applied to any person
who, directly or indirectly, sells or delivers milk

ou livre du lait dans les limites de la région de Disraeli.

2° La région de Disraeli comprend le village de Disraeli.

3° Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$3.70 net F.A.B. la place d'affaire dudit marchand.

4° Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Disraeli, offrir, vendre ou livrer à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à 8 cents la chopine et 15 cents la pinte.

5° Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Disraeli, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à un prix inférieur à 7½ cents la chopine et 14 cents la pinte.

6° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à un prix inférieur à 56 cents le gallon.

La présente ordonnance entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Le secrétaire de la dite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. DR ÉMILE NADEAU, président,
JOSEPH HÉBERT,
OMER-E. MILOT.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,

Le Secrétaire, Commission
de l'Industrie Laitière.

24976-o

within the limits of the region of Disraeli.

2. The region of Disraeli includes the village of Disraeli.

3. Any milk dealer must pay directly to his producers-suppliers, for each hundred pounds of milk which he receives from them, \$3.70 net F.O.B. business place of said dealer.

4. Save the provisions of article 5 hereunder no person shall, within the limits of said region of Disraeli, offer, sell or deliver, at his home or at his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to 8 cents a pint and 15 cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Disraeli, offer, sell or deliver milk, to a grocery, a restaurant, a dealer or to any other business establishment, to a price inferior to 7½ cents a pint and 14 cents a quart.

6. No person shall offer, sell or deliver milk in bulk at a price inferior to 56 cents a gallon.

The present Order shall come into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. DR ÉMILE NADEAU, President,
JOSEPH HÉBERT,
OMER-E. MILOT.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,

The Secretary, Dairy Industry
Commission.

24976-o

Département des Terres et Forêts

AVIS

Cadastre officiel de la ville de Drummondville, quartier Est, division d'enregistrement de Drummond.

Avis est par la présente donné que les lots 2-6, à 2-9, 2-42, 2-61 à 2-65, 2-86 à 2-98, 2-119 à 2-137, 2-236, 2-238 et 2-240 sont annulés le 30 avril en vertu de l'article 2174A du Code civil. Québec, le 30 avril 1949.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-Ministre,
AVILA BÉDARD.

24975-o

Department of Lands and Forests

NOTICE

Official Cadastre of the Town of Drummondville, East ward, registration division of Drummond.

Notice is hereby given that lots 2-6 to 2-9, 2-42, 2-61 to 2-65, 2-86 to 2-98, 2-119 to 2-137, 2-236, 2-238 and 2-240 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, April the 30th, 1949.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

24975-o

Département du Travail

AVIS

Conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Ministre du Travail donne avis par les présentes que les parties ci-après mentionnées lui ont présenté une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

Alcoa Steamship Co. Inc.; Anglo Canadian Pulp and Paper Mills Ltd.; Albert G. Baker Ltd.; Canadian Import Co. Ltd.; Canadian National Steamships; Canadian Pacific Steamships, Ltd.; County Line Ltd.; Cunard Donald-

Department of Labour

NOTICE

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapitre 163 and amendments), the Honourable Minister of Labour hereby gives notice that the parties hereafter mentioned have submitted to him a request to render obligatory the collective labour agreement entered into between;

ON THE ONE PART:

Alcoa Steamship Co. Inc.; Anglo-Canadian Pulp and Paper Mills Ltd.; Albert G. Baker Ltd.; Canadian Import Co. Ltd.; Canadian National Steamships; Canadian Pacific Steamships, Ltd.; County Line Ltd.; Cunard Donaldson Ltd.;

son Ltd; Furness Withy & Co. Ltd.; Wm. G. Furness Withy & Co. Ltd.; Wm. G. McCauley, McCauley,

ET, D'AUTRE PART:

"International Longshoremen's Association", et son local affilié, numéro 1739, pour les employeurs et les salariés des occupations visées, suivant les conditions ci-après:

I. a) *Jurisdiction territoriale*: La juridiction territoriale du décret comprendra le port de Québec.

b) *Jurisdiction industrielle*: Le décret s'appliquera à tous les débardeurs employés au chargement et au déchargement des navires océaniques dans le port de Québec.

II. *Taux de salaire et durée de travail*: a) Les heures de travail sont réparties entre 8.00 a.m. et midi et entre 1.00 p.m. et 5.00 p.m., durant lesquelles le taux de salaire est de \$1.30 l'heure. Lorsque les hommes sont requis de commencer à 7.00 a.m., ils reçoivent salaire et demi entre 7.00 a.m. et 8.00 a.m. Tout travail exécuté entre 5.00 p.m. et 8.00 a.m. est rémunéré à raison de \$1.95 l'heure, et celui exécuté le dimanche, à raison de \$2.60 l'heure.

b) Lorsque les débardeurs sont requis de travailler pendant les heures des repas, ils doivent recevoir le double du salaire régulier, et ce, pour chaque heure subséquente jusqu'à ce qu'ils soient renvoyés. Les dimanches, cependant, le taux de rémunération pour les heures des repas doit être salaire et demi basé sur le taux de salaire fixe pour le dimanche. Les heures des repas sont les suivants: de 7.00 a.m. à 8.00 a.m., de midi à 1.00 p.m., de 6.00 p.m. à 7.00 p.m., de midi à 1.00 p.m.

c) Tout travail exécuté le jour de la St-Jean-Baptiste, le jour de la Confédération et la Tous-saint doit être rémunéré à raison de \$2.60 l'heure. Les heures des repas de ces jours sont rémunérées au même taux que les heures des repas du dimanche. Les hommes ne seront pas requis de travailler le jour de la Fête du Travail excepté pour la manutention de la malle, des baggages et des messageries et pour le service des vaisseaux à passagers, et le taux de salaire sera de \$2.60 l'heure.

d) Une majoration de \$0.15 l'heure sera versée pour le déchargement et le chargement de cargaisons arrimées de nitrate, bauxite, soufre, de porcelaine, superphosphate, sacs de soude, de noir de fumée ou de charbon en sacs, peaux humides en sacs, paquets ou non-arrimées, ciment en sacs, pour le déplacement du charbon dans les soutes et le nettoyage des cales où les marchandises ci-haut mentionnées ont été placées.

e) Une majoration de \$0.35 l'heure sera versée pour le déchargement ou le chargement d'engrais ammoniacal (aeroprills ou nitraprills). Cette majoration doit être versée à tous les débardeurs affectés à la manutention de cette marchandise.

f) Une majoration de \$0.15 l'heure sera versée pour le déchargement ou le chargement des viandes, bacon, beurre, poisson congelé ou autre cargaison dont le transport s'effectue à 30° ou en dessous, soit pour les entrer dans les chambres frigorifiques ou pour les en sortir.

g) Une majoration de \$0.15 l'heure sera versée pour le déchargement, le chargement, l'arrimage, la mise en sacs, et vice versa, du grain.

h) Lorsque les hommes sont requis de travailler dans des conditions défavorables dans les cales sérieusement affectées par la fumée, le gaz ou l'eau, les obligeant à travailler dans l'eau, le taux de salaire sera doublé, mais dans les cales affectées seulement.

And, ON THE OTHER PART:

International Longshoremen's Association, and its Affiliated Local 1739, for the employers and the employees of the occupation concerned, according to the following conditions:

I. a) *Territorial jurisdiction*: The territorial jurisdiction of the decree shall comprise the Harbour of Quebec.

b) *Industrial jurisdiction*: The decree shall apply to the longshoremen employed in the loading and unloading of ocean steamships in the Harbour of Quebec.

II. *Rates of wages and duration of labour*:

a) Working hours shall be from 8 a.m. until 12 noon, and from 1 p.m. until 5 p.m., during which time the rate of pay shall be \$1.30 per hour. If men are required to start work at 7 a.m., they shall be paid at time-and-half rate between 7 a.m. and 8 a.m. For work performed during the hours of 5 p.m. and 8 a.m., the rate of pay shall be \$1.95 per hour, and for work performed on Sundays the rate of pay shall be \$2.60 per hour.

b) When longshoremen are required to work any meal hour, they shall receive double-time at the prevailing rate of wages and for each succeeding hour until discharged, except that on Sundays the rate for working meal hours shall be time-and-half the rate paid for Sunday work. Meal hours shall be from 7 a.m. to 8 a.m., 12 noon to 1 p.m., 6 p.m. to 7 p.m., 12 midnight to 1 a.m.

c) For work performed on St. Jean Baptiste Day, Dominion Day and All Saints Day, the rate of pay shall be \$2.60 per hour except that on such holidays the rate for working meal hours shall be the same as the rate paid for working meal hours on Sundays. Men shall not be obliged to work on Labour Day except for Mails, baggage, express and attending to passenger vessels, and in which case the rate of pay shall be \$2.60 per hour.

d) For unloading or loading bulk cargoes of nitrate, bauxite, sulphur, ore, china clay and superphosphates, and for soda ash in bags, lamp-black or carbon black in bags and wet hides in bags, bundles or loose, cement in bags, also for shifting bunker coal or cleaning of holds in which the foregoing commodities have been stowed, a differential of 15c per hour shall be paid.

e) For unloading or loading ammonium nitrate fertilizer (aeroprills or nitraprills) a differential of 35c per hour shall be paid. This differential to be paid to all longshoremen employed in handling this commodity.

f) For unloading or loading meats, bacon, butter, frozen fish or other cargo to be carried at 30° or under, from or into refrigerator chambers, a differential of 15c per hour shall be paid.

g) For grain unloading, loading, trimming, bagging, bleeding of bags, a differential of 15c per hour shall be paid.

h) When men are required to work under distress conditions in holds which have been seriously affected by smoke, gas or flooded by water, resulting in the men having to work in water, the rate of pay shall be double the prevailing rate in the affected holds only.

i) Subordonnement au paragraphe "a" ci-haut, les heures de commencement du travail seront à 8.00 a.m., 10.00 a.m., 1.00 p.m., 3.00 p.m., 7.00 p.m. et 1.00 a.m.; deux heures d'avis doivent être données pour les appels de jour, et trois heures la nuit.

j) Lorsque les hommes sont appelés à travailler pendant les heures du jour ils doivent recevoir un minimum d'une heure de rémunération au taux régulier; s'ils sont appelés pour du travail de nuit ou le dimanche ou un jour de fête, une rémunération minimum de deux heures, au taux régulier, sera versée qu'ils soient mis au travail ou non, pour des raisons de température ou autres, excepté lorsque les écoutes sont terminées en deçà de la période minimum mentionnée plus haut. Dans ce dernier cas, la période de travail seulement est rémunérée sur la base suivante: moins d'une demi-heure de travail, une demi-heure de rémunération; plus d'une demi-heure de travail, une heure de rémunération. Dans les cas de mauvaises températures, les contre-maîtres intéressés et le représentant de la compagnie doivent décider si, oui ou non, le travail doit être exécuté.

k) Le travail sur passagers ne portant que de la malle, des baggages, des messageries ou des passagers peut être commencé en tout temps, y compris les dimanches et les jours de fête, au taux en vigueur.

l) Le travail du dimanche commence à 9.00 a.m. excepté lorsqu'un vaisseau prend ou laisse chargement dans le bassin intérieur. Dans un tel cas, le travail peut être commencé en tout temps afin de permettre audit vaisseau d'être prêt pour l'ouverture de l'écluse.

III. a) Les compagnies acceptent de former un petit comité destiné à siéger avec un comité semblable des débardeurs, en temps utile, en vue de régler tout grief légitime pouvant survenir dans l'application de cette convention.

b) Les débardeurs ont le droit de nommer un représentant sur les quais; ce représentant est élu à une assemblée générale des débardeurs.

IV. Toute mésentente, quant à l'interprétation des conditions de travail contenues dans le décret doit être soumise au surintendant de la compagnie ou au contracteur-arrireur par le représentant des débardeurs sur les quais, et non aux salariés. Dans le cas où un différend ne peut être réglé entre les parties aux présentes par par l'entremise des petits comités auxquels il est fait allusion au paragraphe "d" quant à l'interprétation de toute clause de ces conditions de travail, les salariés doivent continuer à travailler et tel différend est soumis à un comité d'arbitrage formé de trois (3) membres, un choisi par les compagnies, un par les débardeurs et un président conjointement choisi par les deux autres. Tel comité doit siéger sans délai et la décision de la majorité est finale et lie les deux parties.

V. Conditions de travail: 1° Tous les contre-maîtres et les hommes seront sous les ordres du surintendant de la compagnie ou du contracteur-arrireur mais les ordres devant être donnés aux hommes, cependant, le seront par leurs contre-maîtres respectifs.

2° Tout homme qui fume dans une écouteille vole, boit ou est sous l'influence de la boisson aux heures de travail peut être renvoyé en tout temps.

3° Les compagnies ou les contracteurs-arri-reurs ont le droit de faire la répartition des hommes de l'équipe, avec minimum de 8 hommes dans la cale; ils peuvent aussi se servir de garants

i) Subject to subsection (a) above, starting times shall be 8 a.m., 10 a.m., 1 p.m., 3 p.m., 7 p.m., and 1 a.m., and two hours' notice to be given for day calls and three hours' notice for night calls.

j) When men are ordered out to work during day hours they shall be paid a minimum of one hour at the prevailing rate and during night hours and on Sundays and holidays a minimum of two hours, at the prevailing rate, whether put to work or not because of weather conditions or other causes except when the respective hatches are completed within the minimum time mentioned heretofore and in which case only the actual time worked shall be paid, on the basis that for work up to half an hour, men to be paid for half an hour; if past the half-hour, they shall be paid for the full hour. Decision in regard to work during bad weather to be made by the interested foremen and the company's representative.

k) Passenger vessels only with mail, baggage, express, or passengers may be started at any time including Sundays and holidays at the prevailing rate of wages.

l) Work on Sundays shall commence at 9 a.m. except when a vessel is unloading or loading in the Inner Basin; the work may then be commenced at any time so as to permit the vessel to be ready for the opening of the tidal gates.

III a) The companies agree to appoint a small committee which shall meet a similar committee of the longshoremen, when necessary, for the purpose of adjusting any legitimate grievances which may arise in connection with the operation of this agreement.

b) The Longshoremen shall have the right to appoint a representative on the wharves to be elected at a general meeting of the Long-shoremen.

IV. Any dispute as to the interpretation of the working conditions herein contained shall be taken up by the longshoremen's representative on the wharves with the Company's Superintendent and/or Contracting Stevedores, and not with the men. Should there be any dispute which cannot be adjusted between the parties hereto, through the medium of the small committees referred to in Section III above, as to the interpretation of any of the clauses of these working conditions, the men shall continue to work and such dispute shall be referred to a Committee of Arbitration consisting of three members, one selected by the employers, one by the longshoremen and a Chairman selected jointly by the other two. Such Committee shall sit without any unnecessary delay, and a majority decision shall be final and binding on both parties.

V. Schedule or working conditions: 1. All foremen and men shall be under the control of the Company's Superintendent and/or contracting stevedore, but all orders to the men shall be given through their respective foremen.

2. Any man found smoking in a hatch, pilfering, drinking liquor on the job or under the influence of liquor while at work, shall be discharged at any time.

3. The companies and/or contracting stevedores shall have the right to judge how all men in the gang are to be distributed but not less than 8 men to be employed in the hold, and

accouplés ou de tout autre dispositif pratique et sûre pour le chargement ou le déchargement.

4° L'équipe pour la manutention d'une cargaison générale doit comprendre 17 hommes et un contremaître excepté lorsque stipulé autrement dans la présente convention.

5° Une équipe affectée au pelletage du grain des chalands à vapeur aux tours des bassins intérieur ou extérieur doit comprendre 16 hommes, y compris le contremaître.

6° Pour le chargement de papier au quai Anglo, une équipe doit comprendre 13 hommes, y compris le contremaître.

7° Une équipe affectée à l'approvisionnement d'un vaisseau, ou à un travail semblable, ne doit comprendre que le nombre d'hommes requis par l'agent du vaisseau.

8° L'équipe requise pour la manutention des passerelles à passagers seulement doit comprendre au moins 8 hommes.

9° Lorsqu'il se trouve des membres d'autres syndicats affectés au chargement ou déchargement d'une cargaison dans des péniches ou wagons près d'un vaisseau, l'équipe régulière des débardeurs sera réduite en conséquence, mais il n'y aura pas moins de 12 hommes employés.

10° S'il faut transborder une cargaison d'un vaisseau à un autre, ou d'un océanique à un vaisseau des Grands Lacs, l'équipe doit comprendre 24 hommes, y compris 2 contremaîtres, et au moins 8 hommes doivent être affectés à chaque cale.

11° Lors du chargement du grain, l'écoulement de ce dernier doit être interrompu lorsque les hommes descendent dans la cale; les conduits peuvent fonctionner, ou le chargement peut se faire par les écoutilles pourvu que l'entrée soit obstruée lorsque les hommes sont dans la cale. Il doit y avoir une sortie disponible afin que les hommes puissent sortir en temps utile, et elle doit être accessible aux hommes qui travaillent dans la cale; si telle sortie n'existe pas, l'entrée des panneaux ne doit pas être obstruée afin de servir de sortie.

12° Tout homme supplémentaire appelé pendant une période de travail doit être rémunéré à compter de l'heure où l'équipe a commencé de travailler jusqu'à l'heure où ladite équipe est renvoyée ou jusqu'à la fin de la période de travail. Si les services des hommes supplémentaires ne sont pas requis pour toute la période mentionnée plus haut, ils peuvent être changés d'équipe au besoin.

13° Toute équipe appelée doit être gardée au travail au moins deux heures pendant le jour, et au moins trois heures pendant la nuit.

14° Lorsqu'une équipe est déplacée d'un vaisseau à un autre, la rémunération ne doit pas être interrompue. Une période raisonnable doit être accordée pour le déplacement mais si un homme abuse de ce privilège il ne sera pas rémunéré pour cette période de déplacement. Cette clause ne s'applique pas lorsque le vaisseau vers lequel on dirige les hommes n'est pas encore accosté ou lorsque le travail sur ledit vaisseau n'est pas commencé.

15° Lorsque l'on se sert de voitures à mains, à deux roues, deux (2) salariés doivent être employés lorsque la charge excède 800 livres, poids net des marchandises.

16° Lorsque les salariés travaillent dans la cale, le fardage doit être mis dans des élinges et descendu avec un treuil.

17° Les baux des écoutilles doivent être enlevés, verrouillés, ou assujettis d'une manière

also shall have the right to work with falls together or any other practical and safe method of loading or unloading.

4. A general cargo gang shall consist of 17 men and a foreman except as otherwise stipulated herein.

5. A gang employed shovelling grain ex barges under the marine towers, inner and outer basins, shall consist of 16 men including foreman.

6. When loading paper at the Anglo Wharf, a gang shall consist of 13 men including foremen.

7. A gang employed loading ships' stores and/or other such work shall consist only of the number of men ordered by the ships' Agents.

8. If men are required to attend to passenger gangways only, the gang shall consist of not less than 8 men.

9. When cargo is handled by members of other labour unions from or into lighters or cars alongside of a vessel, the regular longshoremen's gang shall be decreased accordingly, but not less than 12 men to be employed.

10. When cargo is transhipped from one vessel to another or from an ocean vessel to a lake vessel, the gang shall consist of 24 men including 2 foremen but of which at least 8 men shall be employed in each hold.

11. When grain is being loaded, the running of grain must be stopped while the men are going down into the hold, but grain may be run into the feeders, or in the hatchways provided the hatchways are kept filled, while the men are in the holds. An exit must be available for the men to come up when necessary and must be within reach of the men working in the hold, and if no exit is available, the hatch cannot be blocked but must be left clear as an exit.

12. Any extra men called during a working period shall be paid from the time the gang started to work in that period and until such time as the said gang is discharged or at the end of that working period. If the services of the extra men are not required for all of the time mentioned heretofore, they can be shifted from gang to gang as required.

13. Any gang ordered shall not be subject to cancellation within two hours of the starting hour, during the day, and within three hours of the starting hour at night.

14. When a gang has to go from one ship to another, it shall be paid continuously. A reasonable length of time shall be allowed for the transfer to be made but if any man abuses this privilege, he shall not be entitled to be paid for the transfer time. This clause will not apply when the ship to which the men are being ordered is not docked or started to work,

15. When using two-wheeled handtrucks, two men shall be employed on the truck when the truckload exceeds 800 lbs. net weight of cargo.

16. Dunnage must be placed on board in slings and lowered with winch if men are working in the hold.

17. Hatch beams must be taken off, bolted, or properly secured when men are working in

appropriée lorsque les salariés travaillent dans les écoutilles et emploient un treuil.

18° Tout homme affecté au déchargement d'un navire ne peut exiger de travail pour le chargement du même navire.

19° Un minimum de trois hommes à chaque baille doit être employé lors du chargement ou du déchargement de lest.

DÉCHARGEMENT D'UN NAVIRE

20° Pour le déchargement de toute cargaison au moyen de voitures à main (hand trucks), le poids net de la charge de l'élingue ou de la voiture ne doit pas excéder 1,200 livres, 5% de marge, excepté dans le cas d'une seule pièce ou d'un seul paquet.

21° Pour le déchargement de toute cargaison sur les quais, wagons, camions automobiles, mais non sur voitures à main, le poids net de la charge de l'élingue ne doit pas excéder 1,600 livres, 5% de marge, excepté dans le cas d'une seule pièce ou d'un seul paquet. Si l'on se sert de voitures mécaniques ou de remorques, le poids net de la charge de l'élingue ne doit pas excéder 1,600 livres, 5% de marge, avec l'équipe régulière; si l'on ajoute deux hommes supplémentaires, le poids net de la charge de l'élingue peut être augmenté à 1,800 livres, 5% de marge; si deux autres hommes sont ajoutés, le poids net de la charge de l'élingue peut être porté à 2,000 livres, 5% de marge, excepté dans le cas d'une seule pièce ou d'un seul paquet.

22° Nonobstant les dispositions des paragraphes 20 et 21, la charge de l'élingue (déchargement) sera comme suit pour les marchandises ci-après désignées:

a) Pour le déchargement de pâte de bois en balles sur les quais, laquelle est ensuite déplacée une seule balle à la fois, ou sur les voitures mécaniques ou remorques, le poids net de la charge de l'élingue ne doit pas excéder quatre (4) balles (maximum de 2,000 livres).

b) Pour le déchargement de madriers de 35 pieds de longueur, un seul madrier sera mis dans l'élingue; s'il s'agit de madriers de moins de 35 pieds de longueur, on pourra en mettre deux. Pour le déchargement d'épinette, de pin, de bois de Colombie et de tout bois mou (de sciage), la charge de l'élingue ne doit pas dépasser 16 pieds de longueur, 21" x 16". Pour les morceaux de plus de 16 pieds de longueur, la charge de l'élingue ne doit excéder 12" x 16".

23° Les compagnies ou les contracteurs-arri-meurs ont le droit d'augmenter les charges d'élingue mentionnées ci-haut, excepté lorsque le déchargement s'effectue au moyen de voitures à main; le nombre d'hommes de l'équipe doit alors être suffisamment augmenté. Le surintendant de la compagnie ou le contracteur-arri-meur désignera la fonction des hommes supplémentaires.

24° Pour le déchargement de farine ou autre marchandise en sacs, la hauteur de l'empilage sera la suivante:

	<i>hauteur</i>
Sacs de moins de 100 livres.....	7 sacs
Sacs de 100 à 140 livres.....	5 sacs
Sacs de plus de 140 livres.....	4 sacs

CHARGEMENT D'UN VAISSEAU

25° Lorsque le chargement s'effectue au moyen de voitures à main, le poids net de la charge de l'élingue ne doit pas excéder 1,400 livres, 5% de marge, excepté dans le cas d'une seule pièce ou d'un seul paquet. Si l'on utilise des voitures mécaniques ou des remorques, le

the hatch and using a winch.

18. No man working on the unloading of a vessel shall have the right to claim work on the loading of the same vessel.

19. When unloading or loading ballast, not less than 3 men to be employed on each tub.

UNLOADING A SHIP

20. Unloading of all cargo landed on hand-trucks, the slingload and truckload shall not exceed 1,200 lbs. net weight of cargo, 5% margin, except in case of single piece and/or package.

21. Unloading cargo into wharves, cars, motor trucks, but not landed on handtrucks, the slingloads shall not exceed 1,600 lbs. net weight of cargo, 5% margin, except in the case of a single piece and/or package. When mechanical trucks and/or trailers are used, the slingload shall not exceed 1,600 lbs. net weight of cargo, 5% margin, with the normal gang, but if two extra men are added, the slingload may be increased to 1,800 lbs. net weight of cargo, 5% margin, and if a further two men are added, the slingload may be increased to 2,000 lbs. net weight of cargo, 5% margin, except in the case of a single piece and/or package.

22. Notwithstanding anything contained in subsections 20 and 21, the following shall be the slingloads (unloading) of the undernoted commodities:

a) When unloading woodpulp in bales onto wharves and trucked away in single pieces, or when landed on mechanical trucks and/or trailers, the slingload shall not exceed four (4) bales, (not over 2,000 lbs.).

b) Unloading timber 35 ft. or more in length, one piece shall constitute a slingload and unloading timber under 35 ft. in length, 2 pieces shall constitute a slingload. Unloading spruce, pine, B.C. lumber, or any soft sawn lumber, the slingload shall not exceed 16 ft. in length, 21" x 16". Pieces exceeding 16 ft. in length, the slingload shall not exceed 12" x 16".

23. The companies and/or Contracting Stevedores shall have the right to increase all slingloads mentioned heretofore except when cargo is landed on handtrucks and, in such event, an adequate number of extra men shall be employed in the gang. The placing of the extra men to be at the discretion of the Company's Superintendent and/or Contracting Stevedore.

24. When unloading flour and other bagged commodities, the height of piling shall be as follows:

	<i>high</i>
Bags under 100 lbs.....	7 bags
Bags 100 to 140 lbs.....	5 bags
Bags over 140 lbs.....	4 bags

LOADING A SHIP

25. In handtruck operations, a slingload (loading) shall not exceed 1,400 lbs. net weight of cargo, 5% margin, except in the case of a single piece and/or package. When mechanical trucks and/or trailers are used, the slingload shall not exceed 1,600 lbs. net weight of cargo,

poids net de la charge de l'élingue ne doit pas excéder 1,600 livres, 5% de marge, avec l'équipe régulière; si l'on embauche deux hommes supplémentaires, le poids net de la charge de l'élingue peut être porté à 1,800 livres, 5% de marge et si deux autres hommes sont ajoutés, le poids net de la charge de l'élingue peut être porté à 2,000 livres, 5% de marge, excepté dans le cas d'une seule pièce ou d'un seul paquet. Toutefois, lorsque les hommes sont requis de manipuler toute la charge de l'élingue au moyen de voitures à main dans les cales ou entreponts, la charge de l'élingue ne doit jamais excéder 1,400 livres, 5% de marge; les charges ci-haut mentionnées sont permises lorsque l'élingue est desservie au moyen de fardiers ou buggys dans les cales ou entreponts ou lorsque la charge de l'élingue peut être placée sans qu'on ait recours aux voitures à main.

26° Nonobstant les dispositions du paragraphe 25, la charge de l'élingue sera comme suit (chargement) pour les marchandises ci-après désignées:

a) Pour le chargement de madriers de 35 pieds ou plus de longueur, un seul madrier sera mis dans l'élingue; s'il s'agit de madriers de moins de 35 pieds de longueur, on pourra en mettre deux. Pour le chargement d'épinette, de pin, de bois de Colombie et de tout bois mou (de sciage), la charge de l'élingue ne doit pas dépasser 16 pieds de longueur, 21" x 16". Pour les morceaux de plus de 16 pieds de longueur, la charge de l'élingue ne doit pas excéder 12" x 16".

b) Pour le chargement de bouleau, la charge de l'élingue ne doit pas excéder 14 pieds de longueur, 18" x 14".

c) Pour le chargement de billots, l'élingue portera soit deux petits billots ou un gros.

d) Pour le chargement de bois de soutènement, la chaîne de serrage ne doit pas excéder 15 pieds de longueur. Pour le chargement de bois de pulpe, la chaîne ne doit pas excéder 20 pieds de longueur.

e) Pour le chargement de pâte de bois en balles de plus de 350 livres, la charge de l'élingue ne doit pas excéder trois balles; lorsqu'on utilise des voitures mécaniques ou des remorques, la charge maximum de l'élingue peut être de quatre balles. Pour les balles de moins de 350 livres, la charge de l'élingue ne doit pas excéder quatre balles; lorsqu'on utilise des voitures mécaniques ou des remorques, la charge maximum de l'élingue peut être de six balles (2,000 livres).

f) Pour le chargement de papier à journal en rouleaux, la charge maximum de l'élingue est la suivante:

	<i>par élingue</i>
Rouleaux pesant jusqu'à 500 livres.	3
Rouleaux pesant de 501 à 1,000 livres	2
Rouleaux de plus de 1,000 livres	1

27° Les compagnies ou les contracteurs-arrimeurs ont le droit d'augmenter les charges d'élingue mentionnées ci-haut; le nombre d'hommes de l'équipe doit alors être suffisamment augmenté. Le surintendant de la compagnie ou le contracteur-arrimeur désignera la fonction des hommes supplémentaires. Cependant, pour le chargement de papier-journal à raison de deux (2) rouleaux de 1,000 livres ou plus par élingue, il ne peut y avoir moins de 27 hommes dans l'équipe.

28° Lorsque la cargaison est empilée dans un hangar à plus de 7 pieds de hauteur, on devra employer des hommes supplémentaires.

VI. *Durée du décret.* Le décret demeurera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1949. Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contrac-

5% margin, with the normal gang, but if two extra men are added, the slingload may be increased to 1,800 lbs. net weight of cargo, 5% margin, and if a further two men are added, the slingload may be increased to 2,000 lbs. net weight of cargo, 5% margin, except in the case of a single piece and/or package. However, when the men are required to handle the complete slingload with handtrucks in the holds or tween-decks, the slingload in no case shall exceed 1,400 lbs. 5% margin, but the aforementioned weight shall be permissible when the slingload is handled by means of lorries or buggies in the holds or tween-decks or when the slingload can be landed without using handtrucks.

26. Notwithstanding anything contained in subsection 25, the following shall be the slingloads (loading) of the undernoted commodities:

a) When loading timber 35 ft. or more in length, one piece shall constitute a slingload and when loading timber under 35 ft. in length, two pieces shall constitute a slingload. Loading spruce, pine, B.C. lumber, or any soft sawn lumber, the slingload shall not exceed 16 ft. in length, 21" x 16". Pieces exceeding 16 ft. in length the slingload shall not exceed 12' x 16".

b) When loading sawn Birch lumber, the slingload shall not exceed 14 ft. in length, 18" x 14".

c) When loading logs, a slingload shall not exceed two small logs or one large log.

d) When loading pitprops, chain nippers not to exceed 15 ft. in length. When loading pulpwood the nipper shall not exceed 20 ft. in length.

e) When loading woodpulp in bales over 350 lbs., the slingload shall not exceed three bales except when mechanical trucks and/or trailers are used and in which case the slingload shall not exceed four bales. Bales under 350 lbs. the slingload shall not exceed four bales except when mechanical trucks and/or trailers are used and in which case the slingload shall not exceed six bales (2,000 lbs.).

f) When loading newsprint in rolls, the slingload shall not exceed the following:

	<i>per sling</i>
Rolls up to 500 lbs.	3
Rolls 501 to 1,000 lbs.	2
Rolls over 1,000 lbs.	1

27. The Companies and/or Contracting Stevedores shall have the right to increase all slingloads mentioned heretofore, and in such event an adequate number of extra men shall be employed in the gang, the placing of extra men to be at the discretion of the Company's Superintendent and/or Contracting Stevedore except that when loading two (2) rolls of newsprint of 1,000 lbs. or more, not less than 27 men to be employed in a gang.

28. When cargo is piled up in the shed more than 7 ft. high, extra men shall be employed.

VI. *Duration of the decree.* The decree will remain effective until the 31st of December 1949. It then renews itself automatically from year to year unless either contracting party serve

tantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 31 décembre 1949 ou avant le 31 décembre de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 21 mai 1949. 24985-o

written notice on the other party to the contrary within a period of not more than sixty (60) days, nor less than thirty (30), prior to December 31st 1949, or prior to December 31st of any subsequent year. Such a notice must also be given to the Minister of Labour.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 21, 1949. 24985-o

Département du Trésor
Assurances

Treasury Department
Insurance

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS
ET DE CERTIFICAT D'ENREGISTREMENT

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE
AND CERTIFICATE OF REGISTRATION

Avis est donné par les présentes que National General Insurance Company, enregistrée sous le No 491, a obtenu le permis et certificat d'enregistrement N° 3545 qui l'autorise, à compter du 6 avril 1949, à effectuer dans la Province des contrats relatifs aux genres d'assurance suivants: Incendie et accessoirement, agitation civile, choc de véhicules, chute d'aéronef, défectuosité d'extincteurs automatiques, explosion limitée ou inhérente, grêle limitée, ouragan, tremblement de terre; Automobile; Biens mobiliers; Bris de glace; Garantie; Responsabilité civile; Responsabilité de l'employeur; Transport intérieur; Vol.

Notice is hereby given that National General Insurance Company, registered under No. 491, has obtained the license and certificate of registry No. 3545 authorizing it, as from the 6th of April 1949, to undertake in the Province contracts of insurance of the following classes: Fire, and supplementary thereto, civil commotion, earthquake, falling aircraft, impact by vehicles, limited hail, limited or inherent explosion, sprinkler leakage, windstorm; Automobile; Employers' liability; Guarantee; Inland transportation; Personal property; Plate glass; Public liability; Theft.

Le siège social de la compagnie est situé à Winnipeg, Manitoba.

The head office of the company is situated at Winnipeg, Manitoba.

La compagnie a nommé monsieur Jacques Murphy, 204 Ouest, rue Notre-Dame, Montréal, son procureur dans la Province.

The company has appointed Mr. Jacques Murphy, 204 Notre-Dame Street West, Montreal, its attorney in the Province.

Donné au bureau du Service des assurances, Département du Trésor, le 16 mai 1949.

Given at the office of the Insurance Branch, Treasury Department, the 16th of May, 1949.

Pour le Trésorier de la Province,
Le Surintendant des assurances,
24950-20-2-o GEORGES LAFRANCE.

For the Treasurer of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
24950-20-2-o Superintendent of Insurance.

Examen du Barreau — Bar Examination

BARREAU D'ARTHABASKA — BAR OF ARTHABASKA

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT

CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence	Collège College
Setlakwe	Raymond C.	20	Thetford-Mines ...	Bishop's College.

Victoriaville, le 18 mai 1949 — Victoriaville, May 18, 1949.

Le Secrétaire du Barreau d'Arthabaska,

LAURENT TROTTIER,
Secretary of the Bar of Arthabaska.

Erratum

ERRATUM

La version française de l'arrêté en conseil numéro 108-C, du 3 février 1949, publié dans la *Gazette officielle de Québec* du 12 février 1949, est corrigé comme suit:

Les mots "sous la surveillance immédiate" mentionnés à l'avant dernier alinéa dudit arrêté doivent se lire "sans la surveillance immédiate".

24234-A-x

Erratum

ERRATUM

The French version of Order in Council number 108-C of February 3, 1949, published in the *Quebec Official Gazette* of February 12, 1949, is corrected as follows:

The words "sous la surveillance immédiate" mentioned in the second last paragraph of the said Order shall read as follows: "sans la surveillance immédiate".

24234-A-x

Greffes de notaires

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à la Chambre des Notaires par Me Roland Savignac, notaire demeurant et exerçant à Montréal, district judiciaire de Montréal, par laquelle il demande la transmission en sa faveur des minutes, répertoire et index de Me J.-L. Lacasse, notaire décédé.

Montréal, 21 mai 1949.

Le Secrétaire-trésorier de la Chambre
des Notaires,

24964-o

ARTHUR COURTOIS.

Notarial Records

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to the Board of Notaries, by Me Roland Savignac, Notary residing and practising at Montreal, Judicial District of Montreal whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of Me J. L. Lacasse, deceased Notary.

Montreal, May 21st 1949.

ARTHUR COURTOIS,
Secretary-treasurer of the Board
of Notaries.

24964-o

Sièges sociaux

LEONARD REALTIES INC.

Avis de situation du Siège Social

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Leonard Realities Inc.", constituée en corporation par lettres patentes émises par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, en date du dixième jour de novembre 1948, et ayant son siège social en la cité de Montréal, a établi son bureau au N° 1524 rue Mountain, en ladite cité de Montréal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 16ième jour d'avril 1949.

24946

Le Président,
LEONARD SILVER.

Head offices

LEONARD REALTIES INC.

Notice of Location of Head Office

Notice is hereby given that "Leonard Realities Inc.," incorporated by Letters Patent issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec on the 10th. November, 1949, and having its Head Office in the City of Montreal, has established its office at No. 1524 Mountain Street, in the said City of Montreal.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the Company.

Dated at Montreal, this 16th day of April, 1949.

24946-o

LEONARD SILVER,
President.

Avis est donné que la compagnie "Horace Labrecque & Fils Limitée" constituée en corporation par Lettres Patentes émises en vertu de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, en date du 13ième jour de février 1947 et ayant son bureau principal dans les cité et district de Montréal où elle avait son bureau situé jusqu'à aujourd'hui au N° 441 de la rue St-François-Xavier Montréal P.Q., l'a transporté au N° 204 ouest, rue Notre-Dame Montréal P.Q.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 3ième jour de mai 1949.

HORACE LABRECQUE & FILS LIMITÉE,
Le Président,

24979-o

HORACE LABRECQUE.

Notice is hereby given that the "Horace Labrecque & Fils Limitée" company incorporated letters Patents issued under Part 1° of the Quebec Companies Act, on the thirteenth day of February 1947, and having its head office in the City and District of Montreal, where its office was situated up to to-day at No. 441 St. François-Xavier Street Montreal P.Q. has moved it to 204 Notre-Dame St. West Montreal P.Q.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as being the Head Office of the Company.

Dated at Montreal, this 3rd day of May 1949.

HORACE LABRECQUE & FILS LIMITÉE,
HORACE LABRECQUE,
President.

24979-o

Soumissions

Tenders

Province de Québec — Cité de Sherbrooke

Province of Quebec — City of Sherbrooke

SOUSSIONS POUR OBLIGATIONS

TENDERS FOR BONDS

Avis public, est, par les présentes donné, que des soumissions écrites, cachetées et endossées: "Soumission pour Obligations" seront reçues par le soussigné, jusqu'à cinq heures de l'après-midi, mardi, le 7 juin 1949, pour l'achat d'obligations municipales de la Cité de Sherbrooke, au montant de \$50,000.00, émises sous l'autorité du règlement N° 705. Le produit de la vente des dites obligations devant servir à payer le coût de travaux souterrains. Les dites obligations seront datées du 1er avril 1949 et seront remboursées en séries, du 1er avril 1950 au 1er avril 1969 inclusivement.

Public notice is hereby given, that written and sealed tenders endorsed: "Tender for Bonds", will be received by the undersigned, until five o'clock in the afternoon, on Tuesday, June 7th 1949, for the purchase of City of Sherbrooke bonds amounting to \$50,000.00, issued under authority of By-Law No. 705. The proceeds to pay the cost of construction of underground conduits. The said bonds are dated April 1st 1949 and mature in series from April 1st 1950 to April 1st 1969 inclusively.

Les dites obligations portent intérêt au taux de 3% par an, payable le premier jour des mois d'octobre et avril de chaque année. Le capital et les intérêts sont payables au choix du porteur, à Sherbrooke, Québec ou Montréal. Les dites obligations pourront être enregistrées gratuitement, quant au capital, au bureau du soussigné, et la livraison des titres sera faite dans les trois semaines suivant l'adjudication.

Said bonds bearing interest at the rate of 3% payable semi-annually on the first day of October and April of each year. Capital and interest payable at the holder's option at Sherbrooke, Quebec and Montreal. Said bonds may be registered, free of charge, as to capital, at the office of the undersigned and the bonds will be delivered within three weeks following the acceptance of the tender.

Les dites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toutes échéances d'intérêts. Cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

The said bonds are, under authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec 1941, subject to be redeemed by anticipation in whole or in part, at par, at any interest maturity date. However, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté fait à l'ordre de la Cité de Sherbrooke, égal à 1% du montant total de l'émission, et devra spécifier si le prix offert comprend ou non les intérêts accrus.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque payable to the order of the City of Sherbrooke, equal to 1% of the total amount of the issue and must specify if the price offered includes or does not include accrued interest.

Les soumissions seront prises en considération à la séance régulière du Conseil tenue le 7 juin 1949, à huit heures p.m., dans la salle des délibérations du Conseil, à l'hôtel-de-ville, ou aux ajournements de la dite séance régulière.

Tenders will be considered at the regular meeting of the Council, to be held on Tuesday, June 7th 1949, at 8.00 o'clock p.m., in the Council Room, at the City Hall, or at the adjournments of the said regular meeting.

La Cité de Sherbrooke ne s'engage pas à accepter la plus élevée ni aucune des soumissions.

The City of Sherbrooke does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Donné à Sherbrooke, ce dix-septième jour de mai, 1949.

Given at Sherbrooke, this 17th day of May, 1949.

Le greffier,
ANT. DESLAURIERS.

ANT. DESLAURIERS,
City Clerk.

24982-o

24982-o

Province de Québec

Province of Quebec

COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DU VILLAGE SAINT-CHARLES, COMTÉ DE JOLIETTE

SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF SAINT-CHARLES COUNTY OF JOLIETTE

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné à 186 rue Papineau, Joliette, Qué. jusqu'à cinq heures de l'après-midi, lundi le 6 juin 1949, pour l'achat de \$175,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité du village Saint-Charles, Joliette, comté Joliette, datées du 1er avril 1949 et remboursables en séries du 1er avril 1950 au 1er avril 1969 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% par année, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned at 186 Papineau Street, Joliette, Que., up to five o'clock in the afternoon, on Monday, the 6th of June, 1949, for the purchase of \$175,000 of bonds of the School Commissioners for the Municipality of the Village of Saint-Charles, Joliette, county of Joliette, dated April 1st, 1949, and redeemable serially, from April 1st, 1950, to April 1st, 1969, inclusively, with interest at a rate not exceeding 3½% per annum, payable semi-annually, on the 1st of April and 1st of October of each year. The table of redemption is as follows:

Tableau d'amortissement — \$175,000.00 — 20 ans

Année	Capital
1er avril 1950	x \$ 7,500.00

Table of redemption — \$175,000 — 20 years

Year	Capital
April 1st, 1950	x \$ 7,500.00

1er avril 1951 x	8,000.00	April 1st, 1951 x	8,000.00
1er avril 1952 x	9,000.00	April 1st, 1952 x	9,000.00
1er avril 1953 x	9,500.00	April 1st, 1953 x	9,500.00
1er avril 1954 x	13,000.00	April 1st, 1954 x	13,000.00
1er avril 1955 x	13,500.00	April 1st, 1955 x	13,500.00
1er avril 1956 x	14,000.00	April 1st, 1956 x	14,000.00
1er avril 1957 x	14,500.00	April 1st, 1957 x	14,500.00
1er avril 1958 x	15,000.00	April 1st, 1958 x	15,000.00
1er avril 1959 x	15,500.00	April 1st, 1959 x	15,500.00
1er avril 1960 x	12,500.00	April 1st, 1960 x	12,500.00
1er avril 1961 x	13,000.00	April 1st, 1961 x	13,000.00
1er avril 1962 x	3,500.00	April 1st, 1962 x	3,500.00
1er avril 1963 x	3,500.00	April 1st, 1963 x	3,500.00
1er avril 1964 x	3,500.00	April 1st, 1964 x	3,500.00
1er avril 1965 x	3,500.00	April 1st, 1965 x	3,500.00
1er avril 1966 x	4,000.00	April 1st, 1966 x	4,000.00
1er avril 1967 x	4,000.00	April 1st, 1967 x	4,000.00
1er avril 1968 x	4,000.00	April 1st, 1968 x	4,000.00
1er avril 1969 x	4,000.00	April 1st, 1969 x	4,000.00

Les x indiquent dix versements de \$13,500.00 chacun et deux versements de \$10,000.00, formant un octroi de \$155,000.00 accordé par le Secrétaire de la province.

Le capital et les intérêts seront payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec ou à Joliette.

Ces obligations pourront être rachetées par anticipation, au pair, à toute échéance d'intérêt, sous l'autorité du chapitre 212, Statuts refondus de Québec, 1941; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance spéciale des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 6 juin 1949, à 8 heures du soir, à l'école Saint-Charles du Christ-Roi, à Joliette, comté de Joliette.

Les commissaires se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Joliette, Québec, ce 17 mai 1949.

Le Secrétaire-trésorier,
GASTON MANSEAU.

24981-o

The letters x indicate ten payments of \$13,500 each, and two payments of \$10,000 forming a grant of \$155,000 granted by the Provincial Secretary.

Capital and interest shall be payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or Joliette.

Said bonds may be redeemed by anticipation, at par, at any interest payment date, under authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941; however, if such redemption be partial the bonds to be redeemed shall be called in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

The tenders shall be opened and considered at a special meeting of the School Commissioners, to be held on Monday, June 6, 1949, at the Saint-Charles du Christ-Roi School, at 8 o'clock in the evening, at Joliette, county of Joliette.

The Commissioners do not bind themselves to accept the highest nor any of the tenders.

Joliette, Quebec, May 17, 1949.

GASTON MANSEAU,
Secretary-Treasurer.

24981

Ventes — Loi de faillite

Canada, province de Québec, district de Montréal, N° 226. cour supérieure. "En faillite".

AVIS DE VENTE

Dans l'affaire de: JOSEPH JOLY, contracteur-peintre, 7573 rue Bordeaux, Montréal, cédant autorisé, & CLAUDE PERRAS, syndic.

Avis public est par les présentes donné que les immeubles suivants, savoir:

DÉSIGNATION

"Un emplacement ayant front sur la rue Bordeaux dans le quartier Montcalm, de la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro trois cent cinq (305) de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre cent soixante et dix huit (478-305) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-aux-Récollets.

Avec toutes les bâtisses dessus construites portant les numéros civiques 7573 de la rue

Sales — Bankruptcy Act

Canada, province of Quebec, district of Montreal, No. 226, Superior Court (Sitting in Bankruptcy)

NOTICE OF SALE

In the matter of: JOSEPH JOLY, painting contractor, 7573 Bordeaux street, Montreal, authorized assignor, & CLAUDE PERRAS, trustee.

Public notice is hereby given that the following immovables, to wit:

DESCRIPTION

"An emplacement fronting on Bordeaux street in Montcalm Ward, of the city of Montreal, known and designated as being lot number three hundred and five (305) of the official subdivision of original lot number four hundred and seventy-eight (478-305) on the official plan and in the book of reference for the parish of Sault-aux-Récollets.

With all the buildings thereon erected, bearing civic numbers 7573 Bordeaux street, of which

Bordeaux dont le mur sud-est de la dite bâtisse est mitoyen.

Tel que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes passives et actives, apparentes ou occultes attachées au dit immeuble".

Seront vendus, en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure pour le district de Montréal (en faillite) rendu le 10 mai 1949, à l'enchère publique conformément aux dispositions de l'article 45 de la Loi de Faillite et manière à donner à cette vente l'effet du décret, au bureau du shérif du district de Montréal, Palais de Justice, Montréal, VENDREDI le 17ième jour de JUIN 1949 à 11 heures de l'avant-midi (heure avancée de l'est).

Conditions: COMPTANT. En plus du prix d'acquisition, l'acquéreur devra payer les droits du gouvernement de 2½% conformément à la loi.

Pour autres renseignements, cahier des charges, s'adresser au soussigné.

Daté à Montréal, ce 10ième jour de mai 1949.

Le Syndic,

Bureau de: CLAUDE PÉRRAS.

Perras & Perras, Syndics, -Licenciés,

4 est, rue Notre-Dame, Montréal.

Tél.: LA. 2196

24918-19-2-o

SOUS LA LOI DE FAILLITE

VENTE À L'ENCAEN

Dans l'affaire de "La Conserverie de Charlesbourg, Ltée", manufacturier, Charlesbourg Ouest, Qué., débitrice.

Avis est par le présent donné que JEUDI, le 9 JUIN 1949 à 2 heures de l'après-midi, heure avancée, sera vendu par encaen public sur les lieux, à la Manufacture de la dite conserverie, à Charlesbourg-Ouest, Comté de Québec, P.Q. l'actif de cette faillite comme suit:

ITEM A.— Un terrain situé en la paroisse de Charlesbourg, concession St-Bonaventure, connu et désigné comme étant le lot numéro un, des subdivisions du lot numéro deux cent trente-cinq (235-1) du cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg, comté de Québec, mesurant 120 pieds de largeur sur 180 pds de profondeur, mesure anglaise, avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, avec droits de drainage, de passage et autres mentionnés au long dans le titre d'acquisition de J.-Elie de Ladurantaye, le dit terrain borné au nord-ouest par le chemin public, au nord-est par le lot 238A, au sud-est et au sud-ouest par une partie non subdivisée du lot No 235 appartenant à Émile Fleury.

La vente de l'item A est faite conformément aux articles sept cent seize et Sept cent dix-sept du Code de Procédure civile, et aussi à l'article 45 de la Loi de Faillite, cette vente équivaut à la vente au Shérif.

Les titre et certificat, peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux bureaux des syndics soussignés et la manufacture sera ouverte le matin de la vente pour inspection.

Conditions de paiement: COMPTANT.

Québec, Qué. le 28 avril 1949.

Les Syndics,

LEFAIVRE, MARMETTE & LEFAIVRE.

Bureaux:

111, côte de la Montagne,
Québec, Qué.

24877-18-2-o

the southeast wall of the said building is mitoyen.

As the whole presently subsists with all the active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said immovable".

Will be sold pursuant to a judgment of the Superior Court for the district of Montreal (Sitting in Bankruptcy), rendered on the 10th of May, 1949, by public auction pursuant to the provisions of section 45 of the Bankruptcy Act so as to give the said sale the effect of a Sheriff's sale, at the Sheriff's Office for the district of Montreal, Court House, Montreal, on FRIDAY the SEVENTEENTH day of JUNE, 1949, at ELEVEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time).

Conditions: CASH. Over and above the purchase price, the purchaser must pay the Government dues of 2½% pursuant to Law.

For other information, list of charges, apply to the undersigned.

Dated at Montreal, this 10th day of May, 1949.

CLAUDE PÉRRAS,

Office of:

Perras & Perras, Licenced Trustees,

4, Notre-Dame St. East, Montreal.

Tel.: LA. 2196.

Trustee.

24918-19-2

UNDER THE BANKRUPTCY ACT

AUCTION SALE

In the matter of "La Conserverie de Charlesbourg, Ltée, manufacturer, Charlesbourg ouest, Qué., debtor.

Notice is hereby given that on THURSDAY, the NINTH day of JUNE, 1949, at TWO o'clock in the afternoon, Daylight Saving Time, there will be sold by public auction, on the premises of the factory of the said Conserverie, at Charlesbourg-Ouest, county of Quebec, P.Q., the assets of this estate as follows:

ITEM A.— A lot of land situate in the parish of Charlesbourg, St-Bonaventure Concession, known and designated as lot number one, of the subdivisions of lot number two hundred and thirty-five (235-1) on the official cadastre for the parish of Charlesbourg, county of Quebec, measuring 120 feet in width by 180 feet in depth, English measure, with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, with drainage rights, rights of way and other rights mentioned at length in the title deeds acquired from J. Elie de Ladurantaye, the said lot of land is bounded on the northwest by the public road, on the northeast by lot 238A, on the southeast and southwest by an unsubdivided part of lot No. 235 belonging to Emile Fleury.

The sale of Item A to be made pursuant to Articles seven hundred and sixteen and seven hundred and seventeen of the Code of Civil Procedure and also Section 45 of the Bankruptcy Act, the said sale to have the effect of a Sheriff's sale.

Title and certificate may be seen at any time at the offices of the undersigned trustees and the factory will be open for inspection the morning of the sale.

Conditions of payment: CASH.

Quebec, Que., April 28, 1949.

LEFAIVRE, MARMETTE & LEFAIVRE,

Trustees.

Offices:

111, Mountain Hill,
Quebec, Que.

24877-18-2

LA LOI DE FAILLITE

AVIS DE VENTE

Dans l'affaire de: JOS. GEO. NADEAU, épiciier, 36, rue St-Eugène, Québec. P.Q., cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné que JEUDI, le 23 JUNE, 1949, à ONZE heures de l'avant-midi, sera vendu par encan public, à mon bureau, N° 85, rue St-Pierre, à Québec, P.Q., avec l'effet du décret, les droits que peut avoir le débiteur en vertu d'une promesse de vente par Théophile Ringuette, de Québec, passé devant le notaire L.-E. Fortier, sur l'immeuble décrit comme suit, savoir:

"Les subdivisions vingt-sept, vingt-neuf du lot originaire cinq cent quatre-vingt-trois (583-27-29) du cadastre officiel de la Paroisse de St-Roch-Nord, de la Cité de Québec; avec la maison et autres bâties dessus construites, circonstances et dépendances; la maison portant le numéro trente (30) de la rue de la Ronde."

Tel que le tout se trouve actuellement avec toutes les servitudes actives et passives apparentes ou occultes attachées audit immeuble, s'il en existe.

Cette vente est faite suivant les dispositions de l'article 45 de la Loi de Faillite, ainsi que des dispositions du Code Civil de manière à donner à ladite vente l'effet du décret.

Conditions: Comptant.

Pour autres conditions, information et cahier des charges, s'adresser au Syndic soussigné.

Bureaux:

85, rue St-Pierre,

Québec, P. Q.

Téléphone: 2-6343.

Le Syndic.

LUCIEN CHAREST.

24966-20-2-0

THE BANKRUPTCY ACT

NOTICE OF SALE

In the matter of: JOS. GEO. NADEAU, grocer, 36 St-Eugène Street, Quebec. P.Q., Authorized Assignor.

Notice is hereby given that on THURSDAY, the 23rd of JUNE, 1949, at ELEVEN o'clock in the forenoon, there shall be sold by public auction, at my office, No. 85 St. Peter Street, Quebec, P.Q., with effect of Sheriff's Sale, the rights which the debtor may have in virtue of a promise of sale by Théophile Ringuette of Quebec, passed before Notary L. E. Fortier, on the immovable hereinunder described, to with:

"Subdivisions twenty-seven, twenty-nine, of the original lot five hundred and eighty-three (583-27-29) of the official cadastre for the parish of St-Roch-Nord, of the city of Quebec — with the house and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies; the house bearing number thirty (30) "de la Ronde" Street."

As the whole presently subsists, with all the active and passive, apparent or unapparent servitudes, if any, attached to said immovable.

This sale is made pursuant to the provisions of section 45 of the Bankruptcy Act, and also to the provisions of the Civil Code, so as to give to the said sale, the effect of a Sheriff's Sale.

Conditions: Cash.

For other conditions, information and list of charges, apply to the undersigned Trustee,

Offices:

85, St. Peter Street, LUCIEN CHAREST,

Quebec. P.Q.

Phone: 2-6343.

Trustee.

24966-20-2

Ventes par licitations

AVIS DE LICITATION

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 270,314.

¶ Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement rendu par l'Honorable Juge André Demers siégeant en Cour Supérieure, à Montréal, le 25 avril 1949, dans une cause où Gérard Turcotte, commis, des cité et district de Montréal, est demandeur, et Albert Desmarais, employé civique, Demoiselle Clara Amanda Desmarais, fille majeure, personnellement et en sa qualité de curatrice dûment nommée à Joseph Auguste Desmarais, interdit, Dame Maria Exilda Desmarais, épouse séparée de biens de Pierre Simoneau, courtier en assurance, et ce dernier pour assister et autoriser sa dite épouse, Henri Jutras, commis, Victor Jutras, opérateur, Paul Jutras, expéditeur, Dame Alice Jutras, épouse séparée de biens de J.-L. Albert Charbonneau, courtier en immeubles, et ce dernier pour assister et autoriser sa dite épouse, Antonio Turcotte, commis, et Marie-Anne Turcotte, fille majeure, (en religion Sœur Marie Camille de la Croix, de la Communauté des Sœurs des Saints Noms de Jésus et de Marie), tous des cité et district de Montréal, sont défendeurs, et Société d'Administration et de Fiducie, de Montréal, J.-L. Albert Charbonneau et Pierre Simoneau, susnommés et désignés, tous trois en leur qualité d'exécuteurs-testamentaires, administrateurs et fiduciaires de la succession de Louis Aubin dit St-Louis, en son vivant, marchand, de la cité de Montréal, sont mis-

Sales by Licitations

NOTICE OF LICITATION

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 270,314.

Notice is hereby given that in virtue of a judgment rendered by the Honourable Mr. Justice André Demers, sitting in the Superior Court, at Montreal, on the 25th day of April 1949, in a case where Gérard Turcotte, clerk, of the City and District of Montreal, is Plaintiff, and Albert Desmarais, civic employee, Miss Clara Armada Desmarais, spinster of the full age of majority, personally and in her quality of curatrix duly named to Joseph Auguste Desmarais, interdict, Dame Maria Exilda Desmarais, wife separate as to property of Pierre Simoneau, insurance broker, and the latter to assist and authorize his said wife, Henri Jutras, clerk, Victor Jutras, operator, Paul Jutras, shipper, Dame Alice Jutras, wife separate as to property of J. L. Albert Charbonneau, real estate broker, and the latter to assist and authorize his said wife, Antonio Turcotte, clerk, and Marie-Anne Turcotte, of the full age of majority (Sister Marie Camille de la Croix of the community of Les Sœurs des Saints Noms de Jésus et de Marie), all of the city and district of Montreal, are Defendants, and Société d'administration et de fiducie, of Montreal, J. L. Albert Charbonneau and Pierre Simoneau above named and designated, all three in their quality of testamentary executors, administrators, and trustees of the estate of Louis Aubin dit St-Louis, in his lifetime, merchant, of

en-cause, la licitation a été ordonnée de l'immeuble suivant, savoir:

"Un emplacement ayant front sur la rue Notre-Dame Est et s'étendant jusqu'à la rue du Champ de Mars, connu et désigné comme lot numéro cent vingt sept (127) sur le plan et au livre de renvoi officiels du Quartier Est, de la cité de Montréal, avec la bâtisse érigée sur la rue Notre-Dame est, portant les numéros civiques 309, 311 et 315 de ladite rue Notre-Dame est, et la bâtisse érigée sur la rue du Champ de Mars, portant le numéro civique 306 de ladite rue."

L'immeuble susdésigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur le 16 JUNE 1949, à DIX heures et DEMIE de l'avant-midi (heure avancée), à la salle d'audience N° 31 du Palais de Justice, à Montréal, ou à toute autre salle d'audience où les intéressés pourront être référés, le tout sujet aux charges, clauses et conditions mentionnées dans le cahier des charges qui sera déposé au greffe du Protonotaire de la dite cour; et toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire, à la dite licitation devra être déposée au même greffe du Protonotaire au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; à défaut par les intéressés de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent avis, ils seront forclos du droit de le faire.

Un dépôt de trois milles dollars (\$3,000.00) devra être fait entre les mains de l'officier chargé de la vente, par tout offrant et enchérisseur lors de son enchère.

Montréal, 14 mai 1949.

Les Avocats du demandeur,

DUSSAULT, DUSSAULT & VADBONCOEUR.

24911-19-2-o

Province de Québec, district de Montréal, No 269,712, Cour supérieure.

AVIS DE VENTE PAR LICITATION

Avis public est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant à Montréal, le 25ième jour d'avril 1949, rendu par l'honorable juge Hector Perrier, dans une cause dans laquelle REGINA FRANCOEUR, de St-Georges de Champlain, district de Trois-Rivières, épouse séparée de biens de GEORGES FOURNIER, rentier, des mêmes lieux, et ce dernier partie au présentes, pour autoriser et assister sa dite épouse aux fins des présentes et l'y autorisant, est demanderesse, et OVILA FRANCOEUR, de Toronto, province d'Ontario, une des provinces du Canada; VICTOR FRANCOEUR, des cité et district de Montréal et autres, sont défendeurs, la licitation des immeubles suivants, désignés comme suit, a été ordonnée, savoir:

a) "Un lot ayant front sur la rue Centre, en la cité de Montréal, mesurant quarante neuf pieds de front sur cent vingt pieds de profondeur, le tout mesure anglaise et plus ou moins, avec une maison et autres dépendances dessus construites, portant les Nos. 2412 et 2422 de ladite rue Centre; ledit emplacement connu et désigné comme lot numéro deux mille sept cent quarante-six (2746) sur le plan et au livre de renvoi officiels de la Municipalité de la paroisse de Montréal, dans le comté d'Hochelega.

the City of Montreal, are Mis-en-Cause, a licitation has been ordered of the following immovable, to wit:

"A certain emplacement situate on Notre-Dame Street East, and extending up to Champ de Mars Street, known and designated as lot Number One Hundred and Twenty-seven (127) on the Official Plan and Book of Reference of the West Ward in the City of Montreal, with the building thereon erected on Notre-Dame Street East bearing civic numbers 309, 311 and 315 of said Notre-Dame Street East, and the building erected on Champ de Mars Street bearing civic number 306 of said Street".

The above described immovable will be put up for auction and will be adjudged to the highest and last bidder on the 16th day of JUNE 1949, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon, (daylight saving time) in room No. 31 of the court House, In Montreal, or in such other room that the interested parties may be referred to, the whole subject to the charges, clauses and conditions indicated in the book or list of charges which shall be deposited at the Prothonotary's Office of the said Court; and all oppositions to annul, to secure charges or to withdraw to the said licitation shall be deposited at the said Prothonotary's Office, at least twelve days before the day fixed as above mentioned for the said sale and adjudication, and all opposition to payment shall be deposited within six days after the adjudication; and failing the parties to file such oppositions within the delays herein stated they will be forclosed from so doing.

A deposit of Three Thousand Dollars (\$3,000.00) in the hands of the officer in charge of the sale must be made by each bidder.

Montreal, May 14, 1949.

DUSSAULT, DUSSAULT & VADEBONCOEUR,
Attorneys for Plaintiff.

24911-19-2-o

Province of Quebec, district of Montreal. No. 269,712, Superior Court.

NOTICE OF SALE BY LICITATION

Public notice is hereby given that, by virtue of a judgment of the Superior Court sitting in Montreal, on the 25th day of April 1949, rendered by Honourable Justice Hector Perrier, in a case wherein REGINA FRANCOEUR, of St. Georges de Champlain, district of Three-Rivers, wife separate as to property of GEORGES FOURNIER, retired gentleman of the same place, and the latter party hereto for the purpose of authorizing and assisting his said wife to these presents and authorizing her hereto, is plaintiff and OVILA FRANCOEUR, of Toronto, in the Province of Ontario, one of the provinces of Canada; VICTOR FRANCOEUR, of the city and district of Montreal, and others are defendants, the licitation of the immoveable properties hereinafter described has been ordered as follows:

a) "A lot of land fronting on Centre Street, in the city of Montreal, measuring forty-nine feet in front by one hundred and twenty-feet in depth, the whole English measure and more or less, with a house and other appurtenances therein erected, bearing civic numbers 2412 and 2422 of said Centre Street; the said emplacement known and designated as lot number two thousand seven hundred and forty-six (2746) on the official plan and book of reference of the Municipality of the Parish of Montreal, in the county of Hochelega.

b) Un lot ayant front sur la rue Cabot, en la cité de Montréal, avec les bâtisses dessus construites, portant le no. 1529 de la dite rue Cabot; connu et désigné sous le numéro trois mille quatre cent sept-subdivision cent cinquante et un (3407-151) sur le plan et au livre de renvoi officiels de la Municipalité de la paroisse de Montréal, avec droit de passage dans un passage à pied et en voiture et animaux, en tout temps, dans un passage de dix pieds pris sur le coin sud-est du lot numéro trois mille quatre cent sept-subdivision cent cinquante-deux (3407-152) sur le même plan.

c) Un lot vague ayant front sur la rue Cabot, en la cité de Montréal; connu et désigné sous le numéro trois mille quatre cent sept subdivision cent cinquante-deux (3407-152) sur le plan et au livre de renvoi officiels de la Municipalité de la paroisse de Montréal.

Lesdits immeubles ci-dessus désignés seront vendus séparément à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, Mercredi, le 22^{ème} jour de juin 1949, à 10.30 heures, du matin, par cette Cour, au Palais de Justice, district de Montréal, à la chambre No 31, à la Cour Supérieure de Montréal, ou dans toute autre chambre de ladite Cour Supérieure désignée par le Juge pour les fins de ladite vente, sujet aux clauses, charges et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au Greffe du Protonotaire de ladite Cour.

Toutes oppositions afin de charge ou afin de distraire à ladite licitation devront être déposées au Greffe du Protonotaire au moins douze jours avant la date fixée pour ladite vente, et toutes oppositions afin de conserver devront être déposées dans les six jours suivant l'adjudication, à défaut de quoi le droit de déposer sera éteint par forclusion conformément à la loi.

Tout enchérisseur devra accompagner son offre d'une consignation de \$1,000 dans le cas de l'immeuble désigné à l'article a) ci-dessus; de \$1,000 dans le cas de l'immeuble désigné à l'article b) ci-dessus; de \$400 dans le cas de l'immeuble désigné à l'article c) ci-dessus.

Montréal, 10 mai 1949.

Le Procureur de la demanderesse.

24977-20-2-o

YVES PELLETIER.

b) A lot of land fronting on Cabot Street, in the city of Montreal, with the buildings thereon erected, bearing No. 1529 of the said Cabot Street; known and designated under number three thousand four hundred and seven — subdivision one hundred and fifty-one (3407-151) on the official plan and book of reference of the Municipality of Montreal, with right of way in a passage for people, vehicles and animals, any time, said passage measuring ten feet wide, situate on the South-East corner of lot number three thousand four hundred and seven — subdivision one hundred and fifty-two (3407-152) on the plan heretofore mentioned.

c) A vacant lot fronting on Cabot Street, in the city of Montreal; known and designated under number three thousand four hundred and seven — subdivision one hundred and fifty-two (3407-152) on the official plan and book of reference of the Municipality of the Parish of Montreal.

The immovable property heretofore described will be sold at auction separately and adjudged and awarded to the highest and last bidder on Wednesday, the 22nd day of June, 1949, at half past ten in the forenoon, by this Court, in the Court House, district of Montreal, at room 31 of the Superior Court of Montreal, or any other room of said Superior Court designated by the Judge for the purpose of this sale, subject to clauses, charges and conditions indicated in the Book of Charge deposited or filed at the Office of the Prothonotary of the said Court.

All the oppositions "afin de charge" or "afin de distraire" to the said licitation will have to be filed at the Prothonotary's office at least twelve days before the date of said sale, and all oppositions "afin de conserver" will have to be filed within six days following the adjudication, failing which, the right to file will be cancelled by way of foreclosure according to law.

Every bidder will have to accompany his offer with a consignment of \$1000.00, in the case of the property designated under article a) above; of \$1000.00 in the case of the property designated above under article b); of \$400.00 in the case of the property designated under article c) above.

Montreal, May 10, 1949.

YVES PELLETIER,

Attorney for plaintiff.

24977-20-2-o

Province de Québec, district d'Iberville, Cour Supérieure, N° 5837, Léopold-Honoré Roy, demandeur vs Dame Marie-Ange Roy et al, défendeurs et Hormisdas Morais, mis-en-cause.

AVIS DE LICITATION

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu d'un jugement rendu par l'honorable juge J. Archambault, de la Cour Supérieure, siégeant à St-Jean, district d'Iberville, le trois mai mil neuf cent quarante-neuf, dans une cause dans laquelle Léopold-Honoré Roy, comptable de la cité de Westmount, district de Montréal, est demandeur et Dame Marie-Ange Roy, de la cité de St-Jean, district d'Iberville, épouse séparée de biens de monsieur Hormisdas Morais, du même lieu, et ce dernier aux présentes pour autoriser sa dite épouse sont défendeurs et ledit Hormisdas Morais de la cité de St-Jean, district d'Iberville, en sa qualité de curateur à la substitution créée par le testament de feu Joseph Olivier Roy, en son vivant de ladite cité de St-Jean, district d'Iberville est mis-en-cause, la licitation a été ordonnée de l'immeuble ci-après décrit, savoir:

Un emplacement situé au côté nord de la rue St-Jacques, en ladite ville de St-Jean, connu et

Province of Quebec, District of Iberville, Superior Court, No. 5837, Leopold Honoré Roy, plaintiff; vs Dame Marie Ange Roy et al., defendants; and Hormisdas Morais, mis-en-cause.

NOTICE OF LICITATION

Notice is hereby given that in virtue of a judgment rendered by the Honourable Justice J. Archambault, of the Superior Court, sitting at St. Johns, district of Iberville, on the third day of May, one thousand nine hundred and forty-nine, in a case wherein Léopold Honoré Roy, accountant of the city of Westmount, district of Montreal, is plaintiff and Dame Marie Ange Roy, of the city of St. John's, district of Iberville, wife separate as to property of Mr. Hormisdas Morais, of the same place, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, are defendants, and the said Hormisdas Morais, of the city of St. John's, district of Iberville, as curator to the substitution created by the Will of the late Joseph Olivier Roy, in his lifetime of the said city of St. John's, district of Iberville, is mis-en-cause, the licitation was ordered of the immovable hereinafter described, to wit:

An emplacement situate on the north side of St-Jacques street in the said city of St. John's,

désigné sur le plan et dans le livre de renvoi officiels de la dite ville de St-Jean sous partie du lot numéro trois cent trente-cinq (N° 335), de la contenance, (ledit emplacement) de trente-six pieds de front par quatre-vingt-seize pieds de profondeur, borné en front par la dite rue St-Jacques, en profondeur, par une partie du lot numéro trois cent trente-quatre, à l'ouest par le numéro trois cent trente-six et par le résidu du dit numéro trois cent trente-cinq, et à l'est partie par le dit lot numéro trois cent trente-quatre et partie par le lot numéro trois cent trente trois, avec une maison et autres bâtisses dessus construites, et avec aussi un droit de passage sur le dit lot numéro trois cent trente-six. Ainsi que le tout se poursuit, comporte et étend de toute parts, circonstances et dépendances.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le VINGT-DEUXIEME jour de JUIN mil neuf cent quarante-neuf à TROIS heures de l'après-midi, heure avancée, Cour tenante, dans la salle d'audience du Palais de Justice de St-Jean, ou au bureau du Protonotaire de cette Cour suivant les circonstances, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges ou liste des charges déposé au greffe du Protonotaire de la Cour Supérieure du district d'Iberville, et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire, à la dite licitation devra être déposée au greffe du Protonotaire de la dite Cour au moins douze (12) jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six (6) jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent avis, elles seront forcloses du droit de le faire.

Tout enchérisseur devra accompagner son offre ou enchère d'une somme de Mille cinq cents dollars (\$1,500.00).

St-Jean, le 17 mai 1949.

Les procureurs du demandeur,
MONETTE, FILLION, MEIGHEN ET GOURD.
24967-20-2

known and designated on the official plan and in the book of reference for the said city of St. John's, as a part of lot number three hundred and thirty-five (No. 335), measuring, (the said emplacement), thirty-six feet in front by ninety-six feet in depth, bounded in front by said St-Jacques street, in depth by a part of lot number three hundred and thirty-four, on the west by number three hundred and thirty-six and by the residue of said number three hundred and thirty-five, and on the east partly by said lot number three hundred and thirty-four and partly by lot number three hundred and thirty-three — with a house and other buildings thereon erected, and also with right of way over said lot number three hundred and thirty-six. As the whole follows, comprises and extends throughout circumstances and dependencies.

The above described immovable will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder, on the TWENTY-SECOND day of JUNE, one thousand nine hundred and forty-nine, at THREE o'clock in the afternoon (Daylight Saving Time), Sitting the Court, in the Court Room of the Court House of St. John's, or in the office of the Prothonotary of the said Court as circumstances permit, subject to the charges, clauses and conditions indicated in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the Superior Court for the district of Iberville, and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court at least twelve (12) days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed within the six (6) days following the adjudication; and, failing the parties to file the said oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

The offer or bid of every bidder must be accompanied by an amount of one thousand five hundred dollars (\$1,500.00).

St. John's, May 17, 1949.

MONETTE, FILLION, MEIGHEN ET GOURD,
Attorneys for plaintiff.
24967-20-2

Vente pour taxes

Province de Québec

ILES-DE-LA-MADELEINE

Avis public est par le présent donné par le soussigné, F.-A. Painchaud, Secrétaire-trésorier du Conseil du Comté des Iles de la Madeleine, que les immeubles ci-dessous mentionnés, seront vendus à l'enchère publique, au Palais de Justice de Have-Aubert, MERCREDI, le sixième jour de juillet, Mil neuf cent quarante-neuf à dix heures de l'avant-midi, pour taxes municipales et scolaires dues sur ces immeubles, à moins qu'elles ne soient payées avec les frais avant la vente, savoir:

DANS LA MUNICIPALITÉ
DE HAVRE-AUX-MAISONS

Comme appartenant à Vital Poirier, un lot de terre connu au cadastre de l'Île Alright comme faisant partie du lot No. 56 contenant 0-3-0;

Comme appartenant à Hélier Cyr, un lot de terre connu au même cadastre comme faisant partie du lot No. 57-A contenant 5-0-0;

Sale for Taxes

Province of Quebec

MAGDALEN ISLANDS

Public notice is hereby given by the undersigned, F. A. Painchaud, Secretary-Treasurer of the County of Magdalen Islands, that the immovables hereafter mentioned, will be sold by Public auction, at the Court House, at Have-Aubert, on WEDNESDAY the seventh day of July, Nineteen hundred and forty-nine, at ten o'clock in the forenoon, for Municipal and school taxes due upon these immovables, unless the same be paid with cost before the sale, to wit:

IN THE MUNICIPALITY
OF HAVRE-AUX-MAISON

As belonging to Vital Poirier, one lot of land known on the cadastre of Alright Island as forming part of lot No. 56, containing 0-3-0;

As belonging to Hélier Cyr, one lot of land known on the same cadastre as forming part of the lot No. 57-A containing 5-0-0;

Comme appartenant à Achille Richard, un autre lot connu au même cadastre sous la subdivision 299 du 63, contenant 5-0-0, le tout avec bâtisses dessus construites, lesquels lots et bâtisses sont actuellement occupés par Edgar Bertin. Taxes municipales: \$4.25. Taxes scolaires: \$10.46. Total: \$14.71.

Comme appartenant à Amédée Boudreau et étant occupé par Daniel A. Boudreau, un lot de terre connu au même cadastre sous le numéro 131 contenant 7-1-0, avec bâtisses dessus construites. Taxes municipales: \$3.84. Taxes scolaires: \$9.45. Total: \$13.29.

Comme appartenant à Théophile Arseneau et étant occupé par Léger T. Arseneau, deux lots de terre connus au même cadastre comme subdivision 343 du lot 167 contenant 1-1-0 et subdivision 344 du lot 168 contenant 2-3-0 avec bâtisses dessus construites. Taxes municipales: \$8.13. Taxes scolaires: \$19.35. Total: \$27.48.

Comme appartenant à Honoré Arseneau et étant occupé par Willie H. Arseneau, trois lots de terre connus au même cadastre comme subdivision 222 du lot 216 contenant 4-2-0, partie du lot No. 218 contenant 6-2-0 et subdivision 406 du lot 209 contenant 7-1-0, avec bâtisses dessus construites. Taxes municipales: \$7.61. Taxes scolaires: \$21.71. Total: \$29.32.

Comme appartenant à Honoré Arseneau et étant occupé par Théofred Arseneau un lot de terre connu au même cadastre comme faisant partie du lot 216 contenant 6-0-0. Taxes municipales: \$0.21. Taxes scolaires: \$2.02. Total: \$2.23.

DANS LA MUNICIPALITÉ DE L'ÉTANG-DU-NORD

Comme appartenant à Simon Arseneau, un lot de terre connu au cadastre de l'Île Grindstone, sous la subdivision 56 du lot 132 contenant 20 acres. Taxes municipales: \$9.64. Taxes scolaires: \$22.34. Total: \$31.98.

Comme appartenant à Vve Marie Arseneau, un lot de terre connu au même cadastre sous la subdivision 513 du lot 16, contenant 2-1-0. Taxes municipales: \$2.86. Taxes scolaires: \$4.94. Total: \$7.80.

Comme appartenant à Ariste H. Aucoin ou semblant lui appartenir, trois lots de terre connus au même cadastre comme subdivision 580 du lot 214 contenant 3-2-0, subdivision 581 du lot 214-E contenant 0-3-0 et subdivision 590 du lot 245-A contenant 3-0-0 avec bâtisses dessus construites. Taxes municipales: \$6.05. Taxes scolaires: \$49.06. Total: \$55.11.

Comme appartenant à Vve Nectaire Boudreau, deux lots de terre connus au même cadastre comme subdivision 612 du lot 257 contenant 1-1-0 et le lot 258 contenant 6-0-0. Taxes municipales: \$2.47. Taxes scolaires: \$18.76. Total: \$21.23.

Comme appartenant à Charles M. Cyr et étant occupé par Hormidas Cyr, un lot de terre connu au même cadastre sous la subdivision 76 du lot 42, contenant 5-0-0. Taxes municipales: \$8.54. Taxes scolaires: \$60.75. Total: \$69.29.

Comme appartenant à Alfred R. Cormier un lot de terre connu au même cadastre comme partie de subdivision 412 du lot 114 contenant 2-0-0. Taxes municipales: \$6.60. Taxes scolaires: \$30.80. Total: \$37.40.

Comme appartenant à Vve Samuel Bourque ou semblant lui appartenir, un lot de terre connu au même cadastre comme partie de lot 207, étant un site. Taxes municipales: \$1.05. Taxes scolaires: \$7.64. Total: \$8.69.

As belonging to Achille Richard, one other lot known on the same cadastre under the subdivision 299 of lot 63, containing 5-0-0, the whole with buildings thereon erected, these lots and buildings being now occupied by Edgar Bertin. Municipal taxes: \$4.25. School taxes: \$10.46. Total: \$14.71.

As belonging to Amédée Boudreau and being occupied by Daniel A. Boudreau, one lot of land known on the same cadastre under the number 131 containing 7-1-0, with buildings thereon erected. Municipal taxes: \$3.84. School taxes: \$9.45. Total: \$13.29.

As belonging to Théophile Arseneau and being occupied by Leger T. Arseneau, two lots of land known on the same cadastre as subdivision 343 of lot 167 containing 1-1-0 and subdivision 344 of lot 168 containing 2-3-0, with buildings thereon erected. Municipal taxes: \$8.13. School taxes: \$19.35. Total: \$27.48.

As belonging to Honoré Arseneau and being occupied by Willie H. Arseneau, three lots of land known on the same cadastre as subdivision 222 of the lot 216 containing 4-2-0 part of lot No. 218 containing 6-2-0 and subdivision 406 of lot 209 containing 7-1-0 with buildings thereon erected. Municipal taxes: \$7.61. School taxes: \$21.71. Total: \$29.32.

As belonging to Honoré Arseneau and being occupied by Théofred Arseneau, one lot of land known on the same cadastre as forming part of lot 216, containing 6-0-0. Municipal taxes: \$0.21. School taxes: \$2.02. Total: \$2.23.

IN THE MUNICIPALITY OF ÉTANG-DU-NORD

As belonging to Simon Arseneau, one lot of land known on the cadastre of Grindstone Island, under the subdivision 56 of lot 132, containing 20 acres. Municipal taxes: \$9.64. School taxes: \$22.34. Total: \$31.98.

As belonging to Widow Marie Arseneau, one lot of land known on the same cadastre under the subdivision 513 of lot 16, containing 2-1-0. Municipal taxes: \$2.86. School taxes: \$4.94. Total: \$7.80.

As belonging to Ariste H. Aucoin or supposed to belong to him, three lots of land known on the same cadastre as subdivision 580 of lot 214 containing 3-2-0, subdivision 581 of lot 214-E containing 0-3-0 and subdivision 590 of lot 245-A, containing 3-0-0 with buildings thereon erected. Municipal taxes: \$6.05. School taxes: \$49.06. Total: \$55.11.

As belonging to Widow Nectaire Boudreau, two lots of land known on the same cadastre as subdivision 612 of lot 257 containing 1-1-0 and lot 258 containing 6-0-0. Municipal taxes: \$2.47. School taxes: \$18.76. Total: \$21.23.

As belonging to Charles M. Cyr and being occupied by Hormidas Cyr, one lot of land known on the same cadastre under subdivision 76 of lot 42 containing 5-0-0. Municipal taxes: \$8.54. School taxes: \$60.75. Total: \$69.29.

As belonging to Alfred R. Cormier one lot of land known on the same cadastre as part of subdivision 412 of lot 114 containing 2-0-0. Municipal taxes: \$6.60. School taxes: \$30.80. Total: \$37.40.

As belonging to Widow Samuel Bourque or supposed to belong to her, one lot of land known on the same cadastre as part of lot 207, being a site. Municipal taxes: \$1.05. School taxes: \$7.64. Total: \$8.69.

Comme appartenant à Vve Joseph M. Chevarie, un lot de terre connu au même cadastre sous la subdivision 416 du lot 133 contenant 4-3-0. Taxes municipales: \$8.96. Taxes scolaires: \$26.48. Total: \$35.44.

Comme appartenant à Vve Antoine Chevarie & al., deux lots de terre connus au même cadastre comme subdivision 478 du lot 49 contenant 25-0-0 et la subdivision 479 du lot 126 contenant 1-3-0. Taxes municipales: \$35.98. Taxes scolaires: \$34.89. Total \$70.87.

Comme appartenant à Vve Julie Déraspe un lot de terre connu au même cadastre comme partie du lot 204, contenant 1-0-0. Taxes municipales: \$1.67. Taxes scolaires: \$4.50. Total: \$6.17.

Comme appartenant à Aristide E. Gaudet un lot de terre connu au même cadastre sous la subdivision 103 du lot 214, contenant 1-2-0. Taxes municipales: \$7.90. Taxes scolaires: \$10.46. Total: \$18.36.

Comme appartenant à Vve William J. Poirier un lot de terre connu au même cadastre sous la subdivision 142 du lot 214 contenant 3-2-0. Taxes municipales: \$5.84. Taxes scolaires: \$3.15. Total: \$8.99.

Donné à Havre-Aubert, I.M., ce douzième jour de mai 1949.

Le Secrétaire-trésorier du Comté
des Iles de la Madeleine,
F.-A. PAINCHAUD.

24947-20-2-o

As belonging to Widow Joseph M. Chevarie one lot of land known on the same cadastre under the subdivision 416 of lot 133 containing 4-3-0. Municipal taxes: \$8.96. School taxes: \$26.48. Total: \$35.44.

As belonging to Widow Antoine Chevarie & al., two lots of land known on the same cadastre as subdivision 478 of lot 49 containing 25-0-0 and subdivision 479 of lot 126 containing 1-3-0. Municipal taxes: \$35.98. School taxes: \$34.89. Total: \$70.87.

As belonging to Widow Julie Déraspe one lot of land known on the same cadastre as part of lot 204 containing 1-0-0. Municipal taxes: \$1.67. School taxes: \$4.50. Total: \$6.17.

As belonging to Aristide E. Gaudet one lot of land known on the same cadastre under subdivision 103 of lot 214 containing 1-2-0. Municipal taxes: \$7.90. School taxes: \$10.46. Total: \$18.36.

As belonging to Widow William J. Poirier one lot of land known on the same cadastre under subdivision 142 of lot 214 containing 3-2-0. Municipal taxes: \$5.84. School taxes: \$3.15. Total: \$8.99.

Given at Havre-Aubert, M.I. this twelfth day of May 1949.

F. A. PAINCHAUD,
Secretary-Treasurer for the County
of Magdalen Islands.

24947-20-2-o

VENTES PAR SHERIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure, district d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: } JOSEPH FAUCHER, N° 5457 } cultivateur, du canton de Leeds vs LIONEL LANDRY, de Thetford Mines et LOUIS ULRIC TALBOT, avocat, C.R. et GABRIEL ROBERGE, avocat, tous deux de la cité de Thetford Mines et y pratiquant leur profession, en société, sous la raison de Talbot & Roberge procureurs distrayants.

Comme appartenant au demandeur Joseph Faucher;

Une terre connue et désignée comme étant le numéro onze-A (No. 11-A), du cadastre du rang treize (rang-13) du canton de Leeds, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, sous la réserve des mines et droits de mines pour appartenir à qui de droit.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de St-Pierre de Broughton, canton de Leeds, Comté de Mégantic, le TRENTE ET UNIEME jour du mois de MAI 1949, à DEUX heures de l'après-midi. (Heure avancée).

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Palais de Justice, MAURICE MAHEU.
Arthabaska, 22 avril 1949 24786-17-2-o
[Première insertion, 30 avril 1949]

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure, district d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: } L. P. LEMIRE, employé d'usine, domicilié à Wickham, district d'Arthabaska, demandeur

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is, hereby given that the undermentioned LAND and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court — District of Arthabaska

Arthabaska, to wit: } JOSEPH FAUCHER, farmer, of the Township of Leeds; vs LIONEL LANDRY, of Thetford Mines; and LOUIS ULRIC TALBOT, advocate, K.C., and GABRIEL ROBERGE, advocate, both of the city of Thetford Mines and there practising their profession, in partnership, under the firm name of "Talbot & Roberge," attorneys distracting for costs.

As belonging to the plaintiff Joseph Faucher:

A farm known and designated as number eleven-A (No. 11-A) of the cadastre for range thirteen (range 13) of the township of Leeds — with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, under reserve of the mines and mining rights to belong to those entitled thereto.

To be sold at the church door of the parish of St-Pierre de Broughton, township of Leeds, county of Mégantic, on the THIRTY-FIRST day of the month of MAY, 1949, at TWO o'clock in the afternoon (Daylight Saving Time).

Sheriff's Office, MAURICE MAHEU,
Court House, Sheriff.
Arthabaska, April 22, 1949. 24786-17-2
[First insertion, April 30, 1949]

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court, District of Arthabaska

Arthabaska, to wit: } L. P. LEMIRE, plan No. 5726 } employee, domiciled at Wickham, district of Arthabaska, plaintiff; vs

vs **MOISE PAQUETTE**, cultivateur, Wickham Ouest, dit district, défendeur.

Comme appartenant au défendeur;

Les numéros six cent soixante et trois, six cent soixante et six, six cent soixante et six A et six cent soixante et cinq (Nos. 663, 666, 666-A et 665) du cadastre officiel du canton de Wickham, comté de Drummond.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Wickham Ouest, comté de Drummond le **PREMIER** jour du mois de **JUIN** 1949, à **DEUX** heures de l'après-midi. (Heure avancée).

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Palsis de Justice, MAURICE MAHEU.
Arthabaska, 25 avril 1949.

24787-17-2-0

[Première insertion, 30 avril 1949]

BEAUCE

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Dans la Cour Supérieure, District de Beauce St-Joseph de Beauce, } **R OSAIRE BEAU-**
N° 20,419. } **DOIN**, avocat de

St-Joseph de Beauce, contre **JOSAPHAT GRENIER**, cultivateur de St-Philibert, comté de Beauce, à savoir: une terre de quatre arpents de largeur, étant les lots partie Nos. vingt-six, vingt-sept A et vingt-sept B, (Ptie 26, 27a & 27b) de la paroisse de St-Philibert et étant ainsi bornés: d'un côté au chemin public du rang neuf, d'un côté à Eugène Bélanger, de l'autre à J. Edmond Morin et en haut à Pierre Rodrigue; le tout environ 50 acres, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, suivant le cadastre officiel pour le rang neuf sud-ouest du canton Watford, comté de Beauce, tel que le tout est actuellement avec les servitudes actives et passives, sans exception ni réserve.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale, en la paroisse de St-Philibert, le **VINGT-SEPTIEME** jour de **JUIN** prochain à **DIX** heures du matin.

Le Shérif, J. S. **POULIOT**.
Bureau du Shérif, St-Joseph de Beauce, 17 mai 1949. 24955-20-2-0
[Première insertion: 21 mai 1949]
[Seconde insertion: 4 juin 1949]

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Dans la Cour Supérieure
District de Québec

Québec, à savoir: } **LACHANCE & MOREL**
N° 54,059. } **LTÉE**, corps politique
légalement incorporé ayant sa principale place
d'affaires à 47, rue St-Jacques, Québec, contre
FRANCOIS CHAMPAGNE de St-George est,
comté de Beauce, à savoir:

1° Les lots numéros six cent dix fraction vingt-huit, fraction un (610-28-1) à distraire du dit lot la partie de terrain appartenant à la Municipalité du Village-est de St-Georges de Beauce; six cent dix fraction vingt-huit fraction deux, (610-28-2) six cent dix fraction vingt-huit fraction trois (610-28-3); six cent dix fraction vingt-huit fraction sept (610-28-7); six cent dix fraction vingt-huit fraction huit (610-28-8); six cent dix fraction vingt-huit fraction neuf (610-28-9); six cent dix fraction vingt-huit fraction dix (610-28-10); six cent dix fraction vingt-huit fraction douze (610-28-12); six cent dix fraction vingt-huit fraction quinze (610-28-15) à distraire du dit lot la partie de terrain appartenant à Pierre Poulin; six cent dix fraction vingt-huit fraction seize (610-28-16); à distraire du dit

MOISE PAQUETTE, farmer, West Wickham, said district, defendant.

As belonging to the defendant:

Numbers six hundred and sixty-three, six hundred and sixty-six, six hundred and sixty-six-A and six hundred and sixty-five (Nos. 663, 666, 666-A and 665) of the official cadastre for the township of Wickham, county of Drummond.

To be sold, at the church door of the parish of West Wickham, county of Drummond, on the First day of the month of **JUNE**, 1949, at **TWO** o'clock in the afternoon (Daylight Saving Time).

Sheriff's Office, MAURICE MAHEU,
Court House, Sheriff.
Arthabaska, this 25th day of April, 1949.

24787-17-2

[First insertion, April 30, 1949]

BEAUCE

Fieri Facias de Bonis et de Terris

In the Superior Court, District of Beauce St-Joseph de Beauce, } **R OSAIRE BEAU-**
No. 20,419. } **DOIN**, advocate, of

St-Joseph de Beauce; against **JOSAPHAT GRENIER**, farmer, of St-Philibert, county of Beauce, to wit:

A farm of four arpents in width, being lots part of Nos. twenty-six, twenty-seven A and twenty-seven B (pt. 26, 27a & 27-b) of the parish of St-Philibert, and bounded thus: on one side by the public road of range nine, on one side by Eugène Bélanger, on the other side by J. Edmond Morin and above, by Pierre Rodrigue; the whole 50 acres with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, in accordance with the official cadastre for range nine southwest of the township of Watford, county of Beauce, as the whole presently subsists, with the active and passive servitudes, without any exception or reserve.

To be sold at the parochial church door, in the parish of St-Philibert, on the **TWENTY-SEVENTH** day of **JUNE** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

J. S. **POULIOT**,
Sheriff's Office, Sheriff.
St-Joseph de Beauce, May 17, 1949. 24955-20-2
[First insertion: May 21, 1949]
[Second insertion: June 4, 1949]

Fieri Facias de Bonis et de Terris

In the Superior Court
District of Québec

Québec, to wit: } **LACHANCE & MOREL**
No. 54,059. } **LTÉE**, a body politic
and corporate having its head office at 47 St-
Jacques street, Québec; against **FRANCOIS**
CHAMPAGNE, of St-Georges-Est, county of
Beauce, to wit:

1. Lots numbers six hundred and ten, fraction twenty-eight, fraction one (610-28-1) to be deducted from said lot the part belonging to the Municipality of the East Village of St-Georges de Beauce; six hundred and ten fraction twenty-eight, fraction two (610-28-2); six hundred and ten fraction twenty-eight, fraction three (610-28-3); six hundred and ten fraction twenty-eight, fraction seven (610-28-7); six hundred and ten fraction twenty-eight, fraction eight (610-28-8); six hundred and ten fraction twenty-eight, fraction nine (610-28-9); six hundred and ten fraction twenty-eight, fraction ten (610-28-10); six hundred and ten fraction twenty-eight, fraction twelve (610-28-12); six hundred and ten fraction twenty-eight, fraction fifteen (610-28-15) to be deducted from said lot the piece of land

lot la partie de terrain appartenant à Eugène Veilleux; six cent dix fraction vingt-huit fraction dix-neuf (610-28-19); six cent dix fraction vingt-huit fraction vingt-et-un (610-28-21); six cent dix fraction vingt-huit fraction vingt-deux (610-28-22); six cent dix fraction vingt-huit fraction vingt-trois (610-28-23); six cent dix fraction vingt-huit fraction vingt-quatre (610-28-24); six cent dix fraction vingt-huit fraction vingt-cinq (610-28-25); six cent dix fraction vingt-huit fraction vingt-six (610-28-26); six cent dix fraction vingt-huit fraction vingt-sept (610-28-27); six cent dix fraction vingt-huit fraction vingt-huit (610-28-28); six cent dix fraction vingt-huit fraction vingt-neuf (610-28-29); six cent dix fraction vingt-huit fraction trente (610-28-30); six cent dix fraction vingt-huit fraction trente et un (610-28-31); six cent dix fraction vingt-huit fraction trente-deux (610-28-32); six cent dix fraction vingt-huit fraction trente-trois (610-28-33); six cent dix fraction vingt-huit fraction trente-quatre (610-28-34); six cent dix fraction vingt-huit fraction trente-cinq (610-28-35); six cent dix fraction vingt-huit fraction trente-six (610-28-36) du plan amendé d'une partie du cadastre de la paroisse de St-Georges comté de Beauce, maintenant de la Municipalité du village de St-Georges-est, circonstances et dépendances.

2° Partie du lot numéro six cent dix (ptie 610 du cadastre officiel pour la paroisse de St-Georges de Beauce, compris dans les bornes et délimitations suivantes borné au nord-est à un chemin, au nord-ouest à Wilfrid Champagne au sud-est à Emile Poirier et au sud-ouest aux lots numéros six cent dix fraction vingt-huit fraction douze (610-28-12) six cent dix fraction vingt-huit fraction trente-cinq (610-28-35) six cent dix fraction vingt-huit fraction trente-six (610-28-36) et six cent dix fraction vingt-huit fraction trente-sept (610-28-37) circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale, en la paroisse de St-Georges de Beauce, le VINGT-SEPTIEME jour de JUIN prochain à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, J.-S. POULIOT.
St-Joseph de Beauce, 17 mai 1949. 24954-20-2-0
[Première insertion: 21 mai 1949]
[Seconde insertion: 4 juin 1949]

BEAUHARNOIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure Province de Québec, district de Beauharnois

N° 9201, { DARCY POISSANT, cultivateur de la paroisse de St-Étienne, district de Beauharnois, tant personnellement qu'en sa qualité d'exécuteur testamentaire de la succession de feu Théodore Poissant, de son vivant des mêmes lieux; vs ÉDOUARD COUILLARD, cultivateur de la paroisse de St-Clément de Beauharnois, district de Beauharnois.

Saisi comme appartenant au dit défendeur. Une terre portant les numéros deux-cent-vingt-deux et deux-cent-vingt-trois, (222-223) des plans et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Clément, avec toutes les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'Église paroissiale de la paroisse de St-Clément de Beauharnois, dans le comté de Beauharnois, district de Beau-

harnois, appartenant à Pierre Poulin; six hundred and ten fraction twenty-eight, fraction sixteen (610-28-16); to be deducted from said lot the piece of land belonging to Eugène Veilleux; six hundred and ten fraction twenty-eight, fraction nineteen (610-28-19); six hundred and ten fraction twenty-eight, fraction twenty-one (610-28-21); six hundred and ten fraction twenty-eight, fraction twenty-two (610-28-22); six hundred and ten fraction twenty-eight, fraction twenty-three (610-28-23); six hundred and ten fraction twenty-eight, fraction twenty-four (610-28-24); six hundred and ten fraction twenty-eight, fraction twenty-five (610-28-25); six hundred and ten fraction twenty-eight, fraction twenty-six (610-28-26); six hundred and ten fraction twenty-eight, fraction twenty-seven (610-28-27); six hundred and ten fraction twenty-eight, fraction twenty-eight (610-28-28); six hundred and ten fraction twenty-eight, fraction twenty-nine (610-28-29); six hundred and ten fraction twenty-eight, fraction thirty (610-28-30); six hundred and ten fraction twenty-eight, fraction thirty-one (610-28-31); six hundred and ten fraction twenty-eight, fraction thirty-two (610-28-32); six hundred and ten fraction twenty-eight, fraction thirty-three (610-28-33); six hundred and ten fraction twenty-eight, fraction thirty-four (610-28-34); six hundred and ten fraction twenty-eight, fraction thirty-five (610-28-35); six hundred and ten fraction twenty-eight, fraction thirty-six (610-28-36) of the amended plan of a part of the cadastre for the parish of St-Georges, county of Beauce, now the Municipality of the Village of St-Georges-Est, circumstances and dependencies.

2. Part of lot number six hundred and ten (Pt.610) of the official cadastre for the parish of St-Georges de Beauce, comprised within the following boundaries and limitations: bounded on the northeast by a road, on the northwest by Wilfrid Champagne, on the southeast by Émile Poirier and on the southwest by lots numbers six hundred and ten fraction twenty-eight, fraction twelve (610-28-12); six hundred and ten fraction twenty-eight, fraction thirty-five (610-28-35); six hundred and ten fraction twenty-eight, fraction thirty-six (610-28-36) and six hundred and ten fraction twenty-eight, fraction thirty-seven (610-28-37) circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of the parish of St-Georges de Beauce, on the TWENTY-SEVENTH day of JUNE next at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, J. S. POULIOT, Sheriff.
St-Joseph de Beauce, May 17, 1949. 24954-20-2
[First insertion, May 21, 1949]
[Second insertion, June 4, 1949]

BEAUHARNOIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court, Province of Quebec, District of Beauharnois

No. 9201. { DARCY POISSANT, farmer, of the parish of St-Étienne, district of Beauharnois, both personally and in his quality of testamentary executor to the estate of the late Théodore Poissant, in his lifetime, of the same place; vs EDOUARD COUILLARD, farmer, of the parish of St-Clément de Beauharnois, district of Beauharnois.

Seized as belonging to said defendant. A farm bearing numbers two hundred and twenty-two and two hundred and twenty-three (222-223) on the official plan and in the book of reference for the parish of St-Clément — with all the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of St-Clément, de Beauharnois, in the county of Beauharnois, district of Beauharnois,

harnois, MARDI le 31 MAI 1949, à DIX heures de l'avant-midi heure avancée.

Bureau du Shérif,
ce 26ième jour de Avril 1949.
[Première insertion, 30 avril 1949]

Le Shérif,
P. H. REID.

24788-17-2-o

on TUESDAY, the 31st of MAY, 1949, at TEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time).

Sheriff's Office,
this 26th day of April, 1949.
[First Insertion, April 30, 1949]

P. H. REID,

Sheriff.

24788-17-2

BEDFORD

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada,
Province de Québec, District de Bedford, Cour Supérieure N° 2739

ROBB'S FUNERAL SERVICE REG'D, sous lequel nom Carl E. Wilson fait affaire seul dans le village de Knowlton, district de Bedford, demanderesse, vs Les **HERTIERS** de feu Jonathan alias J. L. Carter, en son vivant du village de Knowlton, district de Bedford, défendeurs.

Ce certain morceau de terre situé et se trouvant dans ledit village de Knowlton, connu aux plan cadastral et livre de renvoi officiels du canton de Brome comme faisant partie du lot de terre numéro mille trente-sept (1037), borné et décrit comme suit: Commencant au coin sud-est dudit lot du côté nord du chemin conduisant de Knowlton à Sweetsburg, de là vers l'ouest suivant le côté nord dudit chemin sur une distance de quarante huit pieds, de là allant dans une direction nord sur une distance de cent trois pieds, de là allant vers l'est parallèle audit chemin jusqu'à la ligne est dudit lot sur une distance de trente-neuf pieds, de là allant vers le sud suivant l'est dudit lot sur une distance de cent quatre pieds au point de départ, sans garantie de mesure précise, sauf et excepté la partie vendue à Sa Majesté le Roi pour l'élargissement du chemin, avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique de la paroisse de St-Edouard de Knowlton, à Knowlton dit district, MERCREDI, le 1er JUNE 1949, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Sweetsburg, Qué., 25 avril, 1949.
[Première insertion, 30 avril 1949]

Le Shérif,
A. ST. MARTIN.

24789-17-o

BEDFORD

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada,
Province of Quebec, District of Bedford, Superior Court No. 2739

ROBB'S FUNERAL SERVICE REG'D, under which name, Carl E. Wilson, is doing business alone in the village of Knowlton, district of Bedford., plaintiff vs **HEIRS** of the late Jonathan alias J.L. Carter in his lifetime, of the village of Knowlton, district of Bedford, defendants,

"That certain piece of land situate and lying in the said village of Knowlton, known upon the official cadastral plan and in the book of reference of the township of Brome, as part of the lot of land number one thousand and thirty-seven (1037) bounded and described as follows; beginning at the south-east corner of the said lot, on the north side of the road leading from Knowlton to Sweetsburg, thence westerly following the north side of the said road a distance of forty-eight feet, thence running in a northerly direction, a distance of one hundred and three feet, thence running easterly parallel with the said road to the east line of said lot, a distance of thirty-nine feet, — thence running southerly following the east side of said lot a distance of one hundred and four feet to the place of beginning, be the contents thereof what it may, save and except the part sold to His Majesty the King, for widening the road. With the buildings thereon erected.

To be sold at the door of the Catholic church of the parish of St-Edouard de Knowlton, at Knowlton, said district, on WEDNESDAY the FIRST day of JUNE, 1949, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Sweetsburg, Que., April 25, 1949.
[First insertion, April 30, 1949]

A. ST. MARTIN,

Sheriff.

24789-17-2-o

GASPÉ

Fieri Facias de Terris

Percé, P.Q., No. 2965

ROBIN JONES & WHITMAN LIMITED, un corps incorporé et politique, ayant son siège social à Paspébiac, comté de Bonaventure et un bureau au village de Gaspé, province de Québec, demanderesse, vs **Maurice Villecourt,** journaliste, de St-Majorique, comté de Gaspé, défendeur.

Une certaine maison érigée sur une partie du lot numéro 2-B, dans le premier rang sud du canton de Sydenham, propriété de Maurice Villecourt, dans le comté de Gaspé, province de Québec.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de St-Majorique, le VINGT-DEUXIEME jour de JUNE 1949, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif,
Percé, P.Q., 16 mai 1949.
[Première insertion, 21 mai 1949]

Le Shérif,
M. J. FURLONG.

24968-20-2

GASPÉ

Fieri Facias de Terris

Percé, P.Q., No. 2965

ROBIN JONES & WHITMAN LIMITED, a body corporate and politic, having its head office at Paspébiac, County of Bonaventure and a branch office at the village of Gaspé, Province of Quebec. Plaintiff vs **MAURICE VILLECOURT,** Labourer of St-Majorique, County of Gaspé, defendant.

A certain house erected on part of lot number 2-B, in the first Range South of the Township of Sydenham, property of Maurice Villecourt, in the county of Gaspé, Province of Quebec.

To be sold at the parochial church door of St-Majorique on the TWENTY-SECOND day of JUNE, 1949, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office,
Percé, P.Q. May 16th, 1949.
[First insertion, May 21, 1949]

M. J. FURLONG,

Sheriff.

24968-20-2-o

MONTRÉAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: { **BANQUE DE MONT-
RÉAL**, demanderes-
N° 269,201. } se, vs **DONALD IAN Mc-
ALPINE**, défendeur.

Cet emplacement ayant front sur la quarante-et-unième avenue, dans la cité de Lachine, connu et désigné comme étant la subdivision numéro neuf du lot originaire numéro cent cinquante-deux (152-9) aux plan et livre de renvoi officiels de la ville de Lachine, mesurant cent dix pieds de largeur en front et soixante-deux pieds de largeur en arrière par une profondeur de cent douze pieds et trente-trois centièmes d'un pied dans sa ligne sud-ouest, mesure anglaise et plus ou moins, avec toutes les bâtisses dessus érigées, comprenant celle portant le numéro civique 378 (autrefois 56) de ladite quarante-et-unième avenue et un garage, comme le tout se trouve présentement avec tous les droits, membres et appartenances y attachés, sans aucune exception ni réserve.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le 2ième jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Montréal, 26 avril 1949. L.-P. CAISSE.
24790-17-2-o
[Première insertion, 30 avril 1949]

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: { **OMER LANCIAULT**,
N° 240823 } ès-qualité, demandeur;
vs **EVARISTE FOREST**, défendeur.

Les subdivisions suivantes du lot originaire N° 86, des plans et livres de renvoi officiels de la paroisse de St-Antoine de Longueuil, toutes situées dans la ville de Jacques-Cartier; les subdivisions 1, 2 et 3 bornées en front par le chemin de Chambly, avec un magasin et autres constructions y érigées, les subdivisions 4, 5, 6, 7, 8, 9, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102 bornées en front par la rue Brault, avec une maison et autres constructions érigées sur le N° 7; les subdivisions 50, 51, 52, 103, 104, 105, 106, 107 et 108 bornées en front par la rue Rochester; la subdivision 109 bornée en front par la rue Montcalm; les subdivisions 548, 549, 550, 554, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 562, 563 bornées en front par la rue Curé Poirier.

Pour être vendus, au bureau d'enregistrement du comté de Chambly, à Longueuil, le 2ème jour de JUIN prochain, à ONZE heures du matin.

Les lots Nos 1, 2 et 3 pour être vendus "en bloc".

Un dépôt de \$1,126.50, quant aux lots Nos 1, 2 et 3; de \$1,112.50 quant au lot N° 7; de \$12.50 quant aux lots, 4, 5, 6, 8, 9, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109 et de \$10.00 quant aux lots 548, 549, 550, 554, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 562, 563, sera exigé de tout offrant ou enchérisseur,

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: { **BANK of MONTREAL**,
plaintiff; vs **DONALD**
No. 269,201. } **IAN McALPINE**, defend-
ant.

That emplacement fronting on Forty-First Avenue, in the City of Lachine, known and designated as being subdivision number Nine of Original Lot number One Hundred and Fifty-Two (152-9) upon the Official Plan and Book of Reference of the Town of Lachine, measuring one hundred and ten feet in width in front and sixty-two feet in width in rear, by a depth of one hundred and twelve feet and thirty-three hundredths of a foot in its south Westerly line, English measure and more or less, with all the buildings thereon erected, including that bearing civic number 378 (formerly 56) of said Forty-First Avenue, and a garage, as the whole now is with all the rights, members and appurtenances thereto attached, without any exception nor reserve.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the SECOND day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, L. P. CAISSE,
Montreal, April 26, 1949. Sheriff.
24790-17-2
[First Insertion, April 30, 1949]

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: { **OMER LANCIAULT**,
N° 240823. } ès-qualité, plaintiff; vs
EVARISTE FOREST, defendant.

The following subdivisions of original lot No. 86 of the official plan and book of reference for the parish of St-Antoine de Longueuil, all situate in the town of Jacques-Cartier: subdivisions 1, 2 and 3 bounded in front by the Chambly Road, with a store and other buildings thereon erected, subdivisions, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, bounded in front by Brault Street, with a house and other buildings erected on No. 7, subdivisions 50, 51, 52, 103, 104, 105, 106, 107 and 108 bounded in front by Rochester Street; subdivision 109 bounded in front by Montcalm Street; subdivisions 548, 549, 550, 554, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 562, 563 bounded in front by Curé Poirier Street.

To be sold at the Registry Office of the county of Chambly, at Longueuil, on the 2nd day of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Lots Nos. 1, 2 and 3 to be sold "en Bloc".

A deposit of \$1,126.50 as to lots 1, 2 and 3; of \$1,112.50 as to lot No. 7; of \$12.50 as to lots 4, 5, 6, 8, 9, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109 and of \$10.00 as to lots 548, 549, 550, 554, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 562, 563 shall be required from each and every bidder pursuant to a judgment

suivant jugement de l'hon. juge Savard, daté le 25 août 1948.

Bureau du Shérif,
Montréal, 26 avril 1949.
[Première insertion, 30 avril 1949]

Le Shérif,
L.-P. CAISSE,
24791-17-2-o

of Hon. Justice Savard, dated August 25, 1948.

Sheriff's Office,
Montreal, April 26, 1949.
[First Insertion, April 30th, 1949]

L.-P. CAISSE,
Sheriff,
24791-17-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris
C. S. — District de Joliette

Montréal, à savoir: { LÉOPOLD SAINT-
JEAN, demandeur;
N° 8991. { vs MARCEL MATHIEU,
défendeur.

1. Un lot de terre vacant ayant front sur la rue Vauquelin, en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro six cent soixante-cinq de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre cent soixante-dix-sept (477-665) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet;

2. Un lot de terre vacant ayant front sur la rue Vauquelin, en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro six cent soixante-six de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre cent soixante-dix-sept (477-666) desdits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, avec toutes bâtisses dessus érigées.

Ainsi que le tout se trouve présentement avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées auxdits immeubles et sans aucune exception ni réserve.

Pour être vendu "en Bloc", à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-TROISIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin. Un dépôt de \$102.00, sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement du 17 mai 1949.

Bureau du Shérif,
Montréal, 18 mai 1949.
[Première insertion, 21 mai 1949]

Le Shérif,
L.-P. CAISSE,
24983-20-2-o

Sheriff's Office,
Montreal, May 18, 1949.
[First insertion, May 21, 1949]

L. P. CAISSE,
Sheriff.
24983-20-2

QUÉBEC

Fieri Facias
Cour de Magistrat

Québec, à savoir: { A DOLPHE ROBERT, de
N° 115-668 } la cité de Québec, com-
merçant, contre EDMOUR BOILY, de Beau-
port, fermier et commerçant de rang St-Joseph,
Beauport, à savoir:

1. Le lot N° 625 (six cent vingt-cinq) du cadastre officiel pour la paroisse de Beauport, comté de Québec, étant une terre située en la concession St-Joseph, mesurant un arpent et cinq perches de largeur sur dix arpents, deux perches et neuf pieds de profondeur, circonstances et dépendances. A distraire la partie sud du dit lot vendue à Monsieur Henri Paquet, mesurant la largeur du dit lot sur une profondeur de quatre arpents et neuf perches de longueur.

2. Le lot N° 789 (sept cent quatre-vingt-neuf) du cadastre officiel pour la paroisse de Beauport, comté de Québec, étant une terre située en la concession St-Joseph, mesurant un arpent et cinq perches de largeur sur un arpent de profondeur, de là un arpent et neuf perches de largeur sur un arpent de profondeur, de là un arpent et neuf perches de largeur sur douze arpents et cinq perches de profondeur, et de là sur une autre profondeur de sept arpents et deux perches, contenant en superficie trente-six arpents et cinq perches, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

QUEBEC

Fieri Facias
Magistrate's Court

Quebec, to wit: { A DOLPHE ROBERT, of
No. 115-668 } the city of Québec, trader;
against EDMOUR BOILY, of Beauport, farmer
and trader, of range St. Joseph, Beauport, to
wit:

1. Lot No. 625 (six hundred and twenty-five) of the official cadastre for the parish of Beauport, county of Québec, being a farm situate in the St. Joseph concession, measuring one arpent and five perches in width by ten arpents two perches and nine feet in depth, circumstances and dependencies. To be deducted the south part of said lot sold to Mr. Henri Paquet, measuring the width of said lot by a depth of four arpents and nine perches in length.

2. Lot No. 789 (seven hundred and eighty-nine) of the official cadastre for the parish of Beauport, county of Québec, being a farm situate in the St. Joseph concession measuring one arpent and five perches in width by one arpent in depth, thence one arpent and nine perches in width by twelve arpents and five perches in depth and thence, on another depth of seven arpents and two perches, containing an area of thirty-six arpents and five perches — with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

3. Le lot N° 1083 (mille quatre-vingt-trois) du cadastre officiel pour la paroisse de Beauport, comté de Québec, étant une terre à bois située en la concession St-Ignace, maintenant de la paroisse de Ste-Thérèse de Lisieux, mesurant six perches et six pieds de largeur sur vingt-vingt arpents de profondeur, circonstances et dépendances.

Pour être vendus les lots en premier et deuxième lieux décrits à la porte de l'église paroissiale de Beauport, comté de Québec, le DIXIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin, et le lot en troisième lieu décrit à la porte de l'église paroissiale de Ste-Thérèse de Lisieux, comté de Québec, le DIXIEME jour de JUIN prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Québec, 4 mai 1949.
 [Première insertion: 7 mai 1949]
 [Seconde insertion: 21 mai 1949]

Le Shérif,
 AIME DION.
 24879-18-2-o

TROIS-RIVIÈRES

Fieri Facias de Bonis et de Terris
 Cour Supérieure

Dans une cause dans laquelle

Canada, Province de Québec, District des Trois-Rivières, N° 10283, marchands de bois de la cité de Shawinigan-Falls, et y faisant affaires sous la raison sociale de Painchaud & Frère, étaient demandeurs, vs ONIL MATTEAU, du Village de la Baie Shawinigan, était défendeur, & L. Z. Bertrand & J. A. Lemire, tous deux registrateurs de la division d'enregistrement de Trois-Rivières, étaient mis-en-cause, Les dits Edmour, Aldège & Léandre Painchaud, demandeurs, Le dit Onil Matteau, défendeur,

Comme appartenant au dit défendeur, savoir: Deux (2) lots de terre situés au village de la Baie Shawinigan et portant les numéros Trois (3) de subdivision du lot numéro dix-neuf (19) de subdivision du lot originaire numéro six (6-19-3) et quatre (4) de subdivision du lot numéro dix-neuf (19) de subdivision du lot originaire numéro six (6-19-4), aux plans et livres de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de St-Boniface, avec bâtisses et dépendances y dessus érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église du village de Baie Shawinigan, comté de St-Maurice, MARDI, le VINGT-ET-UNIEME jour de JUIN mil neuf cent quarante-neuf, à DIX heures du matin (heure avancée).

Bureau du shérif, Trois-Rivières, le 18 mai, 1949.
 [Première insertion, 21 mai 1949]

Le Shérif,
 L. P. MERCIER.
 24984-20-2-o

3. Lot No. 1083 (one thousand and eighty-three) of the official cadastre for the parish of Beauport, county of Quebec, being a timber land situate in the St-Ignace concession, now the parish of Ste-Thérèse de Lisieux, measuring six perches and six feet in width by twenty-five arpents in depth, circumstances and dependencies.

To be sold, the lots firstly and secondly described, at the parochial church door of Beauport, county of Quebec, on the TENTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon, and the lot thirdly described, at the parochial church door of Ste-Thérèse de Lisieux, county of Quebec, on the TENTH day of JUNE next, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, Quebec, May 4, 1949.
 [First insertion: May 7, 1949]
 [Second insertion: May 21, 1949]

AIMÉ DION,
 Sheriff.
 24879-18-2

TROIS-RIVIÈRES

Fieri Facias de Bonis et de Terris
 Superior Court

In a case wherein

Canada, Province of Quebec, District of Trois-Rivières, No. 10,283, lumber merchants, of the city of Shawinigan-Falls, and there carrying on business under the firm name of Painchaud & Frère, were plaintiffs; vs ONIL MATTEAU, of the village of Shawinigan Bay, was defendant; & L. Z. Bertrand & J. A. Lemire, both Registrars of the Registration Division of Trois-Rivières, were Mis-en-Cause, The said EDMOUR ALDEGE & LÉANDRE PAINCHAUD, plaintiffs; the said Onil Matteau, defendant.

As belonging to said defendant, to wit: Two (2) lots of land situate in the village of Shawinigan Bay and bearing numbers three (3) of the subdivision of lot number nineteen (19) of the subdivision of the original lot number six (6-19-3) and four (4) of the subdivision of lot number nineteen (19) of the subdivision of the original lot number six (6-19-4) on the official cadastral plan and in the book of reference for the parish of St-Boniface — with buildings and dependencies thereon erected.

To be sold at the church door of the village of Shawinigan Bay, county of St-Maurice, on TUESDAY, the TWENTY-FIRST day of JUNE nineteen hundred and forty-nine, at TEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time).

Sheriff's Office, Trois-Rivières, May 18, 1949.
 [First insertion, May 21st, 1949]

L. P. MERCIER,
 Sheriff.
 24984-20-2

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 20

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Boutet vs Lebœuf..... 1265
 Landry vs Leroux..... 1265

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

814, section "A" — Industrie de la construction dans les comtés d'Abitibi-est, et al 1265

Index of the Quebec Official Gazette, No. 20

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Boutet vs Lebœuf..... 1265
 Landry vs Leroux..... 1265

ORDERS IN COUNCIL:

814, part "A" — Construction industry in the counties of Abitibi East, et al. . 1265

814, section "B" — Industrie de la construction dans les comtés d'Abitibi-est, <i>et al.</i>	1271	814, part "B" — Construction industry in the counties of Abitibi East, <i>et al.</i>	1271
814, section "C" — Métiers de plombier et appareils de chauffage dans les comtés de Hull, <i>et al.</i>	1271	814, part "C" — Plumbing and steam-fitting trades in the counties of Hull, <i>et al.</i>	1271
814, section "D" — Industrie et métiers de la construction dans les comtés de Hull, <i>et al.</i>	1270	814, part "D" — Construction industry and trades in the counties of Hull, <i>et al.</i>	1270
814, section "E" — Rouliers publics dans l'Île de Montréal.	1268	814, part "E" — Common Carriers in the Island of Montreal	1268
AVIS AUX INTÉRESSÉS:	1247	NOTICE TO INTERESTED PARTIES:	1247
AVIS DIVERS:		MISCELLANEOUS NOTICES:	
Associated Broadcasting Company Limited (Directeurs)	1274	Associated Broadcasting Company Limited (Directors)	1274
Caisse populaire de St-Eugène-de-Granby (Fondation)	1272	Caisse populaire de St-Eugène-de-Granby (Foundation)	1272
Chandler, munic. (Tirage d'obligations)	1273	Chandler, munic. (Drawing of bonds)	1273
Coopérative d'Habitation du Sacré-Cœur de Chicoutimi (Formation)	1273	Coopérative d'Habitation du Sacré-Cœur de Chicoutimi (Formation)	1273
L'Assistance à l'Enfant sans Soutien (Directeurs).	1273	L'Assistance à l'Enfant sans Soutien (Directors).	1273
L'Association des Garde-bébés de Notre-Dame-de-Liesse (Directeurs)	1274	L'Association des Garde-bébés de Notre-Dame-de-Liesse (Directors)	1274
L'Association des Garde-bébés de Notre-Dame-de-Liesse (Règlements)	1274	L'Association des Garde-bébés de Notre-Dame-de-Liesse (By-Laws)	1274
La Caisse populaire de Dorset (Fondation)	1273	La Caisse populaire de Dorset (Foundation)	1273
St-Camille-de-Lellis, paroisse (Tirage d'obligations)	1274	St-Camille-de-Lellis, parish (Drawing of bonds)	1274
Syndicat Coopératif des Producteurs de Lait.	1274	Syndicat Coopératif des Producteurs de Lait.	1274
Syndicat Industriel de St-Casimir (Fondation)	1275	Syndicat Industriel de St-Casimir (Foundation)	1275
Walt-Sher Realities Incorporated (Distribution de l'actif)	1273	Walt-Sher Realities Incorporated (Distribution of assets)	1273
The British American Pipe Line Company (Bill privé).	1272	The British American Pipe Line Company (Private Bill).	1272
CHARTE — ABANDON DE:		CHARTER — SURRENDER OF:	
Société Éducationnelle de la Plomberie Sanitaire.	1275	Société Educationnelle de la Plomberie Sanitaire.	1275
Walt-Sher Realities Incorporated	1275	Walt-Sher Realities Incorporated	1275
DÉPARTEMENTS — AVIS DES:		DEPARTMENTAL NOTICES:	
AGRICULTURE:		AGRICULTURE:	
<i>Industrie Laitière</i>		<i>Dairy Industry:</i>	
Ordonnance 77-49 — Région de Disraéli	1280	Order 77-49 — Region of Disraéli	1280
INSTRUCTION PUBLIQUE:		EDUCATION:	
Chambly, paroisse, Munic. scol.	1276	Chambly, parish, School Munic.	1276
Ile Bouchard, munic. scolaire de	1276	Ile Bouchard, school munic. of	1276
Mackayville, mun. scol.	1277	Mackayville, school munic.	1277
Nativité-de-Laprairie, paroisse, muni. scol.	1277	Nativité-de-Laprairie, parish, School munic.	1277
Nelson, mun. scol.	1276	Nelson, School munic.	1276
St-Antoine-de-Pontbriand, Munic. scol.	1276	St-Antoine-de-Pontbriand, School Munic.	1276
St-Gabriel-de-Brandon, Munic. scol. village.	1275	St-Gabriel-de-Brandon, village, School Munic.	1275
St-Sylvestre-Sud, mun. scol.	1277	St-Sylvestre-Sud, School munic.	1277
Wakefield-Nord, mun. scol.	1276	Wakefield-North, School munic.	1276
TERRES ET FORÊTS:		LANDS AND FORESTS:	
Drummondville, ville de	1281	Drummondville, town of.	1281
TRAVAIL:		LABOUR:	
International Longshoremen's Association, Local 1739 (Avis)	1281	International Longshoremen's Association, Local 1739 (Notice)	1281

TRÉSOR:

Assurances

National General Insurance Company 1287

ERRATUM:

Arrêté-en-Conseil N° 108, section "C" 1288

EXAMEN DU BARREAU:

Arthabaska: étude du droit 1287

GREFFE DE NOTAIRE:

Savignac, Roland 1288

LETTRES PATENTES:

Alexandre Pelletier & Fils Inc. 1248
 Allied Agencies Inc. 1249
 Almor Fur Company. 1249
 Alnee Wood Products Inc. 1249
 A. Ostroff & Son Ltd. 1250
 Artesian Wells Ltd. 1250
 Bérubé & Frères Ltée 1250
 Bijouterie Ciro's Inc.—Ciro's Jewellers Inc. 1251
 Canadian Wiper Corporation. 1251
 C & G Lingerie Co. Ltd. 1251
 Colonial Stores Limited. 1252
 Dover Textiles Ltd. 1252
 Ethical Publications Inc. 1252
 Exdale Provisions Inc. 1253
 Fashion Ambassadors Corporation 1253
 F. Williams Limited. 1253
 Gordon Motors Incorporated. 1254
 Hart Motors Limited. 1254
 Harvine Sportswear Inc. 1254
 Huguenin Watches Ltd. 1255
 Laboratoires Choisy Ltée — Choisy Laboratories Ltd. 1255
 La Chambre de Commerce des Jeunes de Rouyn-Noranda. 1255
 La Compagnie Fauteux & Fils Limitée — Fauteux & Sons Company Limited 1256
 La Forestière Compagnie Ltée. 1256
 La Maison Moderne Limitée 1257
 Les Compagnons de Notre-Dame du Saguenay Inc. 1257
 Les Hôtes Laurentiens Limitée 1257
 Merino Textiles Limited. 1258
 Miami Lingerie Distributors Inc. 1258
 Montreal Elks Club Inc.—Club des Elans de Montréal Inc. 1258
 Nu-Borne Appliances Inc. 1259
 Parkway Automobiles Limited. 1259
 Radio Groupe Trans Québec Inc. 1259
 R. Godbout Ltée 1260
 Richard Shoe Co. Ltd. 1260
 Rose Jobbing Co., Inc. 1260
 Rosita and Deno Dance Studio Incorporated. 1261
 Roy Marchand Limited. 1261
 Sainte-Thérèse Tracteur Limitée. 1261
 St-Basile Plywood Inc. 1262
 Sol Wood (Originals) Inc. 1262
 The M. Smith Company Limited — La Cie M. Smith Limitée 1263
 The Quebec Society of Plastic and Reconstructive Surgery — La Société de Chirurgie Plastique et Reconstructive du Québec. 1263
 Triple A Supply Limited. 1263
 Valcartier Autobus Limited 1264
 Westbury Development Co. Limited 1264
 W. H. Adam, Inc. 1264

TREASURY:

Insurance:

National General Insurance Company 1287

ERRATUM:

Order in Council No. 108, Part "C" 1288

BAR EXAMINATION:

Arthabaska: study of law 1287

NOTARIAL RECORD:

Savignac, Roland 1288

LETTERS PATENT:

Alexandre Pelletier & Fils Inc. 1248
 Allied Agencies Inc. 1249
 Almor Fur Company. 1249
 Alnee Wood Products Inc. 1249
 A. Ostroff & Son Ltd. 1250
 Artesian Wells Ltd. 1250
 Bérubé & Frères Ltée 1250
 Bijouterie Ciro's Inc.—Ciro's Jewellers Inc. 1251
 Canadian Wiper Corporation. 1251
 C & G Lingerie Co. Ltd. 1251
 Colonial Stores Limited. 1252
 Dover Textiles Ltd. 1252
 Ethical Publications Inc. 1252
 Exdale Provisions Inc. 1253
 Fashion Ambassadors Corporation 1253
 F. Williams Limited. 1253
 Gordon Motors Incorporated. 1254
 Hart Motors Limited. 1254
 Harvine Sportswear Inc. 1254
 Huguenin Watches Ltd. 1255
 Laboratoires Choisy Ltée — Choisy Laboratories Ltd. 1255
 La Chambre de Commerce des Jeunes de Rouyn-Noranda. 1255
 La Compagnie Fauteux & Fils Limitée — Fauteux & Sons Company Limited 1256
 La Forestière Compagnie Ltée. 1256
 La Maison Moderne Limitée 1257
 Les Compagnons de Notre-Dame du Saguenay Inc. 1257
 Les Hôtes Laurentiens Limitée 1257
 Merino Textiles Limited. 1258
 Miami Lingerie Distributors Inc. 1258
 Montreal Elks Club Inc.—Club des Elans de Montréal Inc. 1258
 Nu-Borne Appliances Inc. 1259
 Parkway Automobiles Limited. 1259
 Radio Groupe Trans Québec Inc. 1259
 R. Godbout Ltée 1260
 Richard Shoe Co. Ltd. 1260
 Rose Jobbing Co., Inc. 1260
 Rosita and Deno Dance Studio Incorporated. 1261
 Roy Marchand Limited. 1261
 Sainte-Thérèse Tracteur Limitée. 1261
 St-Basile Plywood Inc. 1262
 Sol Wood (Originals) Inc. 1262
 The M. Smith Company Limited — La Cie M. Smith Limitée 1263
 The Quebec Society of Plastic and Reconstructive Surgery — La Société de Chirurgie Plastique et Reconstructive du Québec. 1263
 Triple A Supply Limited. 1263
 Valcartier Autobus Limited 1264
 Westbury Development Co. Limited 1264
 W. H. Adam, Inc. 1264

SIÈGES SOCIAUX:		HEAD OFFICES:	
Horace Labrecque & Fils Limitée	1288	Horace Labrecque & Fils Limitée	1288
Leonard Realities Inc.	1288	Leonard Realities Inc.	1288
SOUSSIONS:		TENDERS:	
St-Charles, Commission scolaire	1289	St-Charles, School Commission	1289
Sherbrooke, cité	1289	Sherbrooke, city	1289
VENTE, LOI DE FAILLITE:		SALE, BANKRUPTCY ACT:	
Joly, Joseph	1290	Joly, Joseph	1290
La Conserverie de Charlesbourg Ltée	1291	La Conserverie de Charlesbourg Ltée	1291
Nadeau, Jos.-Geo.	1292	Nadeau, Jos.-Geo.	1292
VENTE PAR LICITATION:		SALE BY LICITATION:	
Francœur <i>et vir</i> vs Francœur <i>et al.</i>	1293	Francœur <i>et vir</i> vs Francœur <i>et al.</i>	1293
Roy vs Roy <i>et al.</i>	1294	Roy vs Roy <i>et al.</i>	1294
Turcotte vs Desmarais <i>et al.</i>	1292	Turcotte vs Desmarais <i>et al.</i>	1292
VENTE POUR TAXES:		SALE FOR TAXES:	
Iles de la Madeleine, munic. comté	1295	Iles de la Madeleine, Munic. County	1295
VENTES PAR SHÉRIFS:		SHERIFFS' SALES:	
ARTHABASKA:		ARTHABASKA:	
Faucher vs Landry	1297	Faucher vs Landry	1297
Lemire vs Paquette	1297	Lemire vs Paquette	1297
BEAUCE:		BEAUCE:	
Beaudoin vs Grenier <i>et al.</i>	1298	Beaudoin vs Grenier <i>et al.</i>	1298
Lachance & Morel Ltée vs Champagne	1298	Lachance & Morel Ltée vs Champagne	1298
BEAUHARNOIS:		BEAUHARNOIS:	
Poissant vs Couillard	1299	Poissant vs Couillard	1299
BEDFORD:		BEDFORD:	
Robb's Funeral Service Reg'd vs Héritiers de J. L. Carter	1300	Robb's Funeral Service Reg'd vs Heirs of J. L. Carter	1300
GASPÉ:		GASPÉ:	
Robin Jones & Whitman Ltd vs Villecourt	1300	Robin Jones & Whitman Ltd vs Villecourt	1300
MONTREAL:		MONTREAL:	
Banque de Montréal vs McAlpine —	1301	Bank of Montreal vs McAlpine	1301
Lanciault vs Forest	1301	Lanciault vs Forest	1301
St-Jean vs Mathieu	1302	St-Jean vs Mathieu	1302
QUÉBEC:		QUEBEC:	
Robert vs Boily	1302	Robert vs Boily	1302
TROIS-RIVIÈRES:		TROIS-RIVIÈRES:	
Painchaud vs Matteau	1303	Painchaud vs Matteau	1303
24986-o		24986-o	